



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

SÉANCE PLÉNIÈRE

PLENUMVERGADERING

mercredi

15-10-2003

Soir

woensdag

15-10-2003

Avond

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>N-VA</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a-spirit</i>	<i>Socialistische Partij Anders en Spirit</i>
<i>VLAAMS BLOK</i>	<i>Vlaams Blok</i>
<i>VLD</i>	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>	<i>PLEN</i>	<i>Plenum (witte kaft)</i>
<i>COM</i>	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>	<i>COM</i>	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

SOMMAIRE

Excusés	1
Discussion de la déclaration du gouvernement (Continuation)	1
<i>Orateurs:</i> Daniel Féret, Tony Van Parys, Greta D'hondt, Hendrik Bogaert, Pieter De Crem , président du groupe CD&V, Bart Tommelein, Hilde Vautmans, Pierre-Yves Jeholet, Gérard Gobert, Didier Reynders , ministre des Finances, Guy Verhofstadt , premier ministre, Frank Vandenbroucke , ministre du Travail et des Pensions, Vincent Van Quickenborne, Camille Dieu, Louis Smal, Zoé Genot, Rudy Demotte , ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Jo Vandeuren, Serge Van Overtveldt, Guy D'haeseleer, Colette Burgeon, Raymond Langendries , président du groupe cdH, Catherine Doyen-Fonck, Muriel Gerken, Richard Fournaux, Daniel Bacquelaine , président du groupe MR, Alain Courtois, Bert Schoofs, Gerolf Annemans, Melchior Wathelet	

INHOUD

Berichten van verhindering	1
Bespreking van de verklaring van de regering (Voortzetting)	1
<i>Sprekers:</i> Daniel Féret, Tony Van Parys, Greta D'hondt, Hendrik Bogaert, Pieter De Crem , voorzitter van de CD&V-fractie, Bart Tommelein, Hilde Vautmans, Pierre-Yves Jeholet, Gérard Gobert, Didier Reynders , minister van Financiën, Guy Verhofstadt , eerste minister, Frank Vandenbroucke , minister van Werk en Pensioenen, Vincent Van Quickenborne, Camille Dieu, Louis Smal, Zoé Genot, Rudy Demotte , minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Jo Vandeuren, Serge Van Overtveldt, Guy D'haeseleer, Colette Burgeon, Raymond Langendries , voorzitter van de cdH-fractie, Catherine Doyen-Fonck, Muriel Gerken, Richard Fournaux, Daniel Bacquelaine , voorzitter van de MR-fractie, Alain Courtois, Bert Schoofs, Gerolf Annemans, Melchior Wathelet	

SEANCE PLENIERE

du

MERCREDI 15 OCTOBRE 2003

Soir

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 15 OKTOBER 2003

Avond

La séance est ouverte à 20.04 heures par M. Herman De Croo, président.
De vergadering wordt geopend om 20.04 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Didier Reynders, Frank Vandenbroucke.

Le **président**:
La séance est ouverte.
De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe du compte rendu intégral de cette séance.
Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen worden.

Excusés
Berichten van verhindering

Stef Goris, Philippe Monfils, UEO / WEU.

01 Discussion de la déclaration du gouvernement (Continuation)
01 Bespreking van de verklaring van de regering (Voortzetting)

Le **président**: Nous allons travailler par thèmes et nous commencerons avec le secteur Finances.

Le **président**: Nous allons travailler par thèmes et nous commencerons avec le secteur Finances.

01.01 Daniel Féret (FN): Monsieur le président, j'ai l'habitude que le premier ministre ne soit pas là quand je prends la parole; il est souvent absent. Il a deux points communs avec François Mitterrand. Le premier est que le premier ministre de notre pays est très florentin dans l'attitude qu'il a envers ses amis – et Marc Verwilghen en sait quelque chose. Et l'autre, c'est qu'il se prend souvent pour Dieu. Si cela est vrai, il doit m'entendre là où il est.

Je vais m'adresser au premier ministre, puisque c'est quand même lui qui a fait cette déclaration de politique fédérale. La déclaration de politique fédérale dont vous nous avez gratifiés hier ressemble furieusement et curieusement à une confession. Une confession sans supplice d'expiation des péchés commis, un peu à la manière de Louis XVI avant d'être conduit à l'échafaud. Cela ne manque ni d'audace, ni d'un certain courage. Balayé le triomphalisme de 1999, il ne reste au premier ministre que le plaisir de ne pas être sorti vaincu des élections en mai dernier. Il lui a suffi pour cela de faire sauter le

01.01 Daniel Féret (FN) Ik ben het gewoon dat de eerste minister verstek laat gaan wanneer ik het woord voer. Maar hij deelt een aantal eigenschappen met François Mitterrand: hij gedraagt zich als een Florentijn tegenover zijn vrienden. De heer Verwilghen heeft dat al mogen ondervinden. Hij waant zich God. En bijgevolg kan hij mij van overal horen.

In de beleidsverklaring waarop de eerste minister ons heeft getrakteerd lijkt hij zijn zonden op te biechten, een beetje zoals Lodewijk de XVI aan de voet van het

fusible vert Ecolo-Agalev. La manœuvre était habile et tellement facile.

Implicitement, le premier ministre reconnaît aujourd'hui, et c'est en cela que je salue une forme de courage, que j'avais raison en 1999 dans ma tentative de le ramener à la raison quand il exultait devant l'état de grâce que lui offrait la reprise économique. J'avais insisté, à cette même tribune, sur cette évidence que l'embellie économique ne durerait pas plus de deux ans. Je me réjouis aujourd'hui, monsieur le premier ministre, que vous vous en souveniez, car à l'époque j'avais l'impression que vous ne m'écoutez pas.

Votre Etat social actif devait procurer des emplois. Les chiffres sont là: 70.000 chômeurs de plus, voilà le triste bilan de Mme Onkelinx, votre vice-première ministre chargée de l'Emploi et du Travail. Ce résultat catastrophique, nul ne peut l'ignorer. Impossible également de passer sous silence les drames sociaux de grande ampleur que nous avons connus au cours de la précédente législature. La faillite annoncée de la Sabena, conséquence prévisible du mariage avec Swissair, célébré par l'imprudent Elio Di Rupo, à l'époque ministre des Transports et aujourd'hui "belle-mère" de votre gouvernement, cette faillite est dans toutes les mémoires. La population toute entière garde encore à l'esprit cette image hyperréaliste de la ministre du Travail faisant la fête de manière ostentatoire devant des milliers de sabeniens criant leur colère d'avoir été abandonnés.

La priorité qui s'impose à vous, monsieur le premier ministre, c'est – dites-vous – l'emploi, l'emploi et encore l'emploi. Plaise au ciel que cette formule incantatoire en fasse pleuvoir, des emplois! Mais je reste agnostique de cette nouvelle religion dont vous êtes le grand prêtre. Que voulez-vous qu'il pousse, quand on n'a rien semé?

Cependant, vos constats sur la situation économique de la Belgique sont effectivement très pertinents. Votre analyse est juste. C'est l'analyse que le Front National fait depuis bientôt 20 ans. Que notre pays accuse, vis-à-vis de ses partenaires européens, un retard considérable en matière de taux d'emploi, c'est un fait que nul n'ignore. Que la Belgique soit un pays de salaires élevés et doive le rester, tout le monde le souhaite, hormis sans doute les multinationales. Que les charges pesant sur les salaires soient trop élevées, c'est une opinion que j'exprime avec constance depuis plus de 30 ans. Mais êtes-vous bien sûr qu'elle soit partagée par vos alliés socialistes?

Enfin, qu'il faille, pour notre prospérité, de la connaissance, de la créativité et de l'innovation, vous n'êtes pas le premier à le dire. Les Irlandais, qui l'ont compris avant vous, ont mis cette idée en pratique depuis plusieurs années et connaissent aujourd'hui un miracle économique qui laisse les faux experts pantois.

Fort de la juste analyse du premier ministre, il annonce une batterie de mesures pour faire reculer le chômage.

Il y a trois mois, presque jour pour jour, M. Verhofstadt promettait, à cette même tribune, la création de plus ou moins 200.000 emplois. C'est plutôt moins. C'est moins 140.000 puisque, aujourd'hui, il est à 60.000 d'ici la fin de l'année 2007, soit à la fin de l'actuelle législature, à supposer que son gouvernement survive après les élections régionales.

Vous n'êtes quand même pas sans savoir, monsieur le premier ministre, qu'aucun gouvernement n'a été aussi impopulaire que le vôtre. Sur ce point, les sondages sont formels.

Je concède que confectionner un budget dans une situation

schavot. De triomfkreten van 1999 zijn verstomd! Om de nederlaag in mei laatstleden alsnog af te wenden heeft men de zekerheid Ecolo-Agalev laten springen, wat niet moeilijk was. Thans erkent de eerste minister impliciet dat ik het bij het rechte eind had in 1999 toen hij zich liet meeslepen door de economische heropleving en ik hem tot rede wilde brengen. Voor mij was het duidelijk dat de verbetering van het economisch klimaat niet langer dan twee jaar zou duren.

Bedoeling van de actieve welvaartstaat was het creëren van jobs. Welnu, als gevolg van het beleid van mevrouw Onkelinx zijn er nu 70.000 werklozen meer. Men kan evenmin de sociale drama's verzwijgen. Iedereen herinnert zich nog levendig het faillissement van SABENA. Het was te verwachten dat het huwelijk met Swissair dat ingezegend werd door een onvoorzichtige Di Rupo, toenmalig minister van Vervoer, hiertoe zou leiden. Een ander beeld dat blijft is dat van mevrouw Onkelinx die een feestje gaf voor de ogen van duizenden werknemers van Sabena die woedend waren omdat ze in de steek werden gelaten.

De eerste minister beweert dat de werkgelegenheid de hoogste prioriteit is. Maar wat kan men oogsten als men niets heeft gezaaid?

De eerste minister overschouwt de economische situatie en zijn analyse ervan houdt steek, maar die analyse maakt het Front National al twintig jaar lang. In ons land ligt de werkgelegenheidsgraad lager dan bij onze Europese partners. Iedereen hoopt dat de hoge lonen behouden kunnen worden. De loonlasten zijn echter te zwaar, dat zeg ik al dertig jaar. Maar vinden de socialistes dat ook?

Uiteraard zijn kennis, creativiteit en innovatie onontbeerlijk voor onze welvaart. Dat hebben de Ieren al een hele tijd geleden begrepen, en sinds ze die bevinding ook in praktijk brengen, beleeft hun land een heuse economische boom.

économique médiocre n'est pas une sinécure. Votre gouvernement s'enorgueillit de présenter un budget en équilibre. Mais vous n'avez guère d'autre choix; la dette publique, qui reste gigantesque dans notre pays, vous y contraint.

Cinq mois après le dernier scrutin législatif, vous continuez à vous féliciter du succès électoral des socialistes et des libéraux. Dois-je vous rappeler une fois de plus que les gains en voix et en sièges enregistrés par les rouges et les bleus s'expliquent uniquement par l'écroulement des verts, que les chefs du PS – absents – et vous-même avez euthanasiés en leur donnant le baiser de l'araignée.

Les vrais vainqueurs des élections de mai 2003 sont le Vlaams Blok au Nord du pays et le Front National en Wallonie, ce qui indique chez les électrices et les électeurs une forte volonté de changement.

Certes, l'annonce d'une diminution de l'impôt des personnes physiques est une bonne nouvelle, mais elle s'accompagnera d'une levée de nouvelles taxes. La main qui donne et qui reprend, c'est la main du serpent. Le ministre des Finances se fait fort de casser l'impôt. Le contribuable paiera l'impôt cassé.

Un mot à propos de l'amnistie fiscale, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir dans les prochaines semaines et les prochains mois. D'abord, il saute aux yeux que ce projet a été conçu avec la plus grande improvisation et tout indique qu'il pourrait finir en fausse couche. En supposant qu'il voie le jour, qui peut garantir qu'il ne servira pas avant tout à permettre le blanchiment d'argent sale, comme celui de la drogue ou du proxénétisme?

Vient ensuite dans le discours du premier ministre un aveu dont l'expression l'honore. Il se souvient qu'en 1985, quand il devint ministre du Budget, la dette publique s'élevait à 120%. Par la suite, elle atteignit 130%. Encore une fois, belle et touchante confession digne de Louis XVI.

Vous annoncez – c'est loin d'être une mauvaise nouvelle – une augmentation des dépenses de soins de santé de 4,5%. Vous avez donc entendu la colère des médecins, la grogne des pharmaciens, le désespoir des infirmières, la frustration des kinés et l'angoisse des malades. Mais 4,5%, vous devriez savoir que c'est insuffisant, très insuffisant!

La réforme de la Justice est pour maintenant. Mais pourquoi la confier aux socialistes, à ceux-là même qui ont empêché votre ami, votre ami d'enfance Marc Verwilghen, de la réaliser lors de la précédente législature?

Vous reconnaissez, par ailleurs, que la réforme de la police n'a pas encore abouti. L'opinion générale est qu'on est loin du but. Vous brandissez cependant des résultats spectaculaires en ce qui concerne la diminution des carjackings et homejackings, comme vous dites en français. Mais vous savez qu'à Charleroi, mes électeurs n'ont ni de "car" ni de "home" à "jacker", pour parler votre jargon.

Moi, je me bats pour ces enfants en état de malnutrition, victimes de l'insécurité sociale, pour ces filles violentées par des bandes de jeunes que la police hésite à appréhender car la Justice ne suit pas, pour ces personnes âgées qui n'osent plus sortir, qui se voient imposer, par la racaille, de s'acquitter d'un péage, d'un octroi pour avoir seulement le droit de traverser la rue.

De eerste minister kondigt een rist maatregelen tegen de werkloosheid aan. Drie maanden geleden nog stelde hij 200.000 bijkomende jobs in het vooruitzicht, nu is dat aantal al gedaald tot 60.000 jobs tegen 2007, met andere woorden, tegen het einde van de regeerperiode, dit alles voor zover de regering de regionale verkiezingen overleeft. Uit de peilingen blijkt immers dat geen enkele regering ooit zo weinig populair was.

Een begroting opstellen in tijden van laagconjunctuur is natuurlijk geen sinecure. De regering pronkt met haar begroting in evenwicht, maar gezien de nog steeds torenhoge schuld, was er ook geen andere keuze.

Vijf maanden na de laatste verkiezingen bent u nog steeds verheugd over het succes van socialist en liberalen. Dat succes is echter te verklaren door de ondergang van de Groenen die van u en de PS de doodsteek kregen. Het Vlaams Blok in Vlaanderen en het Front National in Wallonië zijn de echte winnaars van de voorbije verkiezingen, wat bewijst dat de bevolking koos voor verandering.

We staan achter de aangekondigde belastingverlaging, maar er komen ook nieuwe belastingen: de regering geeft met de ene hand en neemt met de andere. De minister van Financiën wil de belastingen verlagen, maar de belastingplichtige betaalt het gelag.

Op het stuk van de geplande fiscale amnestie werd zwaar geïmproviseerd en alles wijst erop dat het wel eens fout zou kunnen aflopen. Wie kan garanderen dat het niet zal worden misbruikt om zwart geld wit te wassen?

U kondigt aan dat de uitgaven in de gezondheidszorg met 4,5 % zullen stijgen. U hebt dus nota genomen van de woede van de artsen, de frustratie van de kinesisten en de angst van de patiënten. Toch is 4,5 % volstrekt ontoereikend.

De hervorming van iustitie komt

Pour terminer, in cauda venenum, deux lignes seulement, sobres, dans votre déclaration, pour votre ami Louis Michel qui continuera, dites-vous, une politique étrangère fondée sur des principes éthiques. On en a vu le résultat au cours de la dernière législature: Pinochet court toujours, à pied ou en chaise roulante mais il court; les Autrichiens se gaussent encore aujourd'hui des coups de colère de Michel senior. Ah, bien sûr, il y eut le refus de la dernière guerre contre l'Irak, attitude que j'ai saluée. Mais les choix de Louis Michel, il l'a déclaré rue de Naples devant les barons du MR, étaient dictés uniquement par des raisons de politique intérieure. Il fallait bien suivre l'opinion publique!

Enfin, je suis solidaire sur ce point et je l'affirme sur l'honneur: je n'irai plus skier en Amérique!

Reste à savoir si les multiples voyages de notre ministre des Affaires étrangères au Congo et ses nombreuses mais brèves – les journalistes parlent quand même –, très brèves rencontres avec le président non élu Kabila feront avancer d'un iota notre ancienne colonie sur le chemin de la démocratie.

Pour terminer, dans la chute de son discours, le premier ministre nous a fait partager son rêve d'un Etat modèle, à l'image de jeunes mariés qui rêvent d'un appartement modèle. Je voudrais attirer l'attention du premier ministre sur ce point: rien n'est plus trompeur qu'un appartement modèle.

Et votre déclaration, monsieur le premier ministre toujours absent, dont le parlement n'a pas eu la primeur parce que ce sont les médias qui en ont eu connaissance les premiers, votre déclaration a été saluée, encensée par les journalistes francophones de notre pays qui ont fait preuve, une fois de plus, de la servilité la plus totale, de leur soumission sans réserve au pouvoir politique et, en tout cas, aux partis démagogiques traditionnels.

Mais soyez rassuré, monsieur le premier ministre, vu l'attitude des journalistes, vous pouvez continuer à mentir tranquille.

eraan, maar waarom laat u dit project over aan de socialisten terwijl zij net hebben verhinderd dat de heer Verwilghen het eerder tot een goed einde zou brengen? Wat de politiehervorming betreft, is het doel nog lang niet bereikt: u mag dan wel schermen met spectaculaire resultaten inzake de vermindering van het aantal car- en homejackings, maar ik, ik kom op voor de ondervoede kinderen die het slachtoffer zijn van de sociale onzekerheid, voor de meisjes die worden aangerand door bendes jongeren die de politie niet durft aan te houden omdat justitie niets onderneemt, voor de bejaarden die toegeld dienen te betalen aan boefjes om de straat te mogen oversteken.

U stelt dat de heer Michel zijn ethisch geïnspireerd buitenlands beleid zal voortzetten. Wij hebben de resultaten ervan gezien: Pinochet is nog steeds op vrije voeten – zij het in een rolstoel – en de Oostenrijkers maken zich nog steeds vrolijk over de woedeaanvallen van de minister van Buitenlandse Zaken. Toegegeven, België verzette zich ook tegen de recentste oorlog tegen Irak, maar die keuze was eerder ingegeven door het binnenlands beleid: men diende de publieke opinie te volgen.

Men kan zich ook afvragen of de vele bezoeken van de heer Michel aan Congo en zijn korte gesprekken met de onverkozen president Kabila het democratisch proces in onze voormalige kolonie zullen bevorderen.

De eerste minister wil dat wij samen met hem dromen van een modelstaat, zoals jonggehuwden dromen van een modelappartement. Maar schijn bedriegt.

Ten slotte werd de regeringsverklaring, waarvan het Parlement niet de primeur heeft gekregen, bewierookt door de Franstalige journalisten, die daarmee eens te meer hebben bewezen slaafse volgelingen te zijn van de politici, althans van de traditionele demagogische partijen.

Mijnheer de eerste minister, u kan op beide oren slapen en ongestoord blijven liegen.

Le **président**: Mes chers collègues, j'ai conféré rapidement avec nos deux ministres présents.

Ik zou u willen vragen of er later uiteenzettingen zijn voor mevrouw Van den Bossche over de beleidsdomeinen Volksgezondheid en Gezin. Ik heb alle sprekers bij elkaar geplaatst, omdat ik het een beetje wil groeperen.

U spreekt daar straks over, mevrouw D'hondt?

(...).

U spreekt over alles? Filosofen zeggen "le tout est dans le tout et réciproquement"...

01.02 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw Van den Bossche is dan ook voor alles bevoegd, voorzitter.

01.03 Greta D'hondt (CD&V): Ik had de gewoonte om met minister Vandenbroucke te maken te hebben en die is ook voor alles bevoegd.

De **voorzitter**: Ik zal beginnen met het deel Financiën.

01.04 Greta D'hondt (CD&V): (...)

De **voorzitter**: Neen.

Wat was de reden? Ik had gezegd dat we met Financiën zouden beginnen. Op een zeker ogenblik heeft de premier echter gezegd dat de minister van Financiën later komt, op het einde van de vergadering. Welnu, als die minister later komt, ligt het voor de hand dat we met iets anders beginnen. Ik heb nu gemerkt dat zij zijn overeengekomen om samen...

(...): Maar wij zijn dat niet overeengekomen.

De **voorzitter**: Als de Kamer ermee akkoord kan gaan; u moet mij laten uitspreken.

Er is een korte uiteenzetting van meneer Bogaert meen ik, gedurende een tiental minuutjes?

01.05 Hendrik Bogaert (CD&V): (...)

De **voorzitter**: Dat gaat niet, want dan hebben al de anderen geen tijd meer. Er zijn nog vijf sprekers in uw fractie. U heeft 15 minuten gevraagd, mijnheer Bogaert?

01.06 Hendrik Bogaert (CD&V): (...)

De **voorzitter**: Dat werd mij hier gezegd.

01.07 Pieter De Crem (CD&V): Je n'ai rien demandé, tu m'apportes un whisky, zo ging dat destijds.

De **voorzitter**: Ik heb meneer Bogaert genoteerd voor een betoog van 15 minuten.

Monsieur Jeholet, vous avez peu de temps car M. Bacquelaire a déjà pris une grande partie du temps. M. Gobert, quant à lui, avait dit cinq minutes.

Nous allons commencer par M. Bogaert, M. Jeholet et M. Gobert.

01.08 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer de voorzitter, beste collega's, het Koninkrijk België heeft anno 2003 de hoogste belastingdruk van West-Europa en toch is er geld tekort. De vraag is hoe dat in godsnaam mogelijk is. België heeft de hoogste belastingdruk

01.08 Hendrik Bogaert (CD&V): La Belgique connaît la plus importante pression fiscale de l'Europe occidentale et de son

van West-Europa – en eigenlijk de hoogste belastingdruk aller tijden – en er is toch geld tekort. Er is geen klein beetje geld tekort, mijnheer Lambert, maar heel veel geld tekort. Er is vier miljard euro tekort, omgerekend 1.600 euro per gezin. Hoe is het zo ver kunnen komen? Hoe is het mogelijk dat we vandaag moeten meemaken dat er vier miljard euro tekort is? Dat is de vraag van vanavond.

Het is het moderne verhaal van de krekel en de mier. We weten het, mijnheer Lambert, de krekel zal vrolijk blijven zingen: “Het is allemaal niet waar. Het is oppositiepraat.” Dat is een patroon dat wij ondertussen kennen.

Men luistert niet goed naar de werkgevers, men luistert niet goed naar de vakbonden en men luistert niet goed naar de oppositie. Dat is fase 1. Dan komt fase 2. In fase 2 gaat men drie jaar ontkennen. Het is de ontkenningfase. De feiten worden ontkend. Het is niet waar. In fase 3 gebeurt er iets onverwachts, een gebeurtenis die men niet had kunnen voorspellen. In fase 4 komt dan de schuldbekentenis. Ik geef enkele voorbeelden.

Men zegt dat er een probleem is met de lasten op ploegenarbeid. De regering zegt dat het niet waar is, maar dan komt Ford Genk – poef – en moeten we iets doen. Het is toch waar!

Ik geef een ander voorbeeld. Men zegt dat er een probleem is met de begroting. Het is drie jaar niet waar. Er is geen probleem met de begroting, maar dan – boem – is er een gat van vier miljard euro! Opeens is het toch waar.

Men zegt dat er een structureel probleem is met de economie. Men reageert met te zeggen dat het niet waar is. Drie jaar lang is het niet waar. Het is een dipje. Het speelt zich af in de hoofden van de werkgevers. En dan is er een nulgroei. Misschien is het dan toch waar.

Er is een probleem met de arbeidsmarkt. Het is drie jaar niet waar. Plots zijn er 95.500 werkzoekenden bij. Het is dan toch waar.

Er is een probleem met de administratieve lasten, mijnheer Tommelein. Het is allemaal niet waar en dan opeens blijkt uit een studie dat er 9 miljard aan kosten zijn voor het bedrijfsleven. Dan is het opeens allemaal wel waar. Zo gaat dat in ons landje.

Er is een probleem met de files. Drie jaar is dat niet waar. Er is absoluut geen voorstadnetwerk nodig en opeens is er 100 kilometer file rond Brussel. Ineens is het wel waar. We zullen iets moeten doen.

Men zegt: “Er is geen begrotingstekort.” We hebben vandaag iets ongelooflijk gehoord, dames en heren.

“Er is geen begrotingstekort; er is een overschot! Wij gebruiken geen truc met Belgacom, het is een techniek. Er is geen crisis. De crisis is er enkel in de hoofden van de bedrijfsleiders. Er is geen veiligheidsprobleem. U voelt het toch dat het probleem is opgelost. Je voelt toch dat het allemaal veiligheid is in België. Er zijn geen files, dames en heren, want ik heb een zwaailicht. Dus zijn er geen files”.

Steeds meer werknemers en steeds meer bedrijfsleiders beginnen te wanhopen. Het land zit namelijk wel degelijk in een structurele crisis, maar de leider van het land zit nog steeds in de ontkenningfase. De grenzen van de ontkenningfase zijn langzaam bereikt. De ontkenningfase had tot doel de economie niet te ontmoedigen. In de plaats van een fiordenmodel of een belfortmodel heeft die geleid tot een

histoire, mais est néanmoins confrontée à un trou de quatre milliards d'euros. Comment en est-on arrivé là? Nous connaissons tous la fable de la cigale et de la fourmi. Eh bien, la cigale chante toujours.

Voici le modus operandi des gouvernements Verhofstadt : ne surtout pas écouter les partenaires sociaux et l'opposition. Ignorer les faits concrets pendant des années. Attendre une catastrophe soi-disant tout à fait inattendue et imprévisible, telle que la fermeture de Ford Genk. Puis faire humblement son mea-culpa. Les exemples sont légion: les difficultés budgétaires, les problèmes structurels de l'économie, les embouteillages, etc.

Aujourd'hui non plus, il n'y aurait pas de déficit budgétaire. Si l'on en croit le gouvernement, l'opération Belgacom ne constituerait pas un truc, mais une technique. Le problème de la sécurité est jugé résolu. Seuls les pessimistes estiment que nous connaissons une crise économique. Les dirigeants d'entreprise commencent toutefois à perdre espoir. Les limites de la dénégaration sont atteintes et une politique alternative s'impose à présent. Le CD&V a proposé une telle alternative qui témoigne d'ambition, d'audace et de détermination. Nous acceptons la main tendue par le premier ministre.

Notre plan d'avenir comprend des réformes structurelles. Les charges salariales doivent être réduites sans délai de 1,5 milliard d'euros. En outre, il y a lieu de diminuer la pression fiscale et parafiscale globale qui, avec un taux de 46 pour cent, est pratiquement la plus élevée d'Europe. Par ailleurs, on peut qualifier les réductions d'impôts pratiquées par la coalition violette d'«objets fiscaux non identifiés»: tout le monde en parle, mais personne ne les a vues.

Nous sommes parfaitement conscients que la Wallonie se trouve dans une situation difficile. Toutefois, il convient à présent

dobbermodel. Vlaanderen is verplicht rond te dobberen met een feestneus, een hoedje en een zakje confetti. Het gaat allemaal namelijk bijzonder goed. Wij hebben het vandaag nog gehoord; het gaat allemaal bijzonder goed in ons landje.

Tegenover die sfeer van ontkenning en pseudo-vrolijkheid is het nu tijd voor een alternatief. CD&V heeft vorige week wel degelijk zijn alternatief ingediend. De hype is voorbij. Het is tijd voor ambitie en durf, niet in woorden, maar wel in daden.

Wij aanvaarden de uitgestoken hand van de kanselier. Wij zullen de kanselier helpen. Wij zullen zijn hand nemen en hem uit de ontkenningfase trekken. We zullen zeggen waar we naartoe gaan. Daarbij zullen wij ons alternatief, ons visieplan, gebruiken om te zeggen waar we naartoe moeten gaan. We zullen die hand dus aannemen.

Het eerste wat wij moeten doen, is structureel hervormen. Er zijn structurele problemen in het land. Daarom zijn er structurele hervormingen nodig.

In ons visieplan gaat het, ten eerste, over de loonlasten, die structureel te hoog zijn. Er moet vandaag – niet in de toekomst – 1,5 miljard euro vrijgemaakt worden om die loonhandicap versneld af te bouwen. In Duitsland, met een socialistische kanselier, wordt de lastenverlaging verdubbeld en één jaar vooruit getrokken. In België, met een liberale kanselier, worden de inspanningen gehalveerd en duwt men ze een jaar achteruit. Dat is een objectieve vergelijking tussen de verschillende landen!

De tweede hervorming betreft de globale vermindering van de fiscale en parafiscale druk. U zegt dat u daarvoor al veel gedaan hebt. De feiten zijn echter dat de belastingdruk na vier jaar paars nog is gestegen. Dat zijn de echte feiten van vandaag.

Geen enkele regering sinds de Tweede Wereldoorlog heeft zo een hoge belastingdruk laten neerdalen over de bevolking. De belastingdruk is in België na vier jaar paars de hoogste van West-Europa en de hoogste sinds de Tweede Wereldoorlog. Van elke 100 euro die wordt verdiend en geconsumeerd, ging in 2002 46,3 euro naar de Staat. Dat is het slechtste resultaat van heel West-Europa. Enkel de Scandinavische landen doen nog slechter.

Met de belastingverlaging van paars is het een beetje zoals met UFO's. Veel mensen spreken erover. Bijzonder weinig mensen echter hebben ze effectief al gezien. In de volksmond heeft men het dan ook over unidentified fiscal objects. *(Applaus op de oppositiebanken.)*

De derde hervorming gaat over wie wat moet doen. Wie is verantwoordelijk voor wat in ons land in de toekomst gebeurt. Laat ons hierover duidelijk zijn. We hebben begrip voor de moeilijke economische situatie in het Zuiden van het land. We stellen solidariteit als principe niet in vraag. We willen echter ook begrip voor Vlaanderen. Er is de hele zomer begrip geweest voor Wallonië en voor de prioriteiten van Wallonië. We willen dat de prioriteiten van Vlaanderen ook eens naar voren komen. Wij doen in Vlaanderen net zoals in Wallonië veel voor onze economie. De mensen werken hard. Ze komen internationaal vergeleken uit heel sterke scholen en hebben een goede talenkennis.

Ze hebben bovendien het geluk dat hun woonplaats geografisch goed gelegen is. Toch merken we dat de beste, West-Europese regio's, zoals Zuid-Duitsland, Noord-Italië en West-Nederland, nog beter doen. Gemiddeld doen zij nu 20% beter. De gap van 20%. ziende het verschil

d'également accorder de l'attention aux priorités flamandes. La Flandre dispose de nombreux atouts, mais ses résultats sont inférieurs de vingt pour cent à ceux enregistrés dans les régions européennes les plus développées sur le plan économique. Afin de réduire cette fracture, la Belgique doit s'adapter à la Flandre, et non l'inverse.

Outre des mesures d'emploi d'ordre structurel, nous souhaitons également mettre un terme au problème du gaspillage. La somme de 100 millions d'euros a été déboursée pour organiser une consultation populaire sur le Plan Copernic et engager une série de consultants. La cerise sur le gâteau est néanmoins la suppression des cabinets, réforme qui n'a jamais vu le jour.

La démocratie parlementaire doit reprendre ses droits. En dix mois, aucun projet de loi n'a été déposé pour permettre un contrôle budgétaire efficace. Pour être constructif, un débat suppose des informations fiables.

Mais que se passe-t-il dans ce pays? Bien que la pression fiscale y soit plus forte que partout ailleurs en Europe de l'Ouest, les moyens manquent. Comment est-ce possible?

tussen de belangrijke input die wij in de economie stoppen en het resultaat ervan, willen wij overbruggen. België in zijn huidige vorm stelt ons niet in staat die 20% te overbruggen. Vlaanderen moet zich daarom niet langer aanpassen aan België. België moet zich aanpassen aan Vlaanderen om die ambitie waar te kunnen maken. (*Applaus op de oppositiebanken.*)

Dat verdienen wij. Wij willen naar de top van Europa. Wij verdienen het. Wij willen het. Omdat wij het willen, zullen wij het ook realiseren en zal onze ambitie bewaarheid worden.

Deze Vlaamse ambitie is compatibel met de Waalse. Beide willen een structurele sprong voorwaarts maken. Het zal ook nodig zijn. De Waalse leiders zijn verplicht om aan hun bevolking verantwoording af te leggen. Ze moeten alle taboes laten varen en zelf meer verantwoordelijkheid opnemen.

De vierde structurele hervorming gaat over tewerkstelling. Collega D'hondt zal ze straks uitleggen.

Naast het hervormingsplan is het nodig dat in dit land de verspilling stopt. Het kan niet dat een regering 100 miljoen euro uitgeeft voor een volksraadpleging en aan consultants. Een van de vragen was of de kabinetten moesten worden afgeschaft. 99% van de mensen antwoordde ja. Waarover handelt echter de eerste brief die ik in het Parlement krijg? Hij gaat over nieuwe uitgaven voor de kabinetten. De kabinetten zijn terug; ze zijn in eer hersteld. De volksraadpleging is een absolute geldverspilling geweest. Als de volksraadplegingen in de toekomst ook zullen dienen om de mensen voor de gek te houden, zijn ze niet nodig.

01.09 Bart Tommelein (VLD): Ik had gedacht hier met u een ernstig debat te kunnen voeren. Als u echter op zo een manier begint te praten, spreken we niet over een kabinet. We spreken dan over cabaret. Het niveau waarop jullie voortdurend fulmineren, benadert nog niet eens het niveau van De Laatste Show, een programma waarvoor ik veel respect heb trouwens.

Ik heb geen zin om op die manier met u een debat aan te gaan. Doet u maar rustig voort. Op zo'n niveau wil ik niet eens discussiëren.

Yves Leterme (CD&V): (...)

De **voorzitter**: Mijnheer Tommelein, dat is geen vraag. Mijnheer Leterme, iedereen mag hier zeggen wat hij wil.

01.10 Hendrik Bogaert (CD&V): Ja maar, mijnheer de voorzitter, de heer Tommelein komt tussenbeide om te zeggen dat hij niet tussenbeide zal komen. Dat hij dan zwijgt!

De **voorzitter**: Kom, het zijn allemaal jonge kamerleden die nog op leerschool zijn. Mijnheer Bogaert, doe voort.

01.11 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik kan niet onmiddellijk voortdoen. Ik moet even bekomen van dat indrukwekkend betoog.

Het derde wat er moet gebeuren, is de parlementaire democratie in ere herstellen. Wie gelooft hier nog wie in dit Parlement? Begrotingscontrole, begrotingstekort, Belgacom... Sinds meer dan tien maanden is er een wetsontwerp inediend om aan deelname

begrotingscontrole te doen. Ik reken op de voorzitter van het Parlement, nu die opnieuw benoemd is, om hier een tandje bij te steken en ervoor te zorgen dat wij goede cijfers hebben, want als wij een goed debat willen voeren, hebben wij cijfers nodig. Nu, die zijn al tien maanden niet beschikbaar. In elk normaal bedrijf neemt de raad van bestuur dan ontslag. Hier blijktbaar niet. Dat kan allemaal in onze modelstaat.

Het kost de overheid miljarden omdat het Parlement zijn controlerende taak niet naar behoren kan uitvoeren. Het gevolg is dat ons koninkrijk anno 2003 de hoogste belastingdruk aller tijden heeft, de hoogste belastingdruk van West-Europa. En toch is er geld te kort. Hoe kan dat nu? De hoogste belastingdruk en toch geld te kort! Stel u voor: een bedrijf heeft de hoogste prijzen en toch lijdt het verlies. Dan zou het toch kunnen zijn dat er iets verkeerd is met het product.

Bart Tommelein (VLD): (...)

De **voorzitter**: Mijnheer Tommelein, of wie het ook zij, het is een debat. Ik wil u vragen dat u intussen geen appreciatie geeft over uw collega's. U onderbreekt, u stelt vragen, dat is de manier van werken. Mijnheer Tommelein, u wil de vraag onderbreken?

01.12 Bart Tommelein (VLD): Mijnheer Bogaert, u valt in herhaling. Bij de bespreking van de programmawet hebt u dezelfde argumenten aangehaald als daarnet. Ik heb u toen heel duidelijk gezegd dat u aan het raaskallen was. Wij hebben niet de hoogste belastingdruk ooit. Dat weet u zeer goed. U bent een verstandige jongen, ik weet dat. U probeert manifest de zaak te verdraaien. Ik zal het nog eens herhalen om u een plezier te doen: inderdaad, de ratio die de verhouding weergeeft tussen het geheel van de fiscale ontvangsten en de BBP, neemt toe. Maar u weet even goed als ik dat dit een foutieve berekeningswijze is en dat u dan de zaken enkel macro-economisch bekijkt. U weet even goed als ik dat door deze regering en door de vorige regering enorme inspanningen geleverd zijn om de belastingdruk te verlagen. U probeert op een bepaald moment bepaalde cijfers aan te grijpen om aan te tonen dat de belastingdruk stijgt. Dat is manifest onjuist. Dat weet u zeer goed.

01.13 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer Bogaert, ik ben absoluut geen specialist in Financiën, maar u hebt hier juist voor de zaal gezegd dat het de Schatkist miljoenen of miljarden kost, omdat wij onze controle niet kunnen doen. Kan u mij daar voorbeelden van geven? We hebben het Rekenhof, we hebben de bespreking van de begroting in commissie, we hebben het recht om schriftelijke en mondelinge vragen te stellen. We krijgen hier de cijfers van de begroting van de minister van Financiën. Kan u mij nu eens die miljoenen en miljarden concreet maken, voor u zulke nonsens zit te vertellen op het spreekgestoelte.

01.14 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik zal de vragen in volgorde behandelen. Ten eerste, wat de belastingdruk betreft, ik heb die norm niet uitgevonden! Wat gebeurt er? Er is een aantal lasten dat verlaagd wordt, dat is juist. Er zijn heel veel lasten die verhoogd worden. Dat is een oeverloze discussie. Men moet daar een objectief criterium hebben om te kunnen zeggen of ze globaal per saldo verhoogd of verlaagd zijn. Ik heb die norm niet uitgevonden: dat is de totale fiscale en parafiscale druk. Dat is de norm waarvan jullie ooit op een congres, het befaamde sociale congres van de VLD om precies te zijn, hebben gezegd dat die 33% moest zijn. Dat is veel te laag. In Nederland ligt die op 39 en dat is

01.12 Bart Tommelein (VLD): Lors de l'examen de la loi-programme, vous avez avancé les mêmes arguments. Vous dites n'importe quoi. Il est inexact que nous ayons jamais eu le plus haut niveau d'imposition. Vous déformez la réalité. Il est vrai que le rapport entre les recettes totales et le PIB a augmenté mais vous savez qu'il s'agit d'une méthode de calcul erronée. Vous n'ignorez pas non plus que le précédent gouvernement a fait des efforts considérables pour réduire la pression fiscale.

01.13 Hilde Vautmans (VLD): Du reste, pourquoi dites-vous que le Parlement ne recevra pas les chiffres budgétaires? Il y a la Cour des comptes, le débat en commission et les chiffres fournis par le ministre. Selon vous, l'impossibilité pour le Parlement d'exercer sa mission de contrôle coûte des milliards au Trésor public. Pouvez-vous préciser votre pensée?

01.14 Hendrik Bogaert (CD&V): Il est exact que des charges ont été réduites mais d'autres ont à nouveau augmenté. La pression fiscale et parafiscale globale s'élève toutefois à 46 pour cent, ce qui excède de loin la norme de 33 pour cent régulièrement avancée par le VLD lui-même.

ook aan de lage kant. Dat is een verschil van 7 procentpunt tussen België en Nederland. Dat is ongeveer 18 miljard euro die men elk jaar in de economie pompt in Nederland. Dat is een objectieve norm, die ik niet heb uitgevonden. Eigenlijk heeft de VLD die zelf op de politieke agenda gezet. Ik vind die ook terug in jullie partijprogramma. Daarin staat dat die met 2% moet verlagen. In de regeringsverklaring komt die norm terug. Men heeft het over – ik zal uit het hoofd citeren -: “de gestage vermindering van de fiscale en parafiscale druk”. Dat is de norm die ik bedoel.

Dan is er de kwestie waarom we de cijfers niet hebben. Stel u voor dat men in een bedrijf 10 maanden geen cijfers heeft. Uw reactiesnelheid vertraagt gewoon wanneer u 10 maanden geen cijfers hebt. Men moet eigenlijk bijna een jaar na de feiten reageren en dat kan niet. De meeste KMO's, ook heel kleine, werken tegenwoordig al met cijfers per maand. Om de maand komen er nieuwe cijfers uit, zodat het management heel snel kan inspelen op een actuele situatie. Als wij als Parlement au sérieux moeten worden genomen, dan moeten wij heel snel cijfers hebben. Ik vraag niet naar maandelijkse cijfers, maar wanneer er na 10 maanden nog altijd geen basiscijfers zijn over de uitgaven van de overheid, denk ik dat wij een punt hebben op dat vlak. Als er geen vragen meer zijn, ga ik door over de belastingdruk.

01.15 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer Bogaert, ik had nu echt gehoopt dat u mij de voorbeelden kon geven, want dan hadden wij met die miljarden een nog groter overschot op onze begroting kunnen realiseren.

01.16 Hendrik Bogaert (CD&V): Er zijn manifest massa's voorbeelden, maar ik ga daar nu niet verder op in. Ik zal een voorbeeld geven. Het is natuurlijk moeilijk om voorbeelden te geven als men geen cijfers heeft. Dat is een ding. Ik heb gemerkt dat de diensten van de kanselier na ongeveer 80% van het jaar al aan 92% van hun uitgaven zitten. Dan denk ik, naïef als ik ben in die zaken, dat de premier, de numero uno, de eerste van het land, het voorbeeld zal geven en zeggen: “Het liedje is gedaan; we moeten beginnen te milderen; we moeten wat beginnen te besparen”. Dat verwacht ik althans.

Dat is één voorbeeld. Ik kan er nog massa's opsommen en ik zal dat bij gelegenheid zeker doen. Ik denk dat ik daarmee voldoende geantwoord heb op die zaak.

Naast de hervormingen die nodig zijn, structurele hervormingen voor de structurele problemen in dit land, moeten wij de verspilling stoppen. Het derde wat er moet gebeuren is de parlementaire democratie in ere herstellen. Wij hebben cijfers nodig, mijnheer de voorzitter. Wij rekenen op u opdat wij binnen de kortste keren over voldoende cijfers beschikken om te kunnen beoordelen wat er gebeurt in dit land. Wij hebben het echter verkeerd, er is geen tekort. We zeggen dat er een tekort is van 4 miljard euro maar er is geen tekort. Er is een overschot. Dan komt men aan met Belgacom. Over Belgacom willen wij zeggen dat u niet doet wat goed is voor het land. U doet wat nog net mag van Europa. U doet dus niet wat goed is voor het land. U blijft in de ontkenningfase zodanig dat u blijvend kunt krekelen. U misleidt ook uzelf, uw eigen verkiezingsprogramma, uw eigen kiezers en uw eigen fractie. U zou niet toelaten dat er ook maar één euro tekort was op de begroting. Welnu, over twee jaar tijd is er 4 miljard euro tekort. U zit in de ontkenningfase. Er is geen tekort. We zijn er.

De **voorzitter**: Mijnheer Bogaert, u bent al voorbij uw toegestane spreektijd. Wil u rustig afronden?

Il est important que nous disposions des chiffres de base du budget en temps opportun pour pouvoir nous acquitter convenablement de notre mission de contrôle. Comment pouvons-nous encore réagir, près d'un an après les faits? Aujourd'hui, la Chancellerie du premier ministre a déjà épuisé 93 pour cent de son budget: si nous ne pouvons pas contrôler ce genre de choses à temps, il en coûtera cher au Trésor public.

01.16 Hendrik Bogaert (CD&V): Le gouvernement mue un déficit de quatre milliards en un excédant, grâce à l'argent de Belgacom. Ce faisant, il ne prend pas une mesure bénéfique pour le pays mais se contente de faire ce qu'acceptent encore les instances européennes. Par ailleurs, l'électeur est une fois de plus trompé, l'accord de gouvernement n'est pas respecté, la comptabilité est manipulée et on recourt à un tour de passe-passe facile. La comparaison avec les mesures prises par le CVP concernant La Poste ne tient pas car cette dernière appliquait un système de répartition et non de capitalisation. Ce gouvernement inscrit 5 milliards au titre de revenus sans inscrire les dépenses pour le même exercice. Dans ces conditions, il faudra rembourser pendant 50 ans.

01.17 Hendrik Bogaert (CD&V): U zou niet toelaten dat er één euro tekort zou zijn in de begroting. Er is 4 miljard euro tekort in de begroting. Dat is de realiteit van vandaag. U moet dus niet kwaad worden als we het woord truc in de mond nemen. U zult met argumenten moeten komen. Dat zult u moeten doen.

De **voorzitter**: Het is hier geen Café du Commerce. U spreekt rustig door met argumenten. Mijnheer Bogaert, wilt u nu afronden?

01.18 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik ga niet afronden. We hebben anderhalf uur, mijnheer de voorzitter.

De **voorzitter**: U hebt samen anderhalf uur. Al wat u neemt, zullen de anderen niet krijgen. Het spijt me.

Tony Van Parys (CD&V): (...)

De **voorzitter**: Ik reken de onderbrekingen erbij, mijnheer Van Parys. Anders was het al lang afgelopen.

01.19 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer Tommelein, De Post werkte toen met een repartitiesysteem en niet met een kapitalisatiesysteem. Dat is het grote onderscheid met vandaag. Er is dus geen enkele positieve impact geweest op het overheidstekort op dat ogenblik. Ik denk dat daarmee voldoende weerlegd is wat u bedoelt.

Wij zijn het dus oneens met de manifeste manipulatie van de boekhouding van de overheid. Dat is wat er nu aan het gebeuren is. Wat u gaat doen is in strijd met de tekst van de informateur. Die heb ik erop nagelezen. Het is ook in strijd met de tekst van de regeringsverklaring, want daarin staat dat de opbrengsten van de Belgacom-operatie zullen dienen om de staatsschuld naar beneden te brengen en niet om het deficit toe te dekken. Dat staat er letterlijk in. We gaan de staatsschuld ermee naar beneden brengen en niet het overheidstekort.

Doordat geen voorstel tot begrotingscontrole was ingediend, konden onze fractie en ook die van de meerderheid zich geen juist beeld vormen van de situatie. U hebt een blanco cheque gevraagd aan de fracties van de meerderheid en oppositie. De financiële waarheid van de overheid werd achtergehouden aan de kiezers, onze fractie maar ook aan uw eigen fractie want op het ogenblik dat u het vertrouwen gaf aan de regering kon u niet beoordelen of er een tekort was en hoe groot dat tekort was. Dat is fundamenteel.

U boekt inkomsten voor 5 miljard en u boekt uitgaven voor 5 miljard niet in hetzelfde jaar. Dit is een manifeste schending van elke boekhoudkundige regel. Elke eerstejaarsstudent zou onmiddellijk gebuigd worden, mocht hij zoiets proberen op zijn examen. U verlegt de molensteen van 5 miljard euro van Belgacom op de komende generaties. Wij zullen 50 jaar afbetalen voor deze Belgacom-operatie omdat er nu mensen zijn van 35 jaar die nog 25 jaar in dienst zullen zijn van Belgacom om daarna hopelijk nog enkele tientallen jaren van een pensioen te kunnen genieten. Samengeteld zullen wij nog 50 jaar afbetalen door deze Belgacom-operatie.

Zeggen dat het mag van Europa is geen argument omdat diverse Europese landen stoten tegen de grenzen van het Stabiliteitspact. Voorbeelden zijn Frankrijk en Portugal. Deze landen zitten in dezelfde situatie als België. Zij zijn bondgenoten in de budgettaire laksheid. Het siert België absoluut niet dat deze landen onder politieke dekking van Frankrijk het Stabiliteitspact ondergraven en de regels van het Stabiliteitspact omzeilen. Dit is slecht nieuws voor de euro. Dit is

01.19 Hendrik Bogaert (CD&V): Que cet artifice soit toléré par l'Europe ou que la France se livre à des interventions similaires, toutefois à une bien moindre échelle, ne sont pas des arguments valables. Le laxisme budgétaire se répand peu à peu et commence à miner le pacte de stabilité. Il ne faut pas que la Belgique se laisse entraîner sur cette voie.

Le deuxième artifice est celui de l'amnistie fiscale, celle-ci étant initialement subordonnée à des conditions précises. L'argent allait pouvoir être blanchi à bon compte s'il était injecté dans l'économie belge. A présent, l'argent peut déjà être blanchi tout en restant sur un compte à l'étranger. Jusqu'où ce gouvernement osera-t-il aller?

slecht nieuws voor ons land, voor de geloofwaardigheid van ons land en op termijn voor onze tewerkstelling in ons land. Hier moeten wij niet aan meedoen.

Bovendien zullen we zelf in de problemen komen met het Stabiliteitspact. Zonder Belgacom zitten wij over de limieten van het conjuncturele tekort en zijn wij gelet op onze staatsschuld absoluut in strijd met het Stabiliteitspact. Het is ook geen argument om te zeggen dat ook Frankrijk het doet. Er is bijvoorbeeld een groot schaalverschil alhoewel het in absolute termen ook over 5 miljard euro gaat. In relatieve termen is dit 20 keer groter voor België en dat is een bijzonder groot verschil. U doet dus niet wat goed is voor het land. U doet wat u denkt dat mag van de Belgische vertegenwoordiger bij Eurostat.

Er is nog een tweede truc, namelijk de fiscale amnestie. De verschillende fasen in de fiscale amnestie zijn toch wel grappig. Fase 1: een maatregel om zwart geld naar België te brengen en in de Belgische economie te pompen. Fase 2: een maatregel om zwart geld naar België te brengen maar dan moet het geld plots niet meer in de Belgische economie worden gepompt. Fase 3: een maatregel om zwart geld wit te maken terwijl het gewoon in het buitenland mag blijven.

Dames en heren, het zal bijzonder goed blijven gaan met de overheidsfinanciën in ons land want in de achtste fase zullen de Chinezen hun zwart geld in Hong Kong kunnen witwassen op voorwaarde dat zij een zwart, geel en rood bandje rond de bankbiljetten binden. Tarief van 3%, komt dat zien!

01.20 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le président, messieurs les ministres, je vais essayer de crier un peu moins fort que M. Bogaert. Certains, au début de la séance de cet après-midi, notamment dans un parti d'opposition francophone, mettaient en doute le caractère flamboyant du premier ministre. J'espère que ceux qui doutaient de l'état de santé du premier ministre sont rassurés après l'avoir entendu à cette tribune cet après-midi.

Budget en équilibre, bulletin belge des Finances publiques bien meilleur que d'autres pays européens, diminution accélérée de la dette publique, voilà des résultats concrets et tangibles du gouvernement.

Monsieur Van der Maelen vous parlez tout à l'heure de logique cycliste. Vous auriez pu aussi parler du premier ministre et le comparer à Eddy Merckx pour ses performances. Je doute qu'il soit vraiment heureux de la comparaison car j'ose espérer que c'est un homme d'avenir et non un homme du passé.

Le MR tient à souligner les moyens importants accordés à l'emploi, la priorité du gouvernement et la priorité de nos concitoyens. Le MR tient aussi à féliciter le gouvernement pour les moyens supplémentaires pour la sécurité et la justice, autres priorités sur le terrain, ressenties dans le quotidien de la vie des gens. Le MR salue également la poursuite de l'attention particulière que le gouvernement porte aux soins de santé et aux pensions, une autre préoccupation de nos concitoyens.

Mais permettez-moi de rappeler que l'année 2004 sera marquée par la poursuite des réformes fiscales qui touchent en réalité tous les citoyens, quel que soit le revenu et qui touchent aussi les indépendants, ne l'oublions pas! La réforme de l'impôt des personnes physiques entraînera une nouvelle réduction d'impôts sur le travail, à concurrence de plus d'un milliard d'euros pour 2004. Depuis de nombreuses années, tout le monde s'accorde à déplorer les

01.20 Pierre-Yves Jeholet (MR): Sommige leden van de Franstalige oppositie betwijfelden of de eerste minister nog altijd even flamboyant was. Ik hoop dat zij gerustgesteld zijn nu ze hem vanmiddag hebben gehoord en gezien : de begroting is in evenwicht, onze overheidsfinanciën zijn er veel beter aan toe dan in andere Europese landen en de openbare schuld wordt versneld afgebouwd : dat is wat in de regeringsverklaring het meest in het oog springt.

De MR onderstreept tevens dat heel wat middelen worden uitgetrokken voor de werkgelegenheid en dat tevens grote aandacht wordt besteed aan de veiligheid en de justitie, de gezondheidszorg en de pensioenen en de voortzetting van de fiscale hervormingen.

De paarse coalitie maakte een einde aan de discriminatie tussen gehuwden, samenwonenden en alleenstaanden. Zij voerde een decumulatie van de inkomsten in voor gepensioneerden, bruggepensioneerden en andere aerechtiaden van de ziekte- en

discriminations fiscales dont sont victimes les couples mariés par rapport aux cohabitants. C'est une coalition violette qui a sonné la fin des discriminations entre couples mariés, cohabitants et isolés. Voilà une équité fiscale enfin rétablie. Cela signifie qu'en revenus nets, pour tout couple, les revenus cumulés augmenteront au total de plus de 550 euros par an. Quant aux pensionnés, prépensionnés et autres bénéficiaires d'indemnités d'assurance maladie-invalidité, l'entrée en vigueur du décumul des revenus les fait entrer dans l'ère nouvelle qu'ils attendaient, celle de la taxation séparée de chaque membre du ménage, comme des isolés.

La diminution d'impôts en 2004 se traduira aussi par une indexation intégrale des barèmes fiscaux, sans oublier le renforcement des mesures déjà entrées en vigueur lors des phases antérieures de la réforme fiscale. Cette réforme fiscale a été voulue par le ministre des Finances et le gouvernement pour que chacun puisse bénéficier au maximum des fruits du travail, afin de retrouver le goût de l'effort et le goût de la créativité. Malgré une telle baisse de l'impôt d'une ampleur sans précédent dans notre pays, notre pression fiscale demeure toutefois encore plus élevée que la moyenne européenne. En période de ralentissement économique, il est plus que jamais nécessaire de soutenir la confiance de nos concitoyens.

C'est pourquoi il faut aller plus loin et le MR salue les nouvelles mesures fiscales en faveur de l'environnement et de l'emploi. La diminution des charges sur le travail en équipe et les mesures spécifiques en faveur de la recherche scientifique vont permettre de réduire le coût du travail pour un certain nombre d'emplois de la connaissance comme pour des emplois industriels.

Le précompte professionnel sur les chercheurs travaillant au sein des universités, ainsi que celui des travailleurs de nuit ou des travailleurs en équipes, sera réduit.

Depuis le 1^{er} janvier de cette année, la réduction de l'impôt des sociétés de plus de 6% répond à la nécessité, dans le contexte européen, de pratiquer des taux d'imposition comparables à ceux de nos voisins. La revalorisation du statut fiscal des PME, et en particulier des plus petites entreprises, passe par la réduction significative de leur imposition, stimule les investissements et allège financièrement leurs trois premières années d'existence. Il faut maintenir le cap, voire aller plus loin. Car vous savez que les PME sont aujourd'hui, et encore plus demain, le moteur de notre activité économique et de la création d'emplois – votre priorité, monsieur le premier ministre.

Parallèlement à l'attention portée aux PME, le MR sera attentif à la prochaine table ronde des indépendants et à l'amélioration indispensable du statut social des indépendants. Des résultats et des moyens devront être dégagés pour les indépendants.

Enfin, monsieur le premier ministre, j'ai lu et entendu l'opposition dire - je le disais au début de mon exposé - que vous aviez perdu votre caractère flamboyant, que vous étiez abattu, que vous manquiez de souffle et d'allant. Rassurez-nous et rassurez l'opposition: un premier ministre et un gouvernement modèles peuvent être à la fois volontaristes et ambitieux, mais aussi réalistes et prudents.

01.21 Gérard Gobert (ECOLO): A la suite de mon chef de groupe, Mme Nagy, je me propose de livrer quelques commentaires à propos des volets budgétaires et fiscaux de la déclaration du gouvernement.

invaliditeitsverzekering.

Er is de integrale indexering van de belastingschalen, en de maatregelen die tijdens de vorige fasen van de hervorming getroffen werden, worden nog verder uitgebouwd.

Niettemin blijft de belastingdruk in België hoger dan het Europese gemiddelde. Nu de economie vertraagt, is het meer dan ooit nodig om nog een stap verder te gaan. Daarom is de MR blij met de milieuvriendelijke en werkgelegenheidsbevorderende fiscale maatregelen.

De vermindering van de vennootschapsbelasting is nodig om het belastingpeil op gelijke hoogte te brengen met het belastingniveau in onze buurlanden. De revalorisatie van het fiscaal statuut van de KMO's bevordert de investeringen. Die koers moeten we aanhouden, en we moeten zelfs nog een stap verder durven gaan.

De MR zal ook ruim aandacht hebben voor de komende rondetafelconferentie van de zelfstandigen. De nodige middelen zullen voor hen moeten worden uitgetrokken.

De oppositie denkt dat u ontmoedigd aan uw tweede regeerperiode begint. U kan hen geruststellen, mijnheer de eerste minister: een modelregering kan én voluntaristisch, én ambitieus, én realistisch, én behoedzaam zijn.

01.21 Gérard Gobert (ECOLO): Het begrotingsevenwicht voor 2003 en 2004 heeft de regering louter aan een boekhoudkundige truc te

Il faut reconnaître que c'est en recourant à un pur artifice comptable que le gouvernement parvient à assurer l'équilibre budgétaire en 2003 et 2004. Les divers commentateurs de la presse ne s'y trompent d'ailleurs pas, puisqu'ils parlent d' "opération miraculeuse", de "truc", de "ficelle" ou encore de "jonglerie". En effet, sans l'opération du fonds de pensions de Belgacom, le budget aurait plongé dans le rouge avec un déficit de 0,9% du PIB en 2003 et ce même budget accuserait un déficit de 0,5% du PIB en 2004. Sur le plan comptable, bien sûr, c'est une opération blanche: l'Etat reçoit aujourd'hui 5 milliards d'euros et payera les pensions des travailleurs de Belgacom à partir de 2004. Sur le plan économique, c'est déjà différent. Puisque, d'une part, il y a une rentrée financière importante, mais unique, qui permet aujourd'hui d'équilibrer les budgets. Mais, d'autre part, il y a une charge annuelle récurrente pour tous les budgets futurs. Sur le plan politique, enfin, on nous annonce une réduction marginale et très symbolique de la dette actuelle, mais on accroît considérablement celle des générations futures. C'est tout le contraire d'une logique de développement durable. Mais ce n'est pas très étonnant, puisque ces mots ne figurent même plus dans la déclaration du gouvernement.

Et tout cela alors que la question du vieillissement reste entière, et pas seulement pour les travailleurs de Belgacom mais pour l'ensemble de la population. Comme nous le craignons déjà en juillet, la majorité violette reste totalement sourde aux appels du Conseil supérieur des Finances. Celui-ci estime en effet qu'il faudra que le fonds de vieillissement contienne au moins 45 milliards d'euros en 2015 pour permettre à la Belgique d'assurer la charge des pensions. Si, comme il s'y est engagé en juillet dernier, le gouvernement parvient à alimenter le fonds jusqu'à 10 milliards en 2007, il restera pas moins de 35 milliards d'euros à trouver en deux législatures. Encore une fois, le gouvernement privilégie le court terme et fait peser la charge sur les générations futures. Or, nous sommes arrivés à un point où de vrais choix de société doivent être faits. Si nous ne voulons pas que demain des pans entiers de la sécurité sociale soient privatisés, il est indispensable de mettre en œuvre, dès aujourd'hui, des financements alternatifs de cette sécurité sociale et de l'ensemble des fonctions collectives. De notre point de vue, toute réduction de cotisations sociales doit être compensée par des sources de financement qui font davantage participer les revenus du capital privé.

Autre pari sur l'avenir que fait le gouvernement, c'est l'opération d'amnistie fiscale pudiquement rebaptisée "déclaration unique libératoire". Du point de vue des écologistes, il s'agit d'un projet qui vise d'abord à faire un cadeau fiscal à un public favorisé, à une certaine clientèle électorale. Soyons clairs, ni les salariés, ni les sans-emploi, ni les enseignants, ni les fonctionnaires ne sont réellement concernés par ce problème. Pas plus d'ailleurs que les enfants ou les petits-enfants qui ont hérité d'un carnet de dépôt non déclaré au Luxembourg; ceux-ci peuvent déjà régulariser leur situation auprès du fisc en faisant une déclaration spontanée et en payant le précompte mobilier des trois dernières années. Cela leur coûtera environ 2%, soit bien moins que les taux proposés. Non! Ceux qui sont visés par l'amnistie, ce sont ceux qui, des années durant, ont perçu des salaires ou des sursalaires sur un compte luxembourgeois. Ceux-là ont éludé les cotisations sociales, ont éludé l'impôt des personnes physiques à un taux marginal de 55%, et vont redevenir blancs comme neige moyennant une pénalité inférieure à 10%. Je voudrais entendre comment les camarades socialistes ont expliqué ça dans les maisons du peuple. De plus, la mise en œuvre de ce projet a déjà manifestement des effets pervers, notamment sur l'attitude de la Belgique dans les instances internationales. Ainsi, lors de la réunion du Conseil de l'OCDE du 18 septembre dernier, la Belgique a été un des quatre pays, sur les trente

danken. Zonder het pensioenfonds van Belgacom zou de regering met haar begroting nu diep in de rode cijfers zitten. Economisch gezien levert deze operatie rijke ontvangsten op, maar het zijn eenmalige inkomsten, en er hangt wel een recurrenente belasting op de toekomstige begrotingen aan vast. De politiek kondigt een verlaging van de bestaande schuld aan, maar de schuld van de toekomstige generaties dikt alleen maar aan.

En dit alles in een context waarin het probleem van de veroudering onopgelost blijft. De regering blijft doof voor de oproep van de Hoge Raad van Financiën en verschaft geen antwoord op de vraag hoe men in twee zittingsperiodes aan de 35 miljard euro kan geraken die nodig zijn om het Pensioenfonds te spijzen.

In dit stadium dienen er fundamentele maatschappelijke keuzes gemaakt te worden: men kan niet zonder alternatieve financieringen als men op termijn de privatisering van de sociale zekerheid wil voorkomen.

Iedere vermindering van de sociale bijdragen moet door een ruimere bijdrage van de inkomsten uit privékapitaal worden gecompenseerd.

Voor de Groenen is de fiscale amnestie-operatie, de "eenmalige bevrijdende aangifte", vooral bedoeld als een fiscaal geschenk voor sommige landgenoten. De amnestie geldt voor degenen die de sociale bijdragen en de personenbelasting tegen een marginaal tarief van 55% hebben ontweken en mits de betaling van een boete van minder dan 10% hun handen in onschuld kunnen wassen.

Dat plan heeft nu al kwalijke effecten. Zo heeft België samen met Zwitserland, Oostenrijk en Luxemburg op een vergadering van de OESO-Raad op 18 september jongstleden blok gevormd om zich te verzetten tegen maatregelen die ertoe strekken de toegang tot bancaire inlichtingen voor fiscale

représentés, à ne pas accepter de prendre, d'ici fin 2005, des mesures visant à améliorer l'accès aux renseignements bancaires à des fins fiscales. Dans ce dossier, la Belgique s'est rangée aux côtés de la Suisse, du Luxembourg et de l'Autriche - curieuse coalition - pour la défense du secret bancaire.

Mais, on l'a compris, il ne faut pas effrayer le contribuable; il ne faut pas effrayer le contribuable fraudeur, surtout. Il faut gagner le pari des 850 millions d'euros de recettes de l'amnistie. C'est sans doute pour le même motif que la déclaration du premier ministre ne dit pas un mot sur la lutte contre la fraude fiscale, mais que, par contre, la fraude sociale y est pour la première fois évoquée. Non pas que nous pensions que cette dernière est acceptable ou tolérable, bien au contraire. Nous soulignons simplement l'inversion des priorités dans le chef du gouvernement.

Faut-il y voir une conséquence des propos scandaleux du chef de groupe VLD, qui n'est pas en séance, et je le regrette, lorsqu'il dénonçait le profitariat social sur les marches de sa villa? M. Daems, avant de prononcer ces propos insultants pour tous les allocataires sociaux, a-t-il songé une minute aux milliers de travailleurs de la Sabena qui, par sa gestion catastrophique de cette entreprise durant la législature précédente, ont perdu leur emploi, et souvent bien plus: leur dignité? M. Daems a-t-il songé aux nombreux errements dont il a fait preuve lors de la commission d'enquête sur la faillite de cette même Sabena et qui lui ont valu d'être épinglé dans le rapport?

Revenons à l'amnistie fiscale pour constater que, de remaniements en remaniements, le projet est loin de faire l'unanimité. Je ne voudrais évidemment pas faire chorus avec les banquiers luxembourgeois; monsieur Reynders, vous ne m'en voudrez pas. Mais il faut bien se rendre à l'évidence: dans beaucoup de milieux, les commentaires sont plus que critiques. Par exemple, comment le gouvernement va-t-il répondre aux critiques du Conseil d'Etat, qui considère qu'il n'est pas justifié de prévoir des taux de pénalité identiques pour des fraudes très différentes. Très différentes, puisqu'elles concernent aussi bien le précompte immobilier de 15%, l'impôt des personnes physiques qui, évidemment, peut avoir des taux très différents ou encore les droits de succession.

Je suis heureux de voir que M. Daems est de retour. Monsieur Daems, j'ai exprimé des choses pour l'ensemble de la Chambre; si vous n'étiez pas en séance, c'est votre problème.

Quant à l'affectation des montants qui proviendront des pénalités, je pense que la moindre des choses aurait été d'affecter prioritairement ceux-ci à la couverture des besoins sociaux les plus criants. J'entends par là, la lutte contre la grande pauvreté, la liaison des allocations sociales au bien-être, ou les soins de santé. Il serait particulièrement indécent de notre point de vue que ces montants profitent à nouveau à ceux qui ont fraudé. Mais plus globalement, derrière tout cela, et c'est sans doute un autre débat, c'est tout le problème de la justice fiscale qui est en cause, qui est en débat dans ce dossier.

Je voudrais pour conclure citer un bref extrait de l'interview que Thierry Afschrift, professeur de droit fiscal à l'ULB, a donnée au journal du mardi 23 septembre dernier, et je conclurai avec cet extrait. Il dit ceci: "Je trouve que le système fiscal dans son ensemble est inéquitable. Il n'est pas possible d'expliquer par l'équité un système où les revenus du travail sont très vite taxés à 50%, où les revenus du capital à risque le sont à 25%, où les capitaux sans risque le sont à 15%, tandis qu'on ne paie rien quand on gagne à la loterie. M. Daems appréciera. Lui qui a

doeleinden te verbeteren. Het is immers duidelijk dat de fraudeerende belastingplichtige niet mag worden afgeschrikt. Het vooropgestelde bedrag van 850 miljoen euro inkomsten uit de amnestie moet worden gehaald.

Het is wellicht daarom dat de eerste minister in zijn verklaring geen oog heeft voor de fiscale fraude maar wel voor de sociale fraude. Die omkering van de prioriteiten van de regering moet worden onderstreept. Is dat een uitloper van de schandalige uitlatingen van de heer Daems over het sociaal profitariaat? Heeft de heer Daems, alvorens die verklaringen af te leggen, gedacht aan de duizenden werknemers van Sabena die door zijn rampzalig beheer, dat trouwens in het verslag van de onderzoekscommissie aan de kaak werd gesteld, niet alleen hun werk maar ook hun waardigheid kwijt zijn?

Niet iedereen is gelukkig met het dossier van de fiscale amnestie. Hoe zal de regering bijvoorbeeld de kritiek van de Raad van State met betrekking tot het identieke boetetarief voor zeer uiteenlopende vormen van fraude weerleggen? Met de inkomsten uit de boeten had men bij voorrang de meest nijpende sociale behoeften moeten lenigen. Meer in het algemeen draait de hele discussie in dit dossier rond het probleem van de fiscale justitie.

été ministre de tutelle de la Loterie Nationale.

01.22 Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, j'interviendrai de mon banc car beaucoup de choses ont déjà été dites lors du débat général.

Beaucoup s'expriment à propos de l'opération que nous allons mener l'année prochaine. Quand on fait référence à l'amnistie, on semble vouloir dire qu'il n'y aura aucune pénalité ni aucun impôt à payer. C'est pour cette raison que nous avons parlé de déclaration libératoire unique. C'est effectivement de cette manière que le dossier doit être traité car il ne s'agit pas de passer purement et simplement l'éponge sur de la fraude, puisque c'est de cela dont il s'agit, mais bien de faire payer un impôt à des personnes qui ont fraudé le fisc.

Je voudrais dire à tous ceux qui s'émeuvent de cette opération qu'il est préférable de ne pas laisser courir la prescription et, dès lors, faire en sorte que le fisc ne puisse plus récupérer aucun montant quel que soit l'impôt concerné. Il est surtout préférable de tenter de faire payer des personnes qui ont fraudé - je répète - le fisc plutôt que, comme je viens encore de l'entendre, de se rabattre à nouveau sur ceux qui travaillent en Belgique, déclarent leurs revenus et contribuent déjà par leurs impôts. Je ne vois pas pourquoi on éviterait de tenter de faire rentrer de l'argent de la fraude. Je répète que la seule autre solution serait de se rabattre sur une augmentation de l'impôt et notamment de l'impôt sur le travail. Mais je peux comprendre que, quand on a plaidé pendant de longues années pour ce que je qualifiais à l'époque de "rage taxatoire", l'on préfère reprendre la voie de l'impôt.

Le texte relatif à cette déclaration libératoire unique évoluera bien entendu encore en fonction des avis qui nous parviennent et j'espère que le débat au parlement fera encore évoluer ce texte pour qu'il soit le meilleur possible. Le seul objectif est de faire en sorte qu'il réponde parfaitement à nos obligations européennes ainsi qu'à toutes les dispositions de droit constitutionnel qui existent en Belgique.

Pour le reste, monsieur le président, il me semble que la plupart des autres thèmes ont déjà été suffisamment abordés tout à l'heure dans le cadre de la discussion générale sur la déclaration du premier ministre.

De **voorzitter**: Ik dank de minister van Financiën voor zijn uiteenzetting.

Thans komt het hoofdstuk Tewerkstelling aan bod. Normaal moesten wij daarmee beginnen, maar, gezien de omstandigheden, hebben wij dit hoofdstuk verschoven.

Ik neem er akte van dat mevrouw Trees Pieters zich als spreker laat schrappen.

01.23 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, dames en heren van de regering, met niet meer overdrijving en pathos dan waarmee u gisteren op dit spreekgestoelte uitriep "werk, werk, werk", zeg ik, mijnheer de eerste minister, na het aanhoren van uw State of the Union: te weinig, te weinig, te weinig.

Waarschijnlijk, mijnheer de eerste minister, hebben uw spindoctors en uw mediagoeroes een enorm werk afgeleverd om u te vertellen en ervan te overtuigen – zeker gisteren – dat het beter was dat u zelf zou zeggen hoeveel werklozen ons land erbij gekregen heeft onder Verhofstadt I en hoe groot de jobachterstand is die wij opliepen onder Verhofstadt I. Zij hebben waarschijnlijk geprobeerd u ervan te overtuigen dat een deemoedige Verhofstadt het beter zou doen bij de media en de publieke opinie dan de arrogante Verhofstadt in overdrive.

01.22 Minister Didier Reynders: Veel is al gezegd tijdens het algemene debat. Ik zou eraan willen herinneren dat amnestie niet wil zeggen dat de spons gehaald wordt over eventuele fraude. Het is de bedoeling ervoor te zorgen dat er belasting wordt betaald. Het is in dat verband dan ook wenselijk niet te wachten tot er verjaring optreedt. We doen er beter aan mensen die gefraudeerd hebben, in hun beurs te laten tasten, veeleer dan de druk volledig op de belastingen op de inkomsten uit arbeid te leggen.

De tekst zal nog verder aangepast worden. Ik hoop trouwens dat er dankzij het debat in het Parlement nog verbeteringen aan zullen worden aangebracht. Er moet alleen voor gezorgd worden dat de tekst in overeenstemming is met de Europese en de Belgische grondwettelijke verplichtingen.

01.23 Greta D'hondt (CD&V): Hier, à cette même tribune, le premier ministre a scandé : l'emploi, l'emploi et encore l'emploi! Mais après avoir entendu son allocution sur l'état de l'Union, je dirais aujourd'hui : insuffisant, insuffisant et encore insuffisant!

Vos spécialistes en communication et vos gourous des médias semblent avoir su vous convaincre d'indiquer vous-même combien de chômeurs se sont ajoutés sous

Zoals wij u kenden tot gisteren en opnieuw hebben leren kenen vandaag, hebben zij u in de voorbereiding van gisteren waarschijnlijk enorm hebben laten oefenen alvorens u dat gezegd kreeg. In juli nog, mijnheer de eerste minister, ontkende u namelijk bij hoog en laag de stijging van de werkloosheid en het feit dat wij aan de staart van de jobaangroei in Europa hingen. Toen hoorden wij nog in uw repliek dat wij verkeerde cijfers gebruikten en dat wij de negativisten waren.

Mijnheer de eerste minister – ik moet eerlijk zeggen dat het mij plezier deed - in uw repliek daarnet was u terug de Verhofstadt van voor gisteren. De kritiek van de oppositie moet pijn gedaan hebben, zoveel pijn – men moet spijkers met koppen hebben geslagen – dat u de oefeningen van de voorbije dagen vergeten was. Mijnheer de eerste minister, uw State of the Union is er een van ontbrekende V's en ontbrekende M's: de ontbrekende V's van visie, vooruitzicht en verantwoordelijkheid en de ontbrekende M's van moed en middelen.

Meent u werkelijk, mijnheer de eerste minister, meent de regering en de hier afwezige media dat met wat u gisteren in uw State of the Union aankondigde, er één buitenlandse investeerder nu voor België zal kiezen? Geloof u, geloof uw regering, geloof dit Parlement dat ondernemingen nu, met wat u voorstelt, hun activiteiten niet meer gedeeltelijk of geheel zullen verplaatsen naar het buitenland?

Geloof u, geloof deze regering, geloof dit Parlement dat ondernemingen hun geplande en toekomstige herstructurerings niet langer of minder drastisch zullen doorvoeren na het aanhoren van uw maatregelen? Zeg mij eens hoe u met hetgeen in uw State of the Union staat werkzoekenden zult overtuigen een job te aanvaarden voor een brutoloon van 1.200 euro per maand waarvoor hij/zij meer dan 10 uur van huis moet zijn, kinderopvang moet betalen en een eerste of tweede auto moet aanschaffen om op het werk te geraken omdat de mobiliteit ons in de steek laat? Neen, mijnheer de eerste minister en dames en heren van de regering, om buitenlandse ondernemers te overtuigen, om ondernemers van bij ons te overtuigen om herstructurerings en sluitingen niet te overwegen, om werkzoekenden te motiveren is uw State of the Union te weinig, te weinig, te weinig, te laat, te laat te laat.

Mijnheer de eerste minister, u blijft 200.000 nieuwe banen beloven. Bij uw eerste uitspraak hierover heb ik uw teller op nul gezet. Beseft u wel hoeveel u intussen in het rood staat! Dit is afschrikwekkend. Uw nieuwe banen moeten bijkomende banen zijn, zo niet, zijn uw beloften levensgroot bedrog.

Mijnheer Daems, ik ga u een plezier doen om hierover toch iets te zeggen. Uw klok staat een beetje achter. Er werden geen 180.000 extra banen gecreëerd. Dat werd zelfs door de regering toegegeven. Er zijn geen 180.000 jobs gecreëerd tussen 1999 en 2002 onder Verhofstadt I maar slechts – hoe waardevol ze ook zijn - 130.000. Indien de 200.000 nieuwe jobs op dezelfde wijze gerekend worden als de 180.000 die er slechts 130.000 zijn geworden, staat ons nog een en ander te wachten. Op dit ogenblik zijn er 578.000 niet-werkende werkzoekenden in ons land. Zelfs indien uw 200.000 jobs er komen, zullen er nog steeds ongeveer 400.000 werkzoekenden overblijven. Laten wij dat heel goed beseffen.

In het voorjaar tot juli, was uw laatste strohalm om onze dramatische tewerkstellings- en werkloosheidscijfers onder de mat te vegen te verwijzen naar Duitsland. De heer Van der Maelen heeft deze namiddag nog herhaald dat we moeten kijken naar Duitsland. Mijnheer de eerste minister, dames en heren van de regering, collega's, de Duitse

Verhofstadt I et à quel point notre pays a pris du retard en matière d'emploi sous ce gouvernement. Ils pensent en effet qu'un premier ministre qui affiche l'humilité touche davantage les médias et l'opinion publique.

En juillet, vous refusiez encore d'admettre que le taux de chômage avait augmenté et que nous étions le mauvais élève européen en ce qui concerne la pénurie d'emplois. Votre réplique, aujourd'hui, était digne de l'ancien Verhofstadt. Les critiques de l'opposition ont dû vous toucher pour que oubliiez aussi vite l'enseignement de vos spécialistes en communication.

On ne trouve dans vos projets ni vision, ni perspectives, ni sens des responsabilités, ni courage, ni moyens. Pensez-vous réellement qu'un seul investisseur étranger choisira la Belgique après avoir entendu votre discours et que les entreprises renonceront à délocaliser partiellement ou intégralement leurs activités? Les entreprises vont-elles réduire la portée de leurs restructurations prévues et à venir après avoir pris connaissance de vos mesures?

Comment pourra-t-on motiver un demandeur d'emploi à accepter un travail qui lui rapportera 1.200 euros bruts par mois s'il doit pour cela supporter les frais liés à la garde d'enfants et à l'achat d'une deuxième voiture?

Pour attirer les entreprises étrangères et belges, pour éviter des fermetures et pour motiver les demandeurs d'emploi, ces mesures sont trop peu consistantes et elles arrivent surtout trop tard.

Le premier ministre continue à nous promettre 200.000 emplois nouveaux mais se rend-il bien compte du gouffre qui le sépare de cet objectif? Les nouveaux emplois doivent réellement être des emplois supplémentaires.

Notre pays compte 578.000 demandeurs d'emploi inactifs. Si nous déduisons de ce nombre les 200.000 emplois annoncés, il

werkloosheid daalde in september 2003 met 14.000 eenheden. Bij ons steeg de werkloosheid in september met 41.268 eenheden. In Duitsland daalde de werkloosheidsgraad tot 10,5%. Bij ons steeg de werkloosheidsgraad tot 13,2%. Is dat volgens u niet correct, mijnheer de eerste minister? Leg de cijfers maar op tafel.

01.24 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Als u de Europese definitie gaf, zou u weten dat de Duitse werkloosheid nog altijd ongeveer 10% bedraagt en de onze 7,9%, net onder het Europese gemiddelde. U had de cijfers van Eurostat moeten nemen. Neem ze maar.

01.25 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de eerste ministers, ik heb de cijfers bij. Mijnheer de voorzitter, ik stel voor dat wij u morgen de cijfers geven. Ik ga graag die uitdaging aan.

01.26 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Wat men vandaag kan doen, moet men morgen niet doen. Laten wij de cijfers nu nemen. Ik neem de cijfers van de werkloosheid in België van Eurostat. België: 7,9% in het tweede kwartaal van 2003. Dat is het meest recente cijfer van Eurostat. Frankrijk 9,3%. Duitsland 9,4% en Nederland 4%. Dat is bijna een verdubbeling, want zij komen van 2,4%. Mijnheer de voorzitter, kunnen deze cijfers worden gekopieerd en uitgedeeld?

De **voorzitter**: De Kamer wordt steeds meer een fotokopieermachine.

01.27 **Greta D'hondt** (CD&V): Ik zal u de cijfers straks geven.

01.28 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Doe dat nu maar. Kom, kom.

01.29 **Greta D'hondt** (CD&V): Kom, kom zegt men bij ons tegen de duiven.

Ik heb geen probleem om de cijfers te tonen. Ik heb de cijfers bij. Mijnheer de eerste minister, ik herhaal de cijfers en ik zal er met plezier met u verder over discussiëren.

Van uw vooropgestelde 200.000 banen, moeten er 130.000 komen van de spontane economische groei. Mijnheer de eerste minister, neem uw map met cijfers maar terug. U weet waarschijnlijk dat de economische gegevens, waarop het Planbureau zich baseerde en die u overnam om aan die 130.000 banen te komen, niet meer kloppen. Om aan 130.000 banen te komen, diende er voor 2003 een economische groei te zijn van 1,2%. Dit zal volgens het Planbureau maar 0,7% meer zijn. Om aan 130.000 banen te komen, moet de economische groei in 2004 2,3% bedragen. Volgens de laatste gegevens zal dit slechts 1,7% zijn. Dat klopt ook niet.

01.30 Minister **Frank Vandenbroucke**: Ik zou een algemene bedenking willen maken, mevrouw D'hondt, een beetje vooruitlopend op uw speech, want wat u nu doet is een beetje tijdverlies.

restera toujours pratiquement 400.000 chômeurs!

Au printemps, le premier ministre nous conseillait sans cesse de nous pencher sur le cas de l'Allemagne. Eh bien, en Allemagne, le taux de chômage a été ramené à 10,5 % en septembre. En Belgique, il a augmenté pour atteindre 13,2 %!

01.24 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Voici les statistiques les plus récentes d'Eurostat sur les taux de chômage au cours du second trimestre: Belgique, 7,9% ; France, 9,3% ; Allemagne, 9,4% et Pays-Bas, 4%.

01.25 **Greta D'hondt** (CD&V): Je vous transmettrai demain les données chiffrées dont je dispose. Je suis sûre de mon fait.

01.29 **Greta D'hondt** (CD&V): Sur les 200.000 emplois promis, 130.000 doivent découler spontanément de la croissance économique mais, dans l'intervalle, le premier ministre sait que les données économiques du Bureau du plan ne sont plus d'actualité. Pour que ces 130.000 emplois supplémentaires voient le jour, il faut une croissance de 1,2% en 2003 et de 2,3% en 2004. Or, les prévisions les plus récentes ne font plus état que d'une croissance respectivement de 0,7% et de 1,7%.

01.31 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de minister, als het een reactie is, graag, maar als u voorafgaat aan mijn uiteenzetting zou ik u toch willen vragen om mij te laten uitspreken.

01.32 Minister Frank Vandenbroucke: Het is een reactie, mevrouw D'hondt.

Als u mij vraagt of wij in de huidige omstandigheden en met de maatregelen die wij in petto hebben, kunnen garanderen dat er in 2007 of 2008 200.000 arbeidsplaatsen meer zullen zijn dan in 2003, dan zeg ik neen. Als u mij vraagt of het mogelijk zou zijn om die ambitie te bereiken, zeg ik ja. Als u mij vraagt of het debat over de cijfers van zonet interessant is, zeg ik neen. Als u mij vraagt of ik dat kan uitleggen, zeg ik ja. Het punt dat wij aan de publieke opinie moeten uitleggen, begrijpt u beter dan wie ook. Dat is dat een regering enerzijds prognoses krijgt over wat de verwachte economische groei is en de verwachte creatie van jobs die daarmee samenhangt.

De recentste prognose zegt ons dat, als wij niets ondernemen en dus een ongewijzigd beleid voeren, er tussen 2003 en 2007 ongeveer 133.000 jobs bij zouden komen. Ik denk dat die prognose vandaag overoptimistisch is, als we ze zouden herhalen.

01.33 Greta D'hondt (CD&V): Maar dat is precies wat ik zeg.

01.34 Minister Frank Vandenbroucke: Maar dat is zo evident dat het nog niet eens een debat waard is.

01.35 Greta D'hondt (CD&V): Voor ú is dat geen debat waard. Maar voor de eerste minister wel.

01.36 Minister Frank Vandenbroucke: Laat u mij even uitspreken. De eerste minister en ik denken daarover juist hetzelfde.

Ten tweede, u vraagt hoe we moeten kijken naar een pakket van maatregelen waarvan we kunnen becijferen dat ze ongeveer 60.000 jobs oplevert – precies kunnen we dat aantal niet becijferen. Welnu, dat aantal jobs voegt zich natuurlijk bij de spontane ontwikkeling van de werkgelegenheid.

01.37 Greta D'hondt (CD&V): Zo heb ik dat begrepen, ja.

01.38 Minister Frank Vandenbroucke: Maar u hoort mij niet zeggen dat wij nu kunnen garanderen dat er 193.000 jobs bijkomen, namelijk de som van 133.000 jobs en 60.000 jobs. Dat kunnen wij namelijk niet garanderen. Die prognoses zijn intussen een paar maanden oud. Ik vind het bovendien niet zinvol om dat zo te stellen. Jobs decreteer je namelijk niet. Dat is geen boekhouding. Wij doen dat niet.

01.39 Pieter De Crem (CD&V): (...)

01.40 Minister Frank Vandenbroucke: Neen, mijnheer De Crem, dat doen wij niet.

Ik denk – dat is wat de eerste minister en ikzelf afgelopen zondag samen ook hebben gezegd in naam van de regering – dat wij een goed pakket maatregelen hebben. Het enige wat u vandaag zou kunnen zeggen, is dat wij een belangrijke inspanning hebben geleverd en dat wij nu nog meer moeten doen. U zou het debat interessant maken als u

01.32 Frank Vandenbroucke , ministre: A la question de savoir si nous sommes en mesure de garantir la création de 200.000 emplois supplémentaires d'ici à 2008, je répondrai par la négative. A la question de savoir si nous pouvons réaliser cette ambition, je répondrai par l'affirmative.

Le gouvernement reçoit des prévisions en matière de croissance économique et se fonde sur ces données pour prendre des mesures. Il est impossible d'indiquer avec 100% de certitude le nombre d'emplois qui verront le jour.

01.38 Frank Vandenbroucke , ministre: La création d'emplois n'est pas une opération comptable. Il est cependant tout aussi erroné d'affirmer que, par définition, il est impossible de créer 200.000 emplois.

zou zeggen wat er volgens u in dat pakket fout is. Dat zou me wel interesseren.

01.41 Greta D'hondt (CD&V): Dat komt nog. Maar ik heb de gelegenheid nog niet gehad.

01.42 Minister Frank Vandenbroucke: Als u daarbij ook nog zou zeggen wat wij bijkomend naast dat pakket zouden moeten doen, dan zouden wij interessante suggesties krijgen voor een interessant debat.

Ik vrees dat u riskeert ons en uzelf een beetje te vermoeien met uw cijferdans. Daarover is de uitleg namelijk zeer evident. Natuurlijk kunnen wij niet zeggen dat wij in 2007 of in 2008 gegarandeerd zoveel jobs meer hebben. Maar u mag evenmin zeggen dat de ambitie om ongeveer 200.000 jobs te realiseren tegen 2007 of 2008 onmogelijk is. Het is namelijk niet onmogelijk.

Vandaag werd ook al verwezen naar de heer Smets van de Nationale Bank. Hij heeft vrij goed geïllustreerd waarom dat wel relevante cijfers zijn enerzijds, en onder welke voorwaarden dat eventueel mogelijk is anderzijds. Dat is een sereen debat.

Ik wil nog even op het volgende terugkomen. Ondanks uren van discussie heeft nog helemaal niemand gezegd wat er niet goed is in het pakket dat wij besproken hebben met de sociale partners en de gewest- en gemeenschapsregeringen. Niemand heeft daarover iets gezegd!

Mevrouw D'hondt, daarom loop ik wat vooruit op uw toespraak. Misschien is dat overbodig. Maar van u zou ik verwachten dat u mij iets bijleert over wat er eventueel niet goed is aan dat pakket. Misschien kunt u suggesties geven over wat wij bijkomend moeten doen. Ik denk namelijk ook dat we bijkomende dingen moeten doen. Liefst gaat het dan wel om zaken die niet met de middelen uit de begroting moeten worden bekostigd, want die middelen zijn beperkt. Het is mijn innige overtuiging dat wij maatregelen moeten nemen die de arbeidsmarkt stimuleren en die niet allemaal geld kosten. Maar misschien loop ik daarmee vooruit op het debat. Ik zou dus graag hebben dat u dat debat eens voert. Zeg ons wat er fout is in dat pakket en zeg ons wat wij bijkomend moeten doen.

01.43 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de minister, ik ben niet begonnen met dat debat over 200.000 jobs! Ik heb die fetisj niet uitgevonden en ik heb hem daarnet niet, tot in de repliek toe, herhaald!

Wat ik daarjuist heb verteld, zegt u zelf ook. De cijfers waarop dat gebaseerd is, moeten met de nodige omzichtigheid worden gehanteerd. Ze zijn momenteel namelijk al achterhaald.

Ik zou het graag anders zeggen. Ik zal namelijk graag vechten voor iedere job.

Mijnheer de minister, ten tweede, u neemt een voorschot op wat ik nog ga zeggen.

01.44 Minister Frank Vandenbroucke: Het misverstand dat u onderhoudt met die discussie en dat mij stoort, is dat de eerste minister of de minister van Sociale Zaken of de minister van Financiën of mijn collega van Sociale Economie zouden zeggen dat het fantastisch werk is, dat de regering sinds 14 oktober haar werk gedaan heeft en nu vier jaar op haar lauweren gaat rusten. Dat is het

01.42 Frank Vandenbroucke , ministre: Aujourd'hui, je n'ai entendu personne formuler des observations constructives sur le train de mesures. Je souhaiterais entendre des suggestions de mesures complémentaires, qui seront en tout état de cause nécessaires. Je commence à me lasser de constamment me faire rebattre les oreilles avec des chiffres.

01.43 Greta D'hondt (CD&V): Je ne suis pas la première à avoir évoqué ce chiffre de 200.000! Mon intention était uniquement de rappeler que les chiffres sur lesquels le gouvernement se base doivent être utilisés avec la prudence requise.

01.44 Frank Vandenbroucke , ministre: Il serait erroné de penser qu'une fois que nous aurons pris notre train de mesures, nous nous reposerons sur nos lauriers. Nous n'en sommes encore au début

misverstand dat we even uit de wereld moeten helpen. Wij maken de redenering dat we er nu zijn immers niet. Dat is niet onze redenering. Onze redenering is dat dit het begin is van een proces en dat we vier jaar werk zullen hebben. We zullen met nieuwe maatregelen moeten komen. Dat is onze vaste overtuiging. Pin ons dus niet vast op een soort van zelfgenoegzaamheid die niet in de aard ligt van de eerste minister. Dat denk ik toch. Ze zit ook niet in mijn overtuiging.

01.45 Greta D'hondt (CD&V): Doe mij nu niet liegen. Ik zal graag de discussie aangaan met u. Ik zal graag meevechten voor zoveel mogelijk jobs. Stop dan ook met heel die heisa daarover.

Ik kom tot de inhoud van bijvoorbeeld de 60.000 bijkomende jobs. Het zijn 60.000 bijkomende banen die komen bovenop hetgeen de spontane groei zou moeten zijn bij een ongewijzigd beleid. Ik kan niet anders zeggen dan dat de sociale partners gefeliciteerd moeten worden omdat ze u opnieuw uit de miserie geholpen hebben. Twee derde van die 60.000 jobs zijn jobs in de diensteneconomie en in de sociale sector. De collega's hebben dit reeds gezegd. Ik bevestig volmondig dat CD&V voorstander is van meer werkgelegenheid in de diensteneconomie en in de sociale sector. In het verleden was Miet Smet minister van Tewerkstelling. We hebben dat toen ook bewezen. De kritiek van de VLD was toen niet uit de lucht. Ik moet eerlijk zeggen dat er altijd meer vreugde is in een koninkrijk enzovoort. Ik heet u dus welkom in de groep van zij die diensteneconomie, sociale tewerkstelling en buurtdiensten belangrijk vinden.

Het belang dat wij daaraan hechten mag echter niet maskeren of camoufleren dat een verhouding van twee derde sociale tewerkstelling gesubsidieerd door de sociale zekerheid en de algemene middelen geen gezonde verhouding is. De draagkracht – niet het minst voor sociale tewerkstelling – is de financiële ruimte die moet gecreëerd worden door een gezonde economie, door ondernemers en door consumentenvertrouwen. Een verhouding van twee derde sociale tewerkstelling is zeer goed verdedigbaar als het jobzuurstof is zolang structurele maatregelen nog niet mogelijk zijn. Op dat moment is dit goed. Ik zou mij er op dat moment ook over verheugen. Ik zou met dit gegeven dan echter tegelijkertijd de structurele maatregelen ter tafel leggen. Zij kunnen er dan voor zorgen dat wij binnen 1 à 2 jaar dat groter economisch draagvlak kunnen creëren. Deze zijn er echter onvoldoende. Het ontbrak daarvoor waarschijnlijk aan de laatste moed.

De loonlastenverlaging zoals ze nu voorligt, is te weinig. Het dreigt een maatregel van nestdons te blijven. Het is aalbaar, maar het is eigenlijk niet in staat om krachtige vleugels te geven waarmee de economie en de tewerkstelling een hoge vlucht aankunnen. Geloof u dat de loonlastenverlaging zoals u ze nu aankondigt ook maar één buitenlandse investeerder zal overtuigen om naar België te komen? Wij blijven erbij dat wanneer ons land er weer wil staan in de concurrentiekracht met de belangrijkste economische landen van Europa en met de Verenigde Staten een grotere, belangrijkere inspanning inzake loonlastenverlaging moet worden geleverd dan wat u nu presenteert. Met ons visieplan hebben we nochtans concrete en haalbare voorstellen gedaan.

U hebt ons voorstel voor ploegen- en nachtarbeid en de premies daarop overgenomen, maar iets minder genereus, minder verregaand en dus – te vrezen – met minder impact en positieve gevolgen.

Een belangrijke verlaging van de arbeidskost had zonder noemenswaardige inspanningen kunnen komen van de verlaging van de

d'un processus. D'autres mesures suivront. Cessez donc de nous reprocher une autosatisfaction que nous n'avons jamais affichée!

01.45 Greta D'hondt (CD&V): Je compte bien évidemment me battre moi aussi pour créer davantage d'emplois.

J'en viens donc aux 60.000 emplois qui devraient s'ajouter à ceux que générerait la croissance spontanée en cas de politique inchangée. Deux tiers de ces emplois proviennent du secteur des services et du secteur social. En dépit de toutes les critiques du VLD, nous avons toujours préconisé d'investir dans ces domaines. Mais nous refusons d'admettre que deux tiers d'emplois subventionnés constitue une saine proportion. Il faut prendre des mesures structurelles pour assainir notre assise économique dans les deux ans.

Qui plus est, la réduction prévue des coûts salariaux est insuffisante et n'attirera pas d'investisseurs étrangers. Des efforts plus soutenus seront nécessaires pour renforcer notre compétitivité. Nos propositions concrètes en la matière n'ont été que partiellement mises en œuvre. Ainsi, le budget dégagé pour le travail en équipes, le travail de nuit et les primes y afférentes est inférieur à nos propositions en la matière. La réduction des charges administratives des entreprises semble bien maigre également. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1999, le premier ministre avait prévu d'alléger les charges administratives de 25 % mais elles n'ont fait qu'augmenter pour représenter aujourd'hui 3,4 % du PIB.

administratieve lasten voor onze ondernemingen en ondernemers. Bij uw aantreden als Verhofstadt I trommelde u hard op de borst, mijnheer de eerste minister, en verkondigde u dat u de administratieve lasten voor de ondernemingen zou verminderen met 25%. Wij mochten u hierop afrekenen. Ik reken af, mijnheer de eerste minister. De administratieve lasten op arbeid zijn toegenomen onder Verhofstadt I. Zeg niet dat dat de taal is van de oppositie.

01.46 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Dat is niet waar.

01.47 **Greta D'hondt** (CD&V): Toch wel, mijnheer de eerste minister, de lasten inzake fiscaliteit zijn afgenomen, maar die op arbeid zijn toegenomen. Alweer verkeerde cijfers misschien?

01.48 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: (...)

01.49 **Greta D'hondt** (CD&V): Dat geeft niet. De Kamer zal ze hebben. Het spel moet nog beginnen.

01.50 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: (...)

01.51 **Greta D'hondt** (CD&V): U veel langer en met veel meer mensen.

Ik reken met u af, mijnheer de eerste minister. De kostprijs van de administratieve lasten voor ons land en voor onze ondernemingen bedraagt 3,4% van het BBP.

01.52 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne**: Mijnheer de voorzitter, de vorige regering had het inderdaad moeilijk met de administratieve lasten. Er was een kleine daling van 3,51% naar 3,43%. Als u dat in een perspectief van tien jaar plaatst, wil ik u het volgende zeggen. U kent het VBO, een rechtvaardige instelling. In 1990 bedroegen de administratieve lasten in ons land 1,8%. In 1995 bedroegen ze, volgens de studie van het VBO, 2,5%. Eind jaren negentig stegen ze tot 3,5% en thans zijn ze stabiel.

Na tien jaar stijging zijn we eindelijk tot een stabilisatie gekomen. Nu moet er inderdaad een kentering komen en moeten de administratieve lasten dalen. Pas dan zullen we gelukkig zijn.

Hebben we voldoende gedaan de voorbije vier jaar? Absoluut niet, maar we hebben wel de toename van de administratieve lasten kunnen stoppen en nu een kleine daling kunnen inzetten. Dat is de realiteit en dat zijn de cijfers.

01.53 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, uw afrekening komt. Dat is te vroeg. We moeten eerlijk blijven.

01.54 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne**: U rekt al af op voorhand, zonder dat u iets hebt gezien.

01.55 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, u moet nog bewijzen wat u zich hebt voorgenomen. Ik heb het over de premier, die bij het aantreden van Verhofstadt I heeft gezegd dat de administratieve lasten met 25% zouden dalen voor de ondernemingen en dat ik hem daarop mocht afrekenen. Als u nu tevreden bent met een status quo hebt u een heel rare rekenmethode. Dan zal ik met de cijfers waarschijnlijk toch gelijk hebben.

01.52 **Vincent Van Quickenborne**, secrétaire d'état: Une légère baisse est intervenue sous le précédent gouvernement et les charges administratives sont à présent stabilisées, après, soit dit en passant, dix années de hausse sous des gouvernements à composante CVP ! Le changement de cap définitif doit être amorcé maintenant.

01.55 **Greta D'hondt** (CD&V): Je n'établis pas votre bilan puisque vous devez encore traduire vos intentions dans les faits. Mais je fais celui du premier ministre qui ne tient pas sa promesse d'opérer une réduction de 25 %. Se satisfait-il d'une simple stabilisation?

01.56 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Ik heb dat zelf in twee beleidsverklaringen als een van de zwakke punten uit de vorige regering aangekaart. We stellen inderdaad een stabilisatie of lichte daling vast, maar daarvan zal verder werk worden gemaakt. Wij hebben de jongste twee jaar voornamelijk de instrumenten in werking moeten stellen om in de toekomst te kunnen genieten van een administratieve lastenverlaging. U bent echter slecht geplaatst om daarover iets te zeggen, gezien de verdubbeling in tien jaar.

01.57 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de eerste minister, deze gegevens tonen aan dat wij met uw cijfermateriaal enorm voorzichtig moeten zijn.

01.58 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Het VBO heeft die berekeningen gemaakt en heeft vastgesteld dat de lasten sinds het einde van de jaren tachtig tot het einde van de jaren negentig zijn gestegen tot boven de 3,5% van het BBP. Wij zijn er inderdaad niet in geslaagd om tot 25% lastenverlaging te komen en ik heb dat verschillende keren toegegeven. Inmiddels hebben wij een lichte daling gekend, niet van 25% evenwel. Daarin zijn we mislukt, dat is duidelijk.

Wat heeft het echter voor zin dat als kritiek te geven? Het zou eerlijk zijn vast te stellen dat er een stabilisatie is en ons aan te moedigen. De heer Van Quickenborne heeft daarvan al werk gemaakt.

01.59 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de eerste minister, toen u aantrad als Verhofstadt I kende u die cijfers en had u maar voorzigtiger moeten zijn. Uw doelstelling van 25% werd niet gerealiseerd. Als u uw engagement had uitgevoerd, hadden wij nu een aanzienlijke loonlastenverlaging kunnen doorvoeren. Immers, 25% van 9 miljard is – althans volgens mijn berekening, want uw berekening is altijd ietwat anders - 2,25 miljard euro – wat een aanzienlijke lastenverlaging is die u evenwel niet kan doorvoeren door de verbroken belofte.

01.60 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Als u de administratieve lasten de voorbije tien jaar niet had laten toenemen, hadden wij zelfs het dubbele van deze lastenverlaging kunnen verwezenlijken.

01.61 **Greta D'hondt** (CD&V): Ik heb dat niet gezegd. Het gaat hier over wat u hebt beloofd en wat u niet hebt gerealiseerd.

Nu we het toch hebben over de administratieve vereenvoudiging, zeg ik u nu al dat u de beloftes uit uw regeerakkoord zult moeten herzien. Sommige beloftes behoren nu immers al tot het verleden door het volledig mislukken van de Kruispuntbank voor ondernemingen. De betaling van de kinderbijslagen met algemene middelen in plaats van met bijdragen op arbeid had de loonlastenverlaging kunnen verwezenlijken die onze ondernemingen opnieuw concurrentieel konden maken. Het is evident dat die kinderbijslagen verder moeten worden betaald. Voor de concurrentiekracht van de ondernemingen maakt het

01.56 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: J'ai reconnu qu'il s'agissait effectivement d'une faiblesse sous le précédent gouvernement. Mais vous êtes mal placée pour émettre une critique. Alors que vous étiez au pouvoir, les charges administratives ont augmenté dix années durant.

01.57 **Greta D'hondt** (CD&V): Ceci démontre une fois de plus qu'il convient de faire preuve de prudence lorsqu'il est question de chiffres.

01.58 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Les chiffres émanent de la FEB. Je ne comprends toutefois pas votre critique: les charges diminuent même si cette réduction est plus lente que prévu. Pourquoi ne nous encouragez-vous pas?

01.59 **Greta D'hondt** (CD&V): Les chiffres étaient connus au moment où Verhofstadt I est arrivé aux affaires. Par conséquent, le gouvernement aurait dû être plus prudent. Si l'engagement initial avait été tenu, une réduction des charges beaucoup plus importante, même une réduction de 2,25 milliards d'après mes calculs, aurait été possible aujourd'hui.

01.60 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Si les charges n'avaient pas augmenté sous votre gouvernement, nous aurions pu réaliser aujourd'hui le double de la réduction que nous exécutons maintenant.

01.61 **Greta D'hondt** (CD&V): Quoi qu'il en soit, beaucoup de vos promesses devront être reconsidérées, notamment en raison de l'échec de la Banque-Carrefour des entreprises. Et en matière d'allocations familiales, il aurait été possible aussi de faire beaucoup mieux. Si les allocations familiales étaient payées au moyen du budget général au lieu de l'être avec les cotisations sociales

echter een enorm verschil uit of de kinderbijslagen worden betaald op het loon dan wel op een belasting die wordt gespreid over alle inkomens in dit land, maar niet alleen op de factor arbeid.

prélevées sur le travail, cela accroîtrait sensiblement la compétitivité de nos entreprises.

01.62 Minister **Frank Vandenbroucke**: Ik hoor dat nu al zo dikwijls verkondigen. Ik heb vroeger ook rondgelopen met dat verhaal. Laten we concreet zijn. Men zegt dat wij eenvoudigweg de kinderbijslagen - en meestal voegt men daaraan nog de gezondheidszorg toe - zouden moeten betalen met algemene middelen om alzo de bedrijven ontlasten. U weet over welke bedragen het gaat. Voor de kinderbijslagen gaat het om meer dan 3 miljard euro, voor de ziekteverzekering en de gezondheidszorg gaat het om meer dan 16 miljard euro. Dat maakt afgerond samen 19,5 miljard euro. Volgens een eenvoudig voorstel dat mij werd voorgelegd zou ik dat uit de bijdragen moeten halen en zou dat via de belastingen moeten worden uitbetaald. Weet u wel dat dit een verhoging inhoudt van de belastingdruk met heel wat procenten? Zult u dat voorstellen?

01.62 **Frank Vandenbroucke**, ministre: La proposition visant à puiser les fonds pour les allocations familiales et les soins de santé dans le budget général dans le but d'alléger le poids des charges qui pèsent sur les entreprises, est simpliste. Je vous rappelle que les montants en jeu sont de 3,5 milliards d'euros pour les allocations familiales et de 16 milliards d'euros pour les soins de santé. Par conséquent, la proposition concernée se traduirait par une augmentation indéfendable de la pression fiscale.

Men moet aan de bevolking eens uitleggen dat men 19,5 miljard euro extra belastingen moet heffen. Dat is het verhaal van de kinderbijslagen en de gezondheidszorg uit de bijdragen halen en met algemene middelen betalen. Ik vind dat intellectueel verdedigbaar, maar het komt erop neer dat men 19,5 miljard euro extra belastingen zal moeten heffen.

01.63 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de minister, als u had geluisterd, had u gehoord dat ik het over de kinderbijslagen had, maar niet over de gezondheidszorg. Dat is één zaak.

Een tweede punt betreft de voorstellen die we met betrekking tot de sociale zekerheid formuleren. Wij kennen de sociale zekerheid en u kent ze. Wij weten dat als men die oefening doet, een deel van de algemene middelen dat nu naar de sociale zekerheid gaat, minder naar de sociale zekerheid zal gaan. Het zal dus niet zo zijn dat het nettobedrag van de kinderbijslagen, dat nu worden uitbetaald, naar de algemene middelen gaat, maar wel een beperkter deel daarvan.

U weet dat. U kent het voorstel. U hebt een soortgelijk voorstel.

De **voorzitter**: Er zijn toch nog commissies waar men die zaken kan bespreken.

Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne**: (...)

01.64 **Greta D'hondt** (CD&V): Wij hebben daar heel veel tijd voor. U zal dat ondervinden als u hier werkt in plaats van "de onnozelaar uit te hangen". (*Verontwaardiging*) Ik neem het woord "onnozelaar" terug. Ik hou het bij het werken.

De **voorzitter**: Dat wilde ik net voorstellen, mevrouw D'hondt, u kennende en de staatssecretaris kennende. Dat woord is u ontsnapt en gaat een beetje te ver.

01.65 **Greta D'hondt** (CD&V): Wat de jongeren betreft, moet ik zeggen dat ik blij ben. Ik ben blij dat de startbanen uiteindelijk die zotte cascade opheffen. Wij hebben drie jaar geprobeerd minister Onkelinx ervan te overtuigen dat dit systeem contraproductief was. Op dit ogenblik krijgen wij terzake voldoening. Ik ben blij voor de jongeren en ook blij voor de ondernemingen. Dat kan waarschijnlijk een van de eerste lastenverlagingen voor de ondernemingen zijn. U verdeelt ze maar, ik zit er niet mee in, maar dat zou een van de eerste lastenverlagingen kunnen zijn.

01.65 **Greta D'hondt** (CD&V): Je ne parlais que des allocations familiales. Je n'ai pas mentionné les soins de santé.

Nous sommes en revanche satisfaits que le gouvernement ait abandonné les conventions de premier emploi destinées aux jeunes. Cela fait trois ans que nous

Dan kom ik op nog een positief punt, de banen in de social profitsector. Als er iets is waarin ik sterk geloof, zijn het de 5.000 banen in de social profitsector. Als u het geld geeft, zullen die er zijn. Die sector heeft een enorme nood, de zorgbehoevenden hebben een enorme nood en ik heb er in de vorige legislatuur regelmatig op aangedrongen de lastenverlagingen gelijkmatig te verlenen aan de social profitsector. Ik ben blij dat die er nu zijn. Die 5.000 banen zullen niet alleen de druk op het personeel verminderen, maar ook de kwaliteit van de verzorging zeker verhogen.

In dezelfde mate ben ik heel blij met de maatregelen inzake de herstructureringen. Ik kijk nu naar collega Bonte. Wij hebben samen nog gewerkt aan de Renault-wet, collega Bonte. Wij hebben daar soms tegen de bierkaai gevochten maar uiteindelijk is gebleken dat zoiets kan lukken en dat de drama's door herstructureringen zoniet te vermijden zijn dan toch minstens omgebogen kunnen worden tot reële kansen op nieuwe tewerkstelling. Ik wil u alleen vragen – ik ben nu eenmaal zo – dat u de rekeningen toch eens goed bekijkt. Na Ford en de betaling van het maximumbedrag waarover ik in de teksten heb kunnen lezen aan de Ford-mensen zou het wel eens kunnen dat er niet zo veel meer geherstructureerd mag worden in het land voor het potje dat daarvoor gereserveerd is, op is.

Mijnheer de minister, aan u wil ik toch twee heel concrete vragen stellen. Ten eerste, wat de maatregelen betreft inzake tijdscrediet, loopbaanonderbreking, moederschaps- en vaderschapsverlof, wil ik graag wat uitleg krijgen, en duidelijkheid over de beslissing die de regering zou genomen hebben – ik ben daar niet van op de hoogte maar zij zou die genomen hebben – en waarover de eerste minister gisteren en ook vandaag niets gezegd heeft. Wat betekent de beslissing dat het tijdscrediet en de loopbaanonderbreking bij de lagere overheden niet meer door de RVA betaald zou worden? Betekent dit dat zij dan ten laste komt van de lager overheden? Betekent dit dat de gemeenten, die onder Verhofstadt I al flink beroofd zijn van hun noodzakelijke financiële middelen, nog bijkomende financiële lasten opgelegd krijgen?

Ten tweede, wat betekent de beslissing van de regering, mijnheer de minister, om een bedrijfsvoorheffing van 10% tot 17% te heffen op de vergoeding voor primaire arbeidsongeschiktheid, de vergoeding voor moederschaps- en vaderschapsverlof en de uitkeringen bij loopbaanonderbreking en tijdscrediet?

Nu, wat het leiden van de werklozen naar de arbeidsmarkt betreft, moet ik eerlijk zeggen ontgoochelt u mij. Toen ik voor de teksten tot stand kwamen uw standpunten terzake las, mijnheer de minister, dacht ik: "Oef, met Vandenbroucke op Tewerkstelling zal men misschien het evenwicht vinden tussen zalven en – als het niet anders kan – af en toe slaan".

Met Vandenbroucke zal men het evenwicht vinden en zal men de contractualisering doorvoeren. In de teksten lees ik dat u onze term contractualisering overgenomen hebt, maar de inhoud ervan niet.

Ik was het gewend om mij tot minister Vandenbroucke te wenden als het over sociale zekerheid ging, maar ik wend mij nu graag tot minister Demotte. Tijdens de eerste legislatuur waarin ik in het Parlement zetelde hebben wij samen deel uitgemaakt van de commissie voor de Sociale Zaken. Mijnheer de minister van Sociale Zaken, ik ben bekommerd om de financiering en u ook. Dat heb ik gelezen in uw eerste commentaren. Ik ben bekommerd om de financiële situatie van de sociale zekerheid. Ik heb in juli, tijdens de laatste vergadering voor het parlementair reces - dat trouwens zeer lang aeduurd heeft - de

disons que cette mesure produit des effets pervers. Peut-être l'abandon de cette mesure doit-elle être considérée comme l'une des premières véritables baisses de charges.

Autre élément très positif: les 5.000 emplois supplémentaires dans le secteur non marchand. Car cette mesure réduira la pression qui pèse sur le personnel et accroîtra la qualité du service.

En ce qui concerne les propositions en matière de restructuration, je me rends compte que si l'on songe à la loi Renault, il est possible de d'atténuer des drames sociaux. Mais s'agissant de Ford, j'ai de sérieux doutes quand j'examine les chiffres.

Pour ce qui est de la mesure relative au crédit-temps, je demande surtout une plus grande clarté.

Le gouvernement a décidé que les allocations d'interruption de carrière auprès des autorités subordonnées ne seraient plus payées par l'ONEM. Seront-elles dès lors à charge des communes, déjà tant mises à contribution? Et que penser de la décision de porter le précompte professionnel sur un certain nombre d'allocations sociales de 10 à 17%?

Je suis déçu par les mesures d'accompagnement des chômeurs sur le marché de l'emploi. Le gouvernement a repris à son compte la notion de contractualisation, sans mettre en pratique le contenu de celle-ci.

La situation financière de la sécurité sociale m'inquiète. J'avais interrogé le premier ministre à ce sujet juste avant les vacances parlementaires. Je tablais à l'époque sur un déficit de 2 milliards d'euros, ce qui me valut d'être considérée comme une défaitiste. Le premier ministre m'avait donné la garantie qu'il serait tenu compte de la situation de la sécurité sociale lors des négociations gouvernementales. La semaine dernière, le comité de gestion

premier daarover ondervraagd. Ik heb hem toen gezegd dat ik vernomen had dat het tekort in de sociale zekerheid dreigde op te lopen tot 2 miljard. Ik was toen een verschrikkelijke pessimist. Maar de regering had daar trouwens allemaal rekening mee gehouden. Bij de regeringsonderhandelingen was het allemaal ingeschreven. Vorige week, mijnheer de minister van Sociale Zaken, heeft het beheerscomité van de sociale zekerheid, bestaande uit de administratie en alle sociale partners, werkgevers zowel als werknemers, gezegd dat dit 2,1 miljard wordt. De regering houdt het op 1,6 miljard. Misschien zullen ze daar even slecht kunnen rekenen als ik.

01.66 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Een aantal weken geleden is het verslag van het beheerscomité van de sociale zekerheid naar buiten gekomen. Die nota is trouwens niet opgesteld als u zegt. Ze bevat vier hypothesen.

01.67 **Greta D'hondt** (CD&V): Dat was in juli?

01.68 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Dat is de nota die in september verschenen is en in de pers is gekomen. Ik spreek niet van juli. Toen hebt u gezegd dat er wellicht een tekort zou zijn.

01.69 **Greta D'hondt** (CD&V): En toen hebt u mij geantwoord in vier hypothesen. Het is wat laat.

01.70 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Wij hebben in de regeringsonderhandelingen op basis van de berekeningen van het Planbureau rekening gehouden met een tekort van 1,6 miljard euro. Wij hebben gezegd dat, als er een tekort is, dit uiteraard bij de alternatieve financiering zal bijgepast worden zodat het evenwicht wordt hersteld. Daarin inbegrepen is de verhoging van de gezondheidszorgen met 4,5% in reële termen en dus zonder inflatie. Dan is het verslag van het beheerscomité gekomen. Ik heb trouwens onmiddellijk gereageerd op dat verslag van het beheerscomité, want er staan vier hypothesen in. Er is de hypothese van het minimaal tekort van 400 miljoen euro en de hypothese van het maximaal tekort van 2,1 miljard euro. Er zijn nog twee andere hypothesen en één ervan is die die wij exact gehanteerd hebben tijdens de regeringsonderhandelingen, namelijk de hypothese op basis van de gegevens van het Planbureau. We hebben de zaken volledig herberekend naar aanleiding van de opmaak van de begroting voor 2004.

Wij denken dat de hypothese die toen door het Planbureau aangehouden werd en die een van de hypothesen is uit het verslag van het beheerscomité, het best met de realiteit overeenstemt. Die hebben wij ook aangehouden en die is ook in de begroting 2004 opgenomen, inclusief een stijging van de gezondheidszorgen met 4,5% plus de index. Dat is de realiteit. Het is dus niet zo dat het x, y of z is: het was een studie van het beheerscomité die 4 hypothesen onderzocht. Daarvan hebben wij die aangehouden die door het Planbureau naar voren werd gebracht.

01.71 **Greta D'hondt** (CD&V): Mijnheer de eerste minister, de 2,1 miljard is niet de pessimistische hypothese van de sociale zekerheid, noch van de administratie, noch van de sociale partners: ze is de realistische. Maar ik mag er u op afrekenen, ja? Wij zullen berekenen wat het tekort is.

01.72 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Mevrouw, ik heb gisteren gezegd in de beleidsverklaring dat wij hoe dan ook het tekort aanzuiveren met alternatieve financiering. Daar hebben wij ook rekening

annonçait que le déficit s'élèverait à 2,1 milliards d'euros.

01.66 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Ce que vous dites n'est pas tout à fait exact.

01.70 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: La note récente du Comité de gestion présente quatre hypothèses, dont les plus optimistes prévoient un déficit de 400 millions d'euros et les plus pessimistes un déficit de 2,1 milliards d'euros. Le gouvernement a retenu l'une des deux autres hypothèses avancées par le Bureau du plan et selon laquelle le déficit s'élèvera à 1,6 milliard d'euros. Je me suis également fondé sur cet élément d'information pour la réponse que j'ai fournie juste avant les vacances parlementaires.

01.71 **Greta D'hondt** (CD&V): Un déficit de 2,1 milliards d'euros constitue une présentation non pas pessimiste mais réaliste.

01.72 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Un financement alternatif a été prévu en cas

mee gehouden in de cijfers. Er werden trouwens tabellen uitgedeeld, ook vandaag nog. U kan dat daarin terugvinden.

01.73 Greta D'hondt (CD&V): Wat zou u anders doen dan bijpassen? Besparen in de sociale zekerheid?

01.74 Eerste minister Guy Verhofstadt: Besparen uit de algemene middelen.

01.75 Minister Frank Vandenbroucke: De regering zou evengoed kunnen zeggen: "Er is in de vorige legislatuur een conjunctuurbuffer van 3 miljard euro opgebouwd in de RSZ, globaal beheer. We laten dat aanvreten". We hadden dat kunnen zeggen, technisch.

01.76 Greta D'hondt (CD&V): Maar het is nog niet het einde van het jaar. U hebt 1,6 miljard ingeschreven, terwijl 2,1 miljard realistisch was. Wij zullen daar met mijnheer Demotte over voortpraten. Mijnheer de eerste minister, wij zullen u te gelegener tijd opnieuw met die hele pessimistische visie van de sociale zekerheid en de sociale partners confronteren.

Tot slot wil ik ingaan op wat ik niet in de State of the Union over de sociale zekerheid heb gelezen. Er is met geen woord gerept over het aanpakken van de verschillen in het consumptiepatroon tussen Noord en Zuid in ons land. Ik heb niet gelezen dat wie moet leven van een sociale uitkering, zal kunnen rekenen op een welvaarts koppeling van hun uitkering. Ik heb niet teruggevonden wat nochtans vóór de verkiezingen beloofd werd, namelijk dat er wettelijke aanpassingen aan de overlevingspensioenen van weduwen en weduwnaars zullen worden aangebracht. Ik heb niets gelezen over de erkenning van nieuwe beroepsziekten. Ik heb niets gelezen over maatregelen om de betaalbaarheid van rusthuizen voor onze bejaarden te verbeteren. Overigens, als u geld over hebt voor de liefde, wat ik ten eerste apprecieer, waarom blijft u dan zo'n hoge prijs vragen aan de gehandicapten voor hun liefde. Met hun actie "prijs van de liefde" vroegen zij vorig jaar onze aandacht voor deze onrechtvaardigheid. Bijna alle politieke families beloofden toen aan de gehandicapten inspanningen te zullen leveren. Waar zit het geld voor de liefde van de gehandicapten?

Mijnheer de eerste minister, wij schuiven op naar Allerzielen, de herdenking van de doden. Hebt u ook, collega's, de stilte en de kilte van de dood in dit Parlement gevoeld in de voorbije uren, de dood van de actieve welvaartsstaat?

De **voorzitter**: Mijnheer De Crem, ik heb vastgesteld dat uw fractie haar totale spreektijd al heeft overschreden. Daarbij heb ik niet eens rekening gehouden met de repliek van de heer Leterme. Wilt u met uw twee collega's overleggen in verband met een beperking?

01.77 Minister Frank Vandenbroucke: Ik zou op een element uit de uiteenzetting van mevrouw D'hondt nu willen reageren - aan het einde van het debat ga ik dan in op de punctuele vragen -, omdat het een principieel nogal belangrijk element betreft.

Mevrouw D'hondt heeft iets gezegd dat mij een beetje verbaasde. Het is evenwel een nuttige opmerking.

d'accroissement du déficit.

01.73 Greta D'hondt (CD&V): Mais si le gouvernement n'est pas en mesure de combler ce déficit, des mesures de restriction devront être mises en œuvre.

01.75 Frank Vandenbroucke , ministre: Au cours de la précédente législature, nous avons constitué un tampon de 3 milliards d'euros. Nous n'y touchons même pas.

01.76 Greta D'hondt (CD&V): L'avenir nous le dira. J'évaluerai ultérieurement l'action du gouvernement à l'aune de ses hypothèses de départ.

La déclaration du gouvernement est muette sur les différences en matière de consommation entre le Nord et le Sud, sur l'adaptation de la pension de survie, sur la reconnaissance de nouvelles maladies professionnelles, sur la liaison des allocations sociales au niveau de prospérité et sur l'accessibilité des maisons de repos sur le plan des coûts.

S'il y a de l'argent pour l'amour, pourquoi les handicapés doivent-ils payer le prix fort? Ils ont mené une action à cet égard et ont reçu le soutien de tous les partis mais aucune initiative n'a été prise jusqu'à présent.

01.77 Frank Vandenbroucke , ministre: Mme D'hondt semble considérer que les accords avec les partenaires sociaux sont trop axés sur le secteur social. Je rappelle que les réductions de charges ont été portées de 800 à 840 millions d'euros. précisément

Ze zegt dat ze vindt dat het pakket dat met de sociale partners is afgesproken een beetje onevenwichtig is. Ze zegt dat wat ik voor de sociale sector doe wel goed is. Het zou echter wat te veel doorwegen in vergelijking met wat ik doe voor de privé-sector. Dat is eigenlijk wat zij heeft gezegd.

Ik wens hieraan een kleine voetnoot toe te voegen. Om de klemtoon op het sociale aspect te kunnen leggen, hebben we het lastenpakket uitgebreid van 800 naar 840 miljoen euro. De aanpak inzake verlichting van de lasten op de ploegenpremies komt daar nog eens bovenop. Als zo de balans wordt gemaakt, valt die niet zo slecht uit.

De opmerking verbaast mij echter een beetje omdat ik ze precies in verband wil brengen met het andere punt van mevrouw D'hondt. Wat doen wij eigenlijk om werklozen aan te sporen om werk te zoeken? Ik vind dat wij op dat vlak inderdaad meer moeten doen. Maar men moet echter ook kansen scheppen voor mensen.

Ik ga er dus vanuit zoals u: het is een verhaal van rechten en plichten, van kansen geven en van mensen die kansen moeten nemen. Veel werklozen van vandaag hebben het heel moeilijk op de arbeidsmarkt. Ze zitten er misschien al jaren in. Het is een zeer bewuste strategie van mijn kant dat ik in het begin van de legislatuur met alle deelstaatregeringen orde heb willen scheppen in het verhaal van de dienstencheques en in het verhaal van de sociale economie en dat we daar een heel belangrijke inspanning doen, zodat we een heel gamma van mogelijkheden gaan openen voor mensen die het misschien in het traditionele bedrijfsleven moeilijk hebben en daar nooit meer aan de bak kunnen komen.

Als ik dat niet doe, dan ben ik ook niet in de mogelijkheid om binnen een aantal maanden tegen die hele grote groep werklozen, waar ook die mensen bij zitten, te zeggen dat wij toch wel een beetje strikter zullen zijn inzake de controle op de bereidheid om werk te zoeken. Men moet vandaag inderdaad een disproportioneel grote inspanning doen om kansen te scheppen voor die mensen. Als men dat gedaan heeft, dan kan men ook tegenover iedereen de nodige gestrengheid aan de dag leggen, dan staan tegenover plichten ook rechten en tegenover rechten ook plichten. Voor mij is dat een heel bewuste keuze. Ik weet dat sommige mensen dat wat raar vinden omdat zij die redenering niet rond maken.

Het is echter heel logisch om in het begin van een legislatuur, als men een arbeidsmarktbeleid wil voeren, naast de inspanning van de privé-sector ook welbewust te werken aan het scheppen van kansen voor mensen die het moeilijk hebben. Wij gaan later echter ook aan die mensen zeggen dat kansen ook verantwoordelijkheden betekenen. Dat is de aanpak die ik wil volgen. Inderdaad, dat laatste stuk van het verhaal moet nog worden geconcretiseerd, maar men mag op mij rekenen. Dat is mijn fundamentele overtuiging. Ik kan u zeggen dat ik daarmee geen moeite heb. Ik denk dat destijds een partijgenoot van u, mevrouw Miet Smet, ook allerlei ideeën in die richting ontwikkeld heeft als minister van Arbeid, die ik interessant vind. Het is hetzelfde verhaal.

Zij is destijds haar inspiratie gaan halen in Noord-Europa, ik haal de mijne daar ook. Dat is een interessant model. Men schept zeer veel kansen voor mensen, maar men vraagt ook iets van de mensen. Dat is wat wij moeten doen. Of men dat beestje nu actieve welvaartsstaat noemt of niet, dat kan mij eerlijk gezegd weinig schelen. Ik heb daarin geen amour propre d'auteur, en ik denk Guy Verhofstadt ook niet. Hoe men dat ding nu ook noemt, het is wat wij zullen moeten doen.

pour mettre l'accent sur l'aspect social.

En ce qui concerne l'accompagnement des chômeurs sur le marché de l'emploi, il faut tenir compte du fait que de nombreux chômeurs n'ont guère de chances de trouver du travail sur l'actuel marché de l'emploi. C'est pour cette raison qu'il m'a semblé opportun, dès le début de cette législature, d'entreprendre une réforme de l'économie sociale et du système des titres-services. Il s'agit de stimuler l'emploi alternatif pour augmenter les chances des chômeurs en situation difficile de trouver un emploi. Avant de pouvoir imposer des obligations plus sévères, il importe d'accroître les chances de trouver du travail. Mme D'hondt peut compter sur moi pour renforcer les contrôles visant à vérifier la volonté de travailler.

Cette combinaison de possibilités de travail et de devoirs est une première étape dans la réforme du marché de l'emploi vers le modèle scandinave. Je me rappelle que Mme Smet avait formulé des idées similaires. Que l'on y appose l'étiquette "Etat social actif" ou une autre n'est pas le plus important pour moi. Je pense et j'espère que Mme D'hondt se ralliera à mes propositions et qu'elles auront le soutien de l'opposition.

Ik heb het gevoel dat wij, ongetwijfeld onder druk van de omstandigheden, in deze legislatuur nu ook echt wel daarmee vertrokken zijn en dat men ons ook echt wel daarop zal afrekenen. Dat is ook de inzet van deze begroting. Dat is ook de reden, mevrouw D'Hondt, ik kom nog even terug op onze woordenwisseling in het begin, waarom noch de premier, noch ikzelf, noch anderen hier meegaan in een debat waarbij de vraag zou zijn of wij nu tevreden zijn met die banenconferentie. Nee, dat is natuurlijk niet genoeg. Dit is het begin van een zeer lange mars van veranderingen in het werken van de arbeidsmarkt, in het werken van de instellingen, in de richting van het Scandinavische model, of hoe men dat ding ook wil noemen. Als u het daarmee eens bent, dan denk ik dat wij aan u steun zullen hebben, vanuit de oppositie. Ik reken alleszins daarop.

01.78 Camille Dieu (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, s'il est difficile à cette heure déjà avancée de la soirée d'être aussi flamboyant et plein d'entrain que le premier ministre l'a été tout à l'heure, je vais essayer d'être volontariste en développant quelques points du volet emploi de la déclaration gouvernementale qui n'ont pas encore été abordés jusqu'à présent. Je veux parler des efforts en matière de formation professionnelle continue.

Je dirais d'ailleurs que ceci pourra vous permettre de vous reposer de quelques querelles chiffrées que j'ai entendues jusqu'à présent.

Ce chapitre de l'accord conclu la semaine dernière entre les partenaires sociaux, le gouvernement fédéral et les entités fédérées, revêt à nos yeux une importance capitale. En effet, dans une société où le contenu et l'organisation du travail changent si vite et à tel point que l'on peut dire qu'annuellement un emploi sur dix se transforme au point de devenir une nouvelle fonction, il faut dire que la formation des travailleurs tout au long de la vie est une priorité absolue.

Au-delà de la polémique qui consiste à savoir si le monde patronal a rempli ou non ses obligations de 1,9% de la masse salariale à affecter à la formation, on peut tout de même noter aujourd'hui que ce chiffre de 1,9% est maintenu et qu'un effort supplémentaire a même été réalisé. En effet, on va dorénavant chiffrer les objectifs à atteindre en fonction des directives européennes. Si le rythme de la formation de soixante mille travailleurs supplémentaires par an est maintenu, on pourra dire qu'en 2010, un travailleur sur deux aura reçu une formation – ce qui n'est pas négligeable.

On ne dira jamais assez que la formation continue, en permettant l'approfondissement des connaissances liées à la formation initiale, l'acquisition de nouvelles compétences parfois complexes, et enfin la reconversion de travailleurs redevenus demandeurs d'emplois, contribue non seulement au maintien de l'emploi, mais favorise aussi la mobilité interne et externe à l'entreprise. Ceci dit, tout ce dispositif ne pourra se réaliser que si l'on met en place une véritable politique en cette matière, une politique pro-active et coordonnée, basée sur l'optimisation des instruments existants, mais aussi sur une meilleure collaboration entre les secteurs professionnels et les initiatives régionales ou communautaires. Et basée enfin sur une analyse affinée et prospective des besoins du marché de l'emploi. Ce n'est pas la formation à elle seule qui garantit l'emploi, ni qui le maintient ou le promeut, mais la formation liée à une politique d'investissement, de recherche fondamentale et de recherche-développement contribue à un développement durable de notre société et à l'insertion professionnelle et sociale de nos concitoyens.

01.78 Camille Dieu (PS): Het hoofdstuk over de beroepsopleiding is voor ons het belangrijkste. Beroepsopleiding is immers onmisbaar in een maatschappij waarin één job op tien zodanig evolueert dat het bijna een nieuwe job wordt. Doel blijft 1,9 % en, om te voldoen aan de Europese richtlijnen, wordt de doelstelling voortaan becijferd.

Levenslang leren draagt bij tot jobbehoud en werkt de mobiliteit in de hand. Succes is echter maar verzekerd op voorwaarde dat wordt gezorgd voor een echt beleid van proactieve en gecoördineerde opleiding.

Opleiding leidt enkel tot jobs in samenhang met een actief investerings- en onderzoeksbeleid en voor zover ze bijdraagt tot duurzame ontwikkeling, tot beroepsinschakeling en maatschappelijke integratie.

Opleiding moet ook de emancipatie van de werknemer in de hand werken en moet dus een echt individueel recht zijn.

Het grootste voordeel van de 25.000 nieuwe banen die door de dienstencheques gecreëerd zullen worden, is de professionalisering van de dienstverlening aan personen. Ik hoop dat men hier maximaal gebruik van zal maken, want de betrokkenen krijgen een volwaardig werknemersstatuut, terwijl de PWA's veeleer een sociale mouw trachten te passen aan de werkloosheid.

Wat de controle van werklozen op

Pour cela, il faut respecter quelques principes forts. Premièrement, par exemple, permettre à tous les travailleurs de l'entreprise, et pas seulement à ceux qui sont bien insérés, d'avoir accès à la formation. Deuxièmement, éviter l'écueil pour les jeunes, les moins qualifiés, les plus âgés des demandeurs d'emploi, de faire de la formation pour faire de la formation – sans relation avec les besoins réels de l'entreprise. Troisièmement, optimiser le potentiel de savoir-faire de l'enseignement en créant des passerelles plus souples et systématisées entre le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise. Et, corollairement, d'endiguer les départs prématurés et massifs du système scolaire. Si on regarde les chiffres, ils sont trop élevés: 11,49% en Flandre, 16,6% en Wallonie, 20,6% à Bruxelles - alors que l'Europe exige qu'en 2010, 85% des jeunes de vingt-deux ans aient au moins reçu une formation de niveau secondaire supérieur.

Si les besoins du marché du travail sont incontournables, ils se modifient rapidement. Par conséquent, une formation de base plus large, l'activation du bilan de compétences et du portefeuille de compétences, initié par Laurette Onkelinx lors de la législature précédente, la mise sur pied d'un véritable système de validation des compétences acquises tout au long de la vie - dont on parle beaucoup au niveau des régions et des communautés - tout cela facilitera l'accès à d'autres postes de travail et permettra peut-être d'endiguer le phénomène de la surqualification à l'embauche. Enfin, dernier grand principe, il importe d'éradiquer les discriminations à l'embauche qui sont liées à l'origine étrangère des demandeurs d'emplois, surtout dans certaines régions.

On peut constater que Bruxelles, aujourd'hui, est derrière Berlin - et donc la deuxième capitale européenne - à avoir le taux de chômage le plus élevé.

Alors, pour conclure cet important chapitre, le groupe PS tient à rappeler que la formation professionnelle doit être plus large que la simple réponse aux demandes du marché du travail. Il faut qu'elle soit aussi un outil d'émancipation du travailleur en lui permettant une insertion sociale, professionnelle et culturelle. Elle doit donc, en vertu de ce qui vient d'être développé, constituer un droit individuel - dont les effets ne pourront qu'être bénéfiques à la société tout entière, dans le cadre de son développement durable.

Dernier constat, enfin: les vingt-cinq mille emplois créés grâce aux titres-service constituent quelque chose d'important, dans la mesure où il s'agit d'une professionnalisation des services rendus à des personnes dans certains secteurs de proximité. Couplé avec de véritables contrats de travail et des exigences de formation à définir par les pouvoirs publics, ce dispositif permet la stabilisation des travailleurs prestataires. Il s'agit d'une véritable politique de l'emploi, avec un statut de travailleur à part entière, alors que nous considérons que les ALE constituent plutôt une mesure d'accompagnement social du chômage. J'espère donc que ce système sera exploité au maximum dans toutes les régions.

Enfin, un dernier mot sur l'épineux dossier de la disponibilité des chômeurs. Qu'il soit clair, pour les socialistes francophones, que nous ne cautionnons pas, par exemple, un demandeur d'emploi qui refuse un emploi valable. Mais, de la même manière, nous ne pouvons pas admettre que l'on sanctionne un chômeur qui, après plusieurs formations continues, ne se voit proposer aucune offre d'embauche. Il n'est donc pas question pour nous d'adopter un système de sanctions arbitraires pour un chômeur dont les efforts de réinsertion seraient

hun beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt betreft, zullen wij in geen geval een stelsel van willekeurige sancties accepteren.

De PS-fractie onderschrijft de algemene beleidsvoornemens van de werkgelegenheidsconferentie, die door de regering werden goedgekeurd, maar voor ons blijft het hoe dan ook maar een eerste stap.

Sommige punten ontbreken jammerlijk, zoals de harmonisering van het statuut van de arbeiders en de bedienden en maatregelen om werk en privéleven beter met elkaar te kunnen combineren.

jugés "insuffisants".

En conclusion, le groupe PS souscrit aux orientations générales qui ont été prises lors de la Conférence pour l'emploi, telles qu'elles ont été validées par le Gouvernement fédéral. Il s'agit d'un premier pas dans la bonne direction, mais nous estimons aussi qu'il ne s'agit que d'un premier pas et qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour concrétiser ce vaste engagement pour l'emploi, dont il ne faut pas oublier la dimension qualitative. En effet, lorsque l'emploi se construit à n'importe quel prix, il ne génère ni de développement durable d'un point de vue économique, ni de cohésion sociale, ni d'épanouissement personnel, et encore moins de sérénité.

J'ajouterai que quelques points manquent cruellement dans cet accord – et on ne pourra pas les reporter aux calendes grecques. Notamment, l'harmonisation des statuts de l'ouvrier et de l'employé ou encore une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

Le **président**: Chers collègues, il s'agissait du "maiden speech" de Mme Dieu.

(Applaudissements)

01.79 Louis Smal (cdH): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, quand on parle de l'emploi, aucun homme politique – aussi bon soit-il, aussi éloquent soit-il, comme le premier ministre que j'ai entendu cette après-midi – aucun gouvernement n'a le pouvoir de dire: « Je vais créer deux cents mille emplois ».

Il n'en a pas le pouvoir parce que le pouvoir de créer de l'emploi se trouve dans l'entreprise; nulle part ailleurs. Donc, on ne décrète pas à une Conférence de l'emploi, aussi large soit-elle, avec les partenaires sociaux et le gouvernement, la création de 200.000 emplois. Aujourd'hui, on parle de 60.000, mais j'ai entendu un premier chiffre de 200.000 et j'ai cru un moment que le premier ministre se prenait pour la fée Carabosse! Mais il n'a pas de baguette magique. Ce sont des effets d'annonce et la population n'y croit pas. C'est vraiment les prendre pour des "cons" – excusez-moi – que d'annoncer, dans la situation de crise économique qu'on connaît aujourd'hui, qu'on va créer 200.000 emplois.

Des pans entiers de nos secteurs industriels sont en difficulté. Prenons Ford-Genk dans le secteur automobile, prenons chez nous à Liège la disparition prochaine de notre sidérurgie à chaud. Sans compter des entreprises qui étaient installées dans notre région et qui se délocalisent, qui se restructurent ou qui ferment leurs portes parce que nous sommes dans la crise économique.

C'est démagogique que d'annoncer la création de 200.000 emplois. La démagogie, je ne l'accepte pas. Je souhaite qu'on parle vrai avec le citoyen et ce n'est pas le cas aujourd'hui, même après la Conférence pour l'emploi où l'on annonce encore un chiffre de 60.000. C'est du rêve! Le seul secteur où le gouvernement peut créer de l'emploi, c'est dans la fonction publique ou dans l'économie sociale ou dans les emplois de proximité, des emplois qu'il financera lui-même de sa propre caisse. Pour le reste, dans l'économie marchande, c'est uniquement dans l'entreprise qu'on créera l'emploi, pas dans les cabinets ministériels.

Et pour les créer, il faut une activité économique, un produit, un marché, une conjoncture. Tant que nous n'avons pas restauré la croissance de 2%, nous ne créerons pas de l'emploi, même si les mesures d'importante diminution des charges que le gouvernement a prises – sans entrer dans les détails – vont probablement favoriser le

01.79 Louis Smal (cdH): Hoe durft de regering te verklaren dat zij 60.000 of 200.000 banen zal scheppen? Werkgelegenheid kan men niet zomaar decreteren. Dat zijn dus alleen maar loze aankondigingen en de bevolking, die niet dom is, gelooft daar niets van.

Hele sectoren van onze industrie verkeren in moeilijkheden. Decreten dat men 200.000 banen zal scheppen is je reinste demagogie en dat duld ik niet. De regering kan enkel maar banen scheppen in de overheidsdiensten of in de sector van de sociale economie. Voor de rest zijn het enkel de ondernemingen die nieuwe banen kunnen creëren.

De maatregelen die de regering heeft genomen om de lasten te doen dalen zullen er ongetwijfeld toe leiden dat er minder banen verdwijnen. Maar wie beweert dat daarmee nieuwe banen zullen worden geschapen, strooit ons zand in de ogen. Dat zal slechts gebeuren wanneer de groei de 2% zal hebben bereikt.

De belastinghervorming is het resultaat van de economische groei die twee jaar heeft geduurd. Maar wie regeert moet aan de toekomst denken. De beschikbare massa had moeten worden gebruikt om

fait de perdre moins d'emplois. C'est clair. Mais créer un seul emploi avec la diminution des charges, dans les circonstances économiques actuelles, c'est mentir!

On ne créera de l'emploi qu'à partir d'un niveau de croissance de 2%. Là, l'effet multiplicateur va probablement jouer. Les mesures que vous avez prises au sein de ce gouvernement joueront probablement au moment où la croissance sera revenue à un niveau de 2%, et encore mieux au-delà.

Mais dire aujourd'hui qu'on va en recréer 60.000 - dans la crise économique et avec le taux de croissance que nous connaissons - c'est un mensonge et je ne l'accepte pas. Et le cdH ne l'accepte pas non plus. Sans faire de la démagogie, parce que nous savons que les temps sont durs: nous vivons ça dans nos régions, le taux de chômage est en train d'augmenter à une vitesse catastrophique, galopante.

Je dirais simplement ceci, et n'en déplaise à MM. Bacquelaine et Reynders qui nous ont un peu "chatouillé" tout à l'heure: la réforme fiscale est le fruit de la croissance économique que vous avez enregistrée pendant deux ans. Vous avez choisi de le distribuer. Malheureusement, gouverner c'est prévoir. Il fallait prévoir ce qui arrive aujourd'hui - ce qui est arrivé hier, parce que cela fait trois ans qu'on connaît cette situation de croissance en dessous des 2%, qui n'est donc pas créatrice d'emplois.

Il aurait peut-être fallu réserver cette masse monétaire pour financer deux pôles qui sont très importants pour la création d'emplois. C'est, d'une part, la formation dont nous avons parlé - et je suis assez d'accord avec la dernière intervention qui a été faite avant moi - parce que la formation, c'est l'endroit où manifestement il faut investir en masse. C'est vrai qu'on a fait un effort à la Conférence pour l'emploi pour augmenter la part de la formation. Ce n'est pas suffisant. Des négociations sectorielles auront lieu bientôt et il faudra peut-être qu'une part importante de ces négociations soient réservées à la formation.

C'est, d'autre part, l'innovation, la recherche. C'est là qu'il faut mettre le paquet. Le gouvernement a fait des efforts dans ce cadre-là, mais ce n'est pas suffisant. Si nous avions eu des ressources supplémentaires pour le faire, je suis convaincu qu'on pourrait augmenter nos chances, quand la croissance reviendra, pour recréer des emplois supplémentaires.

Voilà ce que je voulais vous communiquer aujourd'hui. C'est ma première intervention parmi vous. Je suis un homme de terrain, j'ai vécu 35 ans au niveau des entreprises, donc je les connais quand même un peu. Sachez que, comme je l'ai dit tout à l'heure, l'emploi ne se créera que dans l'entreprise et nulle part ailleurs.

Le **président**: Monsieur Smal, je vous félicite pour votre "maiden speech".

01.80 Zoé Genot (ECOLO): Monsieur le président, la priorité du premier ministre est donc l'emploi. C'est un excellent objectif mais quel emploi, pour qui, à quel prix, pour faire quoi et dans quelles conditions? A titre d'exemple, ceux qui ont déjà visité des "call center" comprendront qu'il faut parfois parler de souffrance à l'emploi plutôt que d'emploi. Je ne veux pas faire la fine bouche si l'on crée de l'emploi mais il s'agit d'utiliser au mieux les moyens limités dont nous disposons.

Examinons à présent les résultats de cette Conférence pour l'emploi.

deux primordiales polen te financieren waar banen kunnen worden gecreëerd. Ten eerste, de vorming. Vervolgens, vernieuwing en onderzoek. Dat zijn de sleutels op de toekomst. Er werden inspanningen gedaan maar ze zijn ontoereikend.

Indien we meer middelen hadden gehad, hadden we onze werkgelegenheid kunnen verbeteren.

Ik ben iemand die weet waarover hij spreekt, ik heb vijfendertig jaar op het niveau van ondernemingen gewerkt. Jobs worden slechts in een onderneming gecreëerd. Tot zover mijn *maiden speech*.

01.80 Zoé Genot (ECOLO): De eerste minister kondigde aan dat hij van werkgelegenheid een prioriteit zou maken. Maar werkgelegenheid voor wie? Om wat voor werk te verrichten? Tegen welke prijs? In welke omstandigheden? Als de middelen schaars zijn, is het zaak ze zo goed mogelijk te besteden. De werkaealeanheidsconferentie

conférence qui a quelque peu usurpé son nom puisqu'il semblerait qu'il s'agissait plutôt de réunions bilatérales et non d'une réelle conférence ou d'un véritable forum. Les partenaires qui y ont participé l'auront peut-être vécu de cette façon mais je vois que ce n'est pas l'avis de M. Vandenbroucke qui l'a pilotée.

Au menu et à l'arrivée de cette conférence, l'innovation, la connaissance et la recherche. A l'instar de M. Smal et d'autres intervenants, je crois pouvoir dire que nous sommes tous d'accord à ce sujet. Toutefois, il faut avouer qu'au-delà des belles formules, cela reste assez flou et peu concret.

Certes, la formation est importante mais laissons aux partenaires sociaux ce qui leur revient car il est clair que c'est l'accord interprofessionnel qui a avancé sur les formations. De plus, les efforts seront consentis par les Régions. Selon moi, il serait incorrect de se gargariser de ce que l'on ne fait pas.

On a également parlé de mettre l'enseignement au service de l'économie. L'enseignement ayant un but plus large que le seul fait d'être mis au service de l'économie, je regrette qu'il ne soit cité que dans cet objectif-là.

Continuons l'examen des points de cette Conférence pour l'emploi mis sur la table. Comme d'habitude, la bonne vieille recette libérale usée jusqu'à la corde: les réductions de charges.

Oui, les réductions de charges peuvent avoir un effet sur la compétitivité et réduisent les coûts mais créent-elles de l'emploi ou permettent-elles d'avoir une meilleure marge bénéficiaire pour certains? Quand il n'y a pas d'acheteur pour une voiture, même si l'on en réduit le coût, je ne suis pas sûre que cette voiture se vendra mieux. De la même façon, si l'on réduit les charges, je ne suis pas certaine que, d'un seul coup, le nombre d'acheteurs de voitures va se démultiplier. Par contre, je pense que certains actionnaires en profiteront.

Il serait intéressant de voir les rapports entre ce que l'on investit et ce que l'on obtient. Pour ce faire, je vous conseille de lire l'étude intéressante de l'UCL à ce sujet en vous précisant d'emblée qu'il ne s'agit pas d'une étude de gauchistes.

Premier élément. Les réductions de charges sur des populations ciblées peuvent avoir un intérêt psychologique mais elles ne créent pas de l'emploi. Elles changent l'ordre dans la file d'attente du chômage. Cela peut être intéressant à un certain moment mais cela ne crée pas d'emplois.

Deuxième chose. Les réductions de charges sur les salaires élevés permettent d'entretenir une tension salariale. Elles permettent donc, à terme, à ces segments du marché de l'emploi de négocier des meilleurs salaires. Cela peut être un objectif mais je ne suis pas sûre qu'il faille vraiment investir dans cette direction... ?

Troisième type de réductions de charges: les réductions de charges sur les bas salaires. Elles semblent être celles qui sont le plus à même de créer de l'emploi. Bizarrement, ce sont celles qui n'ont pas reçu la plus grosse enveloppe alors qu'il semblerait que ce soient les plus pertinentes. Cela nous laisse donc un peu sceptique.

Et ne parlons pas de la mascarade sur les emplois de la connaissance. C'est génial! Alors que l'on a parlé et que l'on parle encore maintenant des emplois de la connaissance. quand on aborde

heeft zich haar naam eigenlijk een beetje aangematigd. Het ging meer om bilaterale gesprekken dan om een open forum. Innovatie, kennis, onderzoek, het staat allemaal op de agenda. En iedereen is het met elkaar eens, maar het is allemaal nog wat vaag. Opleiding is belangrijk, het is alleen jammer dat het onderwijs blijkens de teksten kennelijk enkel de economie moet dienen. En zoals steeds wordt het oude liberale recept van de lastenverlaging weer tevoorschijn gehaald. Een lastenverlaging drukt de kosten, maar creëert die maatregel ook werk, of wordt de winstmarge alleen maar groter? Ik raad u aan de jongste studie van het IRES (UCL) over deze materie te lezen. Daarin stellen de onderzoekers vast dat gerichte lastenverlagingen wel degelijk een uitwerking hebben, maar niet voor de werkgelegenheid in globo; dat een lastenverlaging voor de hogere lonen de loonspanning opnieuw doet toenemen; en dat enkel een lastenverlaging voor de lage lonen een effect kan hebben op de werkgelegenheid. Nochtans gaat het grootste gedeelte van de middelen niet naar lastenverlagingen voor de lage lonen.

We zijn wél vol lof over de maatregelen ten behoeve van de non-profitsector; die extra steun zal een stimulans zijn voor het creëren van jobs om aan echte maatschappelijke behoeften te voldoen.

Wat de financiering betreft, werd een rookgordijn opgetrokken. Alles gebeurt via de alternatieve financiering.

les réductions de charge, il n'en est plus question. On parle uniquement de salaires élevés qui, si vous vous en rappelez, recevront déjà aujourd'hui le fruit de la réforme fiscale. Un certain confort leur ayant déjà été octroyé lors des épisodes précédents, il aurait été bon de s'en rappeler et d'effectuer la répartition différemment.

Bravo pour le coup de pouce au secteur non-marchand qui générera non seulement une véritable création d'emplois mais aussi des emplois qui correspondent à un certain nombre de besoins sur le terrain! Bravo également pour l'économie sociale qui peut permettre de toucher un public qui a du mal à s'insérer dans d'autres types d'emplois et de créer de nouveaux marchés. Cela vaut la peine.

Il est prévu que l'on garantira le financement alternatif pour toutes ces réductions de charge. Monsieur le ministre Demotte, j'espère que vous serez plus clair que M Vandenbroucke qui, en général, utilisait un super écran de fumée pour nous expliquer que tout ce que l'on prenait rentrait à nouveau via le financement alternatif.

Mais la situation semblait toujours assez fragile. D'ailleurs, au regard l'état de la sécurité sociale, la situation paraît effectivement relativement fragile. De plus, il est manifeste que tous les partenaires sociaux sont aussi sceptiques.

01.81 Frank Vandenbroucke, ministre: Les partenaires sociaux ont demandé que le gouvernement garantisse le financement de la sécurité sociale et ne laisse pas se développer un déficit financier dans le système. Le gouvernement s'est donc engagé en la matière. Il va, via un financement alternatif, garantir l'équilibre financier de la sécurité sociale, ce qui est un effort plus important que la diminution de la charge proprement dite.

01.81 Minister **Frank Vandenbroucke**: De sociale partners hebben van de regering financiële waarborgen gevraagd voor de Sociale Zekerheid zodat er geen tekort ontstaat. De regering heeft die verbintenis aangegaan. De alternatieve financiering zal voor een financieel evenwicht van de sociale zekerheid zorgen, en dat resultaat is belangrijker dan de lastenverlagingen.

01.82 Zoé Genot (ECOLO): Vous parlez de cette année?

Le **président**: Madame Genot, M. Demotte va vous répondre.

01.83 Rudy Demotte, ministre: Je ne serai pas long, monsieur le président. Mais je voudrais être clair puisque c'est la deuxième fois que l'on aborde cette question ce soir.

Il est vrai que l'on a dû faire un choix en matière d'hypothèses macroéconomiques. Nous étions, en effet, confrontés à des hypothèses assez différentes sur le plan des rendements, notamment pour les recettes de la sécurité sociale au sens général du terme. Soyons donc un peu plus concrets et parlons chiffres.

Sur le plan des choix, nous avons choisi, pour l'évolution de la masse salariale, l'hypothèse 1 du Bureau du Plan.

Sur le plan des recettes, nous avons dû intégrer la nouvelle recette (la recette tabac) à hauteur de 134 millions d'euros. Nous ajoutons à cela encore l'augmentation prévue sur le chiffre d'affaire des entreprises pharmaceutiques: 159 millions d'euros.

En matière de dépenses, nous sommes tenus – j'en reparlerai peut-être tout à l'heure – pour les dépenses INAMI à la norme que nous avons fixée: 4.5%. Il y a également un point intéressant. Ainsi nous sommes

01.83 Minister **Rudy Demotte**: Ik zal duidelijk zijn. We hebben een keuze moeten maken met betrekking tot de macro-economische hypothesen in het licht van de ontvangsten van de sociale zekerheid. In totaal worden de ontvangsten op 47,5 miljard en de uitgaven op 49 miljard geraamd. In globo, met de correcties dus, beantwoordt de toestand aan het scenario van 1,6 miljard.

We werken in op de dotatie van de staat voor 6,3 miljard en op de alternatieve financiering voor 6,4 miljard, of in totaal voor 12,7 miljard. Mevrouw D'Hondt heeft een pertinente vraag gesteld. Structureel weegt de alternatieve

allés chercher un chiffre d'inflation de 1,3% qui est celui de l'index santé et qui n'est pas habituellement appliqué au département des soins de santé. En effet, d'habitude, nous appliquons un indice légèrement inférieur, c'est-à-dire 0,95%.

Nous avons donc des recettes nouvelles et au total, nous prévoyons à 47,5 milliards d'euros de recettes pour 49 milliards d'euros de dépenses. Nous nous inscrivons donc globalement dans le scénario – je réponds ici également à Mme D'Hondt - de 1,6 milliards qui a été évoqué tout à l'heure.

Comment effectue-t-on la différence? Telle est votre question. Nous consentons des efforts pour pallier au manque de cotisations, et nous agissons sur deux plans différents.

1. La dotation de l'Etat, de l'ordre de 6,3 milliards.
2. Le financement alternatif, de l'ordre de 6,4 milliards, soit au total 12,7 milliards d'euros.

Notre interlocutrice de tout à l'heure a posé un véritable problème structurel: le financement à terme de la sécurité sociale. Effectivement, madame D'Hondt, la presse l'a très bien relaté: le temps s'écoulant, une part de financement alternatif est structurellement de plus en plus pesante. Nous pouvons considérer cela, si nous étions optimistes, comme un acquis, mais étant donné que nous avons intérêt en tant que gestionnaires et politiques à être réalistes, un jour se posera la question de savoir quels sont les facteurs de production qui apportent ces moyens. Si ce sont les seuls facteurs de production travail, qu'il s'agisse du travail indépendant ou du travail salarié, cela peut poser un problème. Mais ce n'est pas encore à l'ordre du jour. Pourquoi? Parce que nous n'avons pas encore terminé une question fondamentale, celle du coût global de la redistribution dans la société, que ce soit par le biais parafiscal ou par le biais fiscal.

01.84 Zoé Genot (ECOLO): Voilà qui me permet, monsieur le ministre, de faire la transition avec la suite, parce que j'espère qu'une des "recettes" attendues pour certaines dépenses n'est pas cette lutte contre la fraude sociale, qui a gaiement droit de cité dans la plupart des textes. En effet, après la sortie de M. Daems devant "son logement modèle", j'imaginai un retour vers la décence et j'étais quelque peu étonnée de revoir ces luttes contre la fraude sociale largement de mise. Ces luttes signifient-elles qu'il faille lutter contre les exploiters? La lecture des textes n'apporte aucun éclaircissement à ce sujet.

Un peu plus loin dans le même chapitre, nous constatons un amalgame entre la suspension de l'article 80 et le contrôle de la disponibilité des chômeurs. Je ne demande qu'à vous croire, mais il va falloir un peu mieux sérier les textes. Lorsqu'on parle de la disponibilité des chômeurs, ne vaudrait-il pas mieux parler de la disponibilité des emplois? Car vouloir absolument que les citoyens cherchent à tout prix, pour prouver qu'ils cherchent, qu'ils se forment, etc., il faut avouer que cela n'a aucun sens, ni d'un point de vue économique ni d'un point de vue humain. Cela me paraît peu rentable pour une société en général.

01.85 Rudy Demotte, ministre: Monsieur le président, permettez-moi d'intervenir à nouveau sur cette question de la fraude sociale. M. Vandembroucke, le gouvernement et moi entendons bien que la fraude sociale est effectivement liée aussi à un certain nombre d'abus que nous constatons dans le chef de personnes bénéficiant d'avantages liés au non-paiement de cotisations sociales.

financiering mettertijd meer en meer door. Het lijkt me interessant dat op een dag wordt nagegaan welke de productiefactoren zijn die deze middelen aanreiken. Momenteel is dat niet aan de orde want er is een andere vraag: wat is de totale kost, fiscaal of parafiscaal, van de herverdeling in onze maatschappij?

01.84 Zoé Genot (ECOLO): Ik hoop dat een deel van die financiering niet voortvloeit uit de strijd tegen de sociale fraude. Het is immers niet duidelijk dat met dit begrip de strijd tegen de uitbuiters wordt bedoeld. Men heeft het over de beschikbaarheid van de werklozen. Maar zou men het niet moeten hebben over de beschikbaarheid van jobs?

01.85 Minister Rudy Demotte: Onder sociale fraude moet worden verstaan de uitbreiding van de controlemiddelen. In de gevallen, bijvoorbeeld, waar slechts een gedeeltelijke aangifte wordt gedaan. Het mag niet de bedoeling zijn

En d'autres termes, nous allons faire en sorte que nos services d'inspection sociale disposent de davantage de moyens pour vérifier là où, par exemple, des personnes devraient être recrutées sous contrat de travail et ne sont déclarées que partiellement. C'est également un de nos principaux leviers d'action, mais je voulais vous dire à ce sujet qu'il ne doit pas y avoir d'ambiguïté: nous ne sommes pas là pour mener une chasse unilatérale à celui qui abuserait du bénéfice qu'il retire d'allocations sociales. Ce serait tout à fait caricatural, et certainement pas dans l'esprit progressiste qui est le nôtre.

01.86 Zoé Genot (ECOLO): A propos du document budgétaire que M. Reynders a daigné déposer sur nos bancs fort tard et que nous n'avons donc pas eu le temps d'examiner, je relève juste une petite phrase: "La non-indexation des accidents de travail générera une recette supplémentaire pour la gestion globale dans le transfert des réserves". C'est juste une question d'éclaircissement et j'aurais bien voulu que vous y répondiez directement.

01.87 Frank Vandenbroucke, ministre: L'idée est de dire que, pour les nouveaux cas – cela ne concerne donc pas les gens étant déjà dans cette situation –, la rente payée lors d'un accident de travail correspondant à un pourcentage de moins de 20% – ce sont donc des accidents plutôt légers – ne sera plus liée à l'index. A vrai dire, il y a une certaine logique car, pour ces cas, l'accident de travail n'est pas vraiment une cause d'incapacité de travail et la rente correspond plutôt à la réparation d'un dommage. Etant seulement la réparation d'un dommage, cette somme ne doit pas être indexée. Traditionnellement, on a indexé ces montants mais aujourd'hui, nous posons la question de savoir s'il faut réellement les indexer. Et donc, pour les nouveaux cas, les nouveaux venus dans le système, les rentes pour les accidentés du travail avec un pourcentage de moins de 20% ne seront plus indexées.

Dans le système financier – je ne suis pas expert en la matière à vrai dire – en vigueur dans le remboursement des accidents de travail, on capitalise toujours. Si l'on dit que la rente – qui peut être allouée pendant plusieurs années – n'est plus indexée pour les nouveaux cas, cela correspond – en termes d'investissements en capital – à une économie assez importante. Elle se chiffre à 24 millions d'euros. Cette somme est importante mais cela correspond à une capitalisation de rentes payées peut-être pendant 20, 25, 30 ou 35 ans. Je crois que pour les personnes concernées, cela ne change pas grand chose. Par contre, d'un point de vue de gestion financière du système, il s'agit d'un gain important. C'est une économie que nous avons décidée.

Pour le reste, je pense que le budget n'entraîne pas d'économies ayant un caractère asocial. On peut dire que cette mesure nécessite un petit élément de sacrifice mais j'ai le sentiment que dans les milieux concernés, on ne considère pas cette décision comme un sacrifice important.

01.88 Zoé Genot (ECOLO): On y verra plus clair lorsque les gens seront informés puisque, pour l'instant, c'est écrit en tout petit dans le fin fond d'un texte qu'on a à peine reçu. Fatalement, il est normal que les milieux éprouvent des difficultés à réagir.

Le dernier chapitre de mon intervention concerne les 5 millions réservés aux bénéficiaires de revenus d'intégration. J'estime que le manque social de cet accord se cristallise sur ce point. On a vu les réductions de charges. On connaît l'effort fiscal consenti pour l'ensemble du panel, plus pour certains, moins pour d'autres. Mais on sait que les

eenzijdig jacht te maken op degene die misbruik maakt van het voordeel dat hij uit de sociale uitkeringen haalt.

01.86 Zoé Genot (ECOLO): Een vraag over wat de heer Reynders heeft gezegd, namelijk dat "het niet indexeren van de arbeidsongevallen een reserve zal doen ontstaan". Waarover gaat het?

01.87 Minister Frank Vandenbroucke: Voor nieuwe dossiers, en dus niet voor de bestaande, zal de uitkering ingevolge een arbeidsongeval niet meer geïndexeerd worden, wanneer ze lager is dan 20 %, dit wil zeggen voor lichte arbeidsongevallen. Dat is ook logisch, want we hebben hier niet te maken met een geval van arbeidsongeschiktheid, wel met een vergoeding van de geleden schade. Vroeger werd die uitkering geïndexeerd, maar daar komt nu een eind aan.

Het gangbare financiële systeem voorziet in een kapitalisatie. Indien het bedrag van die uitkeringen niet langer wordt geïndexeerd, realiseren we dus een aanzienlijke besparing, van bijna 24 miljoen euro. Dat is een kleine inspanning, waar de betrokken mensen niet zwaar aan tillen. Het is trouwens de enige asociale besparingsmaatregel.

01.88 Zoé Genot (ECOLO): De reactie van de mensen valt nog af te wachten: de maatregel staat immers in de kleine lettertjes. De "betrokken mensen" zijn dus nog niet op de hoogte en hadden dan ook nog niet de kans om te reageren.

Het hoofdstuk maatregelen om

allocataires sociaux ne profitent pas de cet effort. Avec ces 5 millions pour les minimexés, soyons clair, ils vont obtenir chacun 4 euros supplémentaires par mois.

Je ne sais pas si vous rencontrez des gens sur les marchés, par exemple à Bruxelles. Mais quand ils nous parleront de leurs problèmes de logement ou autre, nous serons mal à l'aise lorsqu'il faudra leur répondre qu'ils vont bénéficier de seulement 4 euros supplémentaires par mois.

Après avoir observé un véritable stop environnemental, on ne peut que constater un stop social!

01.89 Jo Vandeurzen (CD&V): Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, het uur vordert. Ik zal zeer beknopt zijn. U kunt het me echter niet kwalijk nemen dat ik naar aanleiding van de toelichting van de eerste minister aan de Kamer probeer duidelijk te maken dat Limburg met een majeur probleem te kampen heeft. Indien de beslissing van Ford doorgang vindt, zal in de provincie Limburg de werkloosheid met 29% stijgen.

Het verbaast mij dat deze regio, die voor de tweede keer in een periode van 15 jaar door een enorm economisch drama wordt getroffen, van deze eerste minister gisteren geen woord heeft gekregen. Naast de vele families worden ook vele anderen, waaronder de leveranciers getroffen. Dat men in Limburg verwacht dat de regering een schoktherapie zou toepassen op het industrieel beleid, het met een dreun terug elan zou geven, is duidelijk. U heeft zich ook allemaal ingespannen om te zeggen dat wat gerealiseerd is, belangrijk is, maar slechts een eerste stap is. Dat betekent dat u goed beseft dat dit voor de mensen in Limburg absoluut niet beantwoordt aan wat op het vlak van industrieel beleid van de federale regering wordt verwacht. Men had iets anders verwacht. Men had een veel drastischer antwoord verwacht op de vragen die op het terrein leven. Zijn wij nog concurrentieel? Kunnen wij hier nog industrie houden? Kunnen wij de mensen hier nog jobs in de industrie verzekeren? Daar is men teleurgesteld over.

Ik heb het onbestemde gevoel – dat is ook de reden van mijn korte uiteenzetting – dat men in dit halfroond en in het Vlaams Parlement en bij de meerderheidspartijen in Vlaanderen en het federaal Parlement niet begrijpt of om communicatieve redenen niet mag laten zien dat dit probleem zeer groot is. CD&V is altijd blijven zeggen, ook in de moeilijke laatste weken, dat het geen zwartwitverhaal is. Wij hebben niet gezegd dat Verhofstadt de afslanking van Ford rechtstreeks heeft veroorzaakt, maar wij hebben wel gezegd dat wij willen meedenken aan oplossingen. Wij vinden wel dat het hoog tijd is om een aantal zaken op het terrein te doen. Ik ga niet op de grond van de zaak ingaan. Dat hebben andere collega's reeds gedaan. Het echte industriële relancebeleid is er niet. Ik vraag de ministers hier aanwezig toch om ook een statement te maken en zelfs meer dan dat, enkele daden te stellen waaruit wij kunnen merken dat ze begrijpen dat deze regio op dit moment met een dramatisch probleem wordt geconfronteerd. Het gaat niet alleen over de jobs op zich, hoe erg dat ook voor de betrokkenen is, maar het gaat ook over een regio waar een heel moeilijke sociale uitdaging wacht.

Ik had dus gehoopt dat de eerste minister zou hebben gezegd: "Voor Limburg is dit de tweede keer in een periode van 15 tot 16 jaar. Wij zullen ervoor gaan", met het voluntarisme dat zijn vorige speeches zo gekenmerkt heeft. Ik had gehoopt dat hij tot de Limburgers zou hebben gezeed dat hij, met alle ministers en staatssecretarissen samen in alle

sociale uitsluiting tegen te gaan voorziet in 5 miljoen extra voor sociale uitkeringen, voor de gerechtigden op het bestaansminimum, dus. Dat komt neer op 4 euro per maand en per persoon. Hoe gaat u dat aan de mensen uitleggen? Na de ecologische, krijgen we nu ook een sociale stop!

01.89 Jo Van Deurzen (CD&V): Le Limbourg est confronté à un problème gigantesque. Si la décision de Ford Genk est maintenue, le chômage augmentera de 29 pour cent dans la région. Pour la deuxième fois en 15 ans, cette région est plongée dans un drame économique. La déclaration du gouvernement ne dit mot à ce sujet. Au Limbourg, on escomptait que le gouvernement applique une thérapie de choc à la politique industrielle. Les Limbourgeois se demandent si nous sommes encore compétitifs et si nous pouvons encore assurer l'emploi dans l'industrie.

Il semble incongru d'affirmer que la situation est grave. Le CD&V adopte une approche nuancée de la question et souhaite collaborer à la recherche d'une solution. Mais il n'y a aucune politique de relance industrielle. J'avais espéré que le gouvernement adopte une attitude résolue en faveur du Limbourg et que le premier ministre plaide en faveur de mesures de soutien au niveau européen. Je pensais qu'il réagirait aux indices de la réticence induite par l'image de notre pays chez les investisseurs américains.

Le gouvernement fédéral peut-il, avec le gouvernement flamand, émettre un signal fort? A l'époque du drame de Renault, des résolutions et des motions en faveur de la reconversion dans la région de Vilvorde avaient rapidement été adoptées. Dans le cadre du drame de Ford Genk, seules des motions pures et simples sont déposées pour permettre de passer à l'ordre du jour. Monsieur le premier ministre.

beleidsdomeinen die tot het federale niveau behoren, zou uitzoeken wat de regering kan doen om in Limburg dat economische draagvlak snel te versterken. Dat betekent nadenken over wat de regering zou kunnen doen inzake mobiliteit op het federale vlak, nadenken over wat ze zou kunnen doen inzake deconcentratie van overheidsdiensten. En dan hoor ik geruchten over het leger dat zal afslanken; dan hoor ik dat de mensen die in Hengelhoef als werknemer tewerkgesteld waren uitgerekend in deze periode hun opzeg gaan krijgen.

l'heure est grave. Je vous exhorte à faire quelque chose pour cette région.

Ik had gehoopt dat deze eerste minister zou hebben gezegd dat hij het signaal uit de regio had begrepen en dat hij inspanningen zou leveren om daar jobs te creëren. Ik had gehoopt dat hij zou hebben gezegd dat hij bij Europa zou aankloppen om alle mogelijke steunmaatregelen te bepleiten. Immers, ik heb mevrouw Van Brempt goed begrepen in de commissie enkele weken geleden wanneer zij heeft gezegd dat België problemen heeft wanneer het moet lobbyen bij Europa om zijn regionale en sectorale politiek waar te maken. De staatssecretaris zegt dat er een probleem is. Ik had gehoopt dat de eerste minister zou hebben gezegd dat hij heel goed beseft dat veel van wat we zouden kunnen doen in Limburg afhangt van de vraag of Europa ons daarvoor de ruimte wil geven en dat de federale regering samen met de Vlaamse regering echt het onderste uit de kan zou halen in Europa.

Ik had gehoopt dat hij zou hebben gezegd dat hij signalen hoort dat ons imago in Amerika een probleem is voor investeringen. Dat zeggen de ondernemers, dat zeggen de mogelijke geruchten vanuit de dienst Veiligheid van de Staat, dat zeggen allerlei knipperlichten die hem daarop moeten attenderen. Ik had gehoopt dat hij zou gezegd hebben dat op het diplomatieke front een offensief zou worden ingezet om de investeerders opnieuw te overtuigen om naar hier te komen.

Ik had gehoopt dat hij zou hebben gezegd dat op het vlak van Binnenlandse Zaken samenlevings- en preventiecontracten zouden worden ingevoerd om aan de enorme sociale uitdaging die de Limburgers tegemoet gaan bijstand te verlenen. Dat had ik verwacht - als ik dan toch even een regionaal accent mag leggen - op dit moment in deze crisissituatie in onze provincie.

Heren ministers hier aanwezig, ik hoop dat u er toch nog eens zult over nadenken om te weten of u als regering dat signaal niet kunt geven samen met uw Vlaamse collega's.

Ik heb een wrang gevoel, collega's, als ik overdenk op welke manier de eerste minister bij de sluiting van de mijnen hier op deze tribune heeft gestaan en zich heeft geëngageerd voor de toekomst van de mijnwerkers - ik weet wel dat niet alles vergelijkbaar is -, voor de middelen en voor de toekomst van de regio.

Ik heb een wrang gevoel als ik zie hoe in de tijd van het Renault-drama over de grenzen van de partijen heen hier in dit halfroond resoluties en moties werden goedgekeurd om de regering aan te sporen werk te maken van een reconversie en een economische politiek in de regio Vilvoorde. Ik heb een nog groter wrang gevoel als ik in twee interpellaties tot de eerste minister en andere ministers moet vaststellen dat de meerderheidspartijen een eenvoudige motie indienen om tot de orde van de dag over te gaan.

Collega's, er is daar een groot probleem. Mag het alstublieft een beetje aandacht van deze regering krijgen?

01.90 **Serge Van Overtveldt** (MR): Monsieur le président, monsieur

01.90

Serge Van Overtveldt

le ministre, chers collègues, dans la perspective de la création de nombreux emplois, il y a peut-être un mot que je n'ai pas entendu souvent, c'est le nombre d'indépendants. Il y en a 795.000 en Belgique et eux seuls fournissent près de 60% de l'emploi dans notre pays. Il était donc tout à fait naturel que l'accord gouvernemental du 14 juillet 2003 insiste sur la nécessité d'une protection sociale accrue des travailleurs indépendants.

Nous regrettons que le calendrier annoncé en juillet dernier n'ait pas été tenu. En reportant la table ronde, il a été impossible à la conférence pour l'emploi d'intégrer dans ses conclusions les résultats d'une négociation qui n'avait pas eu lieu au niveau des indépendants. Favoriser l'éclosion de nouvelles entreprises indépendantes constitue – tout le monde en conviendra – un défi essentiel pour le développement de l'activité économique. En effet, placer des indépendants dans un contexte stimulant est, à terme, un investissement très profitable pour créer l'emploi de demain.

En outre, il importe de mettre le travailleur indépendant, le chef d'entreprise – bref, tout simplement celui qui a créé son propre emploi et qui fournit de l'emploi à d'autres –, dans une situation plus attractive grâce à une protection sociale améliorée.

Nous rappelons que le processus de revalorisation des pensions les plus faibles, entamé sous la précédente législature – tout le monde en conviendra –, doit être poursuivi.

De même, un déplafonnement progressif du travail autorisé des retraités doit être considéré comme une avancée importante au niveau des conditions de vie des indépendants en fin de carrière. En effet, le travail des indépendants retraités résulte fréquemment du faible niveau des pensions de retraite qui ne leur permet pas de maintenir un niveau de vie décent. C'est pourquoi nous maintenons notre objectif d'une suppression, à terme, de ce plafond.

Comme l'a annoncé tout à l'heure le premier ministre, il reviendra donc à la conférence sur le statut social des indépendants de procéder en priorité à l'examen des propositions du gouvernement qui, selon nous, vont à l'essentiel. L'introduction d'un système de capitalisation dans le régime des pensions présente l'avantage pour l'indépendant de prévoir de manière plus précise le montant de la pension qu'il percevra à l'âge de la retraite.

Quant à l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire, elle permettra aux indépendants de se soigner à temps, ce qui évitera des dépenses de soins de santé plus importants, qui résultent le plus souvent de la prise en charge tardive de la maladie. L'effet de cette mesure sera encore accru grâce aux nouvelles modalités qui s'appliqueront au maximum à facturer. Il s'agit donc bien d'un progrès important en matière d'accessibilité aux soins.

Enfin, le renforcement du caractère d'assurance des allocations d'incapacité de travail et d'invalidité offrira à l'indépendant une meilleure visibilité de la prestation par rapport à l'effort financier consenti.

Les mesures proposées par le gouvernement constituent donc bien un élément fondamental pour la création de nombreux emplois nouveaux. Mesures nécessaires, certes, mais pas suffisantes. Il conviendra en fait de créer un contexte favorable à l'émergence d'entreprises indépendantes, notamment par un assouplissement des règles relatives au paiement des cotisations par les starters.

(MR): Bij het streven naar nieuwe arbeidsplaatsen mag men de categorie der zelfstandigen niet over het hoofd zien. Er zijn 795.000 zelfstandigen en hun aandeel in de tewerkstelling in ons land bedraagt 60%. Volgens het regeerakkoord moeten ze – terecht – een betere sociale bescherming krijgen. Wij betreuren dat de planning niet werd nageleefd: doordat de Rondetafelconferentie naar later is verschoven konden de resultaten van de onderhandelingen met de zelfstandigen niet worden opgenomen in de afspraken die op de werkgelegenheidsconferentie werden gemaakt.

De creatie van nieuwe zelfstandige ondernemingen is van het grootste belang voor de economische activiteit. Als men hun een stimulerend bedrijfsklimaat kan bieden komt dit ook de tewerkstelling ten goede.

Men moet dus zorgen voor aantrekkelijkere arbeidsvoorwaarden voor deze categorie. De herwaardering van de kleinste pensioenen, waarmee men reeds begonnen is, moet worden voortgezet. De zelfstandigen zouden op het einde van hun loopbaan veel baat hebben bij de deplafonnering van wat een gepensioneerd mag bijverdienen. Zij blijven immers vaak doorwerken omdat hun pensioen zo laag is. Op termijn zou dit maximumbedrag moeten verdwijnen.

De Conferentie over het sociaal statuut van de zelfstandigen zal zich moeten buigen over de regeringsvoorstellen. Via een stelsel van kapitalisatie van hun pensioenen zullen ze beter kunnen inschatten hoeveel ze zullen ontvangen. Wanneer de kleine risico's in de verplichte verzekering worden opgenomen zullen zij zich tijdig kunnen laten verzorgen zodat ze later minder geld voor geneeskundige verzorging moeten uitgeven. De nieuwe regeling inzake de maximumfactuur zal dit effect nog versterken.

Indien de arbeidsonaeschiktheidsuitkeringen en

Il ne faudrait pas oublier non plus que la création d'emplois suppose des moyens financiers qu'un indépendant parvient de plus en plus difficilement à obtenir auprès des banques. Mon collègue Alain Courtois me le disait encore tout à l'heure: "Ce ne sont pas seulement les petites entreprises qui vendent des aspirateurs ou des réfrigérateurs qui sont confrontées à ces différents problèmes!"

Au-delà de la revalorisation du statut social de l'indépendant, on ne pourra faire l'impasse sans la création d'un contexte économique favorable à l'initiative privée, seule planche de salut pour l'emploi en Belgique. C'est pourquoi nous avons retenu parmi nos priorités la nécessité de mettre en œuvre une déduction majorée pour les investissements dans les mesures de protection contre les agressions sur les personnes et les biens, et de prévention des accidents du travail.

De même, il est indispensable de poursuivre la réduction des cotisations patronales pour rendre le travail tout simplement plus attractif pour les employeurs et favoriser ainsi l'investissement intensif en emplois.

Nous rappelons également la nécessité de poursuivre la réflexion sur le régime des faillites des entreprises et surtout aussi sur le droit à l'échec, qui doit être reconnu à celui qui a pris simplement le risque d'entreprendre.

Monsieur le président, monsieur le ministre, j'en terminerai en disant qu'accorder une attention toute particulière aux indépendants, c'est assurément mettre les faiseurs de croissance en mesure de contribuer pleinement à l'objectif de la création d'emplois dans notre pays.

de invaliditeitsuitkering ten slotte meer als een verzekering worden opgevat, zal het voor de zelfstandige duidelijker worden dat hij kan rekenen op een vergoeding die overeenstemt met de financiële inspanning die hij heeft geleverd.

De maatregelen die de regering voorstelt, zijn van fundamenteel belang bij het scheppen van nieuwe banen maar zijn ontoereikend. De regering dient een context aan te bieden die de oprichting van zelfstandige ondernemingen aanmoedigt, met name door de regelgeving inzake de betaling van bijdragen voor "starters" te versoepelen. Men dient hierbij echter voor ogen te houden dat het scheppen van banen een financiële inspanning vergt, die een zelfstandige steeds moeilijker kan opbrengen.

Eén van onze prioriteiten is dus de noodzaak om een verhoogde aftrek toe te staan voor investeringen in maatregelen die tot doel hebben personen en goederen tegen geweldsdaden te beschermen en arbeidsongevallen te voorkomen. Tevens dienen de werkgeversbijdragen verder te worden verlaagd opdat arbeid aantrekkelijker zou worden voor de werkgevers en zij er intensiever in zouden investeren.

Bovendien zal men verder moeten nadenken over de faillissementsregeling voor ondernemingen en het recht op mislukking.

Door bijzondere aandacht te besteden aan de zelfstandigen, geeft men diegenen die een economische groei realiseren, de kans een volwaardige bijdrage tot het scheppen van nieuwe banen in ons land te leveren.

01.91 **Guy D'haeseleer** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, iedereen herinnert zich ongetwijfeld nog de actieve welvaartstaat, het begrip dat ontegensprekelijk verbonden was met de vorige paarsgroene regering.

Gebruikmakend van de gunstige economische omstandigheden en de gunstige financiële omstandigheden waarin de toenmalige regering van start ging, wilde men de actieve welvaartstaat uitbouwen. De

01.91 **Guy D'haeseleer** (VLAAMS BLOK): Tout le monde se rappelle certainement l'Etat social actif que le premier ministre allait mettre en place au cours de la première législature grâce à l'excellente situation économique. Mais la conjoncture économique

werkgelegenheidsgraad zou worden opgetrokken: zoveel mogelijk mensen zouden betrokken worden met en ingeschakeld in de arbeidsmarkt. Kortom, de euforie van paarsgroen was niet te temperen, althans niet tijdens de eerste helft van deze legislatuur. Op het ogenblik dat de economie omsloeg, de werkloosheid spectaculair steeg, het aantal faillissementen een hoogtepunt bereikte en de budgettaire marges volledig opgesoupeerd waren, was er opeens van de actieve welvaartstaat niets meer te bespeuren. Het begrip werd begraven. De eerste minister kreeg het woord niet langer over de lippen bij het voorlezen van zijn beleidsverklaring voor het laatste jaar van de vorige legislatuur. Het begrip actieve welvaartstaat was niets meer gebleken dan een luchtbel die reeds voor het einde van de legislatuur open spatte.

Met het aantreden van paars werd door premier Verhofstadt een nieuw symbool gelanceerd: werk, werk, werk. Voor de sp.a is dat werk voor de mensen, werk voor de mensen, werk voor de mensen. Een nieuw symbool werd gelanceerd: 200.000 nieuwe banen! Voor een goed begrip moet ik erop wijzen dat het over 200.000 extra banen gaat waardoor – althans volgens het regeerakkoord – het aantal werkenden zal stijgen van 4,2 miljoen naar 4,4 miljoen. Voor de realisatie van Verhofstadts nieuwe natte droom moet de minister van Werk, de heer Vandenbroucke, maar zorgen. Het staat nu reeds vast dat de 200.000 extra banen deze regering in het algemeen en de minister van Werk in het bijzonder zullen blijven achtervolgen doorheen deze legislatuur. Deze regering zal hierop afgerekend worden.

Om een en ander te realiseren werd snel een werkgelegenheidsconferentie opgezet die oude taboes moest doorbreken en waar van de sociale partners werd verwacht dat zij alleen aan meer banen zouden denken. Alles moest bespreekbaar zijn. De verwachtingen waren groot, maar het resultaat is ronduit teleurstellend. Bij de vakbonden gaan de reacties op de zogenaamde besluiten van deze werkgelegenheidsconferentie van “ruim onvoldoende” tot de vaststelling dat het niet meer is dan een intentieverklaring die niet verworpen maar evenmin goedgekeurd kan worden. De vakbonden zeggen wel de uitvoering ervan niet te zullen blokkeren.

Van de verkiezingsbelofte van de VLD om 1,5 miljard lastenverlaging door te voeren is slechts de helft overleefd gebleven: 400 miljoen euro volgend jaar en 840 miljoen in 2005. Met dit geld hoopt men 60.000 jobs te creëren waarvan slechts 18.000 in de privé-sector. De impact van deze conferentie op de werkgelegenheid in de commerciële sector is bijzonder klein.

De rest van de banen wilt de regering realiseren via een uitbreiding van het systeem van de dienstencheques, goed voor 25.000 banen, de sociale werkplaatsen, goed voor 12.000 nieuwe jobs, en 5.000 jobs in de non-profitsector. Dat zijn de sectoren waarin de overheid traditioneel de grote motor is. In die sectoren was het bereiken van een akkoord dus niet erg moeilijk. Daarmee zullen we het dus moeten doen.

Om meer jobs te creëren is er echter meer nodig dan dat. De loonkosten in onze industrie zijn, samen met de Duitse, bijna de hoogste ter wereld. De beloofde lastenverlaging zal daaraan onvoldoende fundamenteel veranderen. De beloofde 800 miljoen euro op kruissnelheid is veel te weinig om de loonhandicap van minstens 10% met onze buurlanden significant te verkleinen. Minstens het dubbele is nodig om een echt betekenisvol effect te creëren, dat leidt naar extra jobs. Het zou trouwens niet meer zijn dan de uitvoering van de verkiezingsbeloftes.

s'est détériorée, le nombre de chômeurs et les faillites ont augmenté et les budgets se sont épuisés. Plus personne aujourd'hui ne parle de l'Etat social actif. Le premier ministre a trouvé un nouveau symbole pour sa politique: emploi, emploi, emploi. Il veut créer 200.000 emplois. Nous jaugerons le gouvernement à l'aune de cette promesse.

Une conférence pour l'emploi a été organisée afin de réaliser cette promesse. L'espérance était grande mais les résultats sont décevants. Les syndicats eux aussi n'y voient qu'une déclaration d'intention. La promesse du VLD de mettre en œuvre une réduction des charges de l'ordre de 1,5 milliard d'euros a été très sérieusement rabotée. On prévoit à présent 400 millions d'euros l'année prochaine et 840 millions d'euros en 2005. Cet argent devrait permettre la création de 60.000 emplois, dont 18.000 seulement dans le secteur privé.

Il faudra en faire plus si l'on veut vraiment créer davantage d'emplois. La diminution des charges est insuffisante et 800 millions d'euros ne permettront pas de combler notre handicap salarial. Le gouvernement espère qu'un redressement économique se traduira automatiquement par la création d'emplois mais, en réalité, le nombre de faillites et le taux de chômage augmentent. Des dizaines de milliers d'emplois sont également menacés dans les services publics.

Les mesures envisagées seront inopérantes. Dans de nombreux dossiers, le gouvernement dépend du bon vouloir des partenaires sociaux et des entités fédérées. Les restructurations consistent tout simplement à dresser l'inventaire des problèmes. Aucune mesure n'est prise en ce qui concerne la fin de carrière et il n'est pas prévu de réglementation véritable du travail en équipe. Rien n'est dit à propos de l'abrogation de l'article 80 et d'une amélioration du contrôle des chômeurs. Il en va de même pour le statut unique.

De regering hoopt intussen dat de economie herneemt en dat de bedrijven zelf voor de andere 140.000 extra banen zorgen. De realiteit is echter dat het aantal faillissementen hoge toppen scheert, de werkloosheid spectaculair stijgt, ondernemingen massaal de deuren sluiten, collectieve ontslagen en herstructureringen bij de vleet op ons afkomen.

Bovendien zijn er tienduizenden overheidsbanen bedreigd bij de spoorwegen, bij Belgacom, in het leger, bij de ministeries enzovoort. In plaats van gemiddeld 4.160 extra banen per maand te creëren, nodig om uw doelstelling te halen, verliezen duizenden mensen hun job. De regering-Verhofstadt start dus met een negatief saldo dat elke maand groter wordt. Dat is de realiteit.

Om de werkgelegenheid op peil te houden, is in ons land een groei van ongeveer 2% nodig. Wel, dat hebben wij de voorbije jaren niet gehaald en dat zullen we volgend jaar zeker ook niet halen. Het project van 200.000 extra banen is dus een doodgeboren kind. Het is complete oogverblindings.

Naast de verdeling van 400 miljoen voor volgend jaar is er voorts niet veel meer uit die conferentie gekomen. De herplafonnering van de sociale bijdragen op dure kennisjobs komt er niet. De werkgevers worden gesust met een korting van 6%.

Voor de rest is het willen maar niet kunnen, of is de regering afhankelijk van de goodwill van de deelstaten en de sociale partners. Het gaat over intenties die geen enkele waarborg geven op resultaat of waarop de regering nauwelijks vat heeft. De bijkomende middelen voor een echt innovatiebeleid, zijnde 3% van het BNP tegen 2010, hebt u grotendeels niet in de hand. U bent ervoor afhankelijk van de deelstaten.

Wat de bijkomende vormingsinspanningen betreft, kan u alleen maar hopen dat de sociale partners hun vroeger aangegane engagement om 1,9% van de loonmassa tegen 2004 aan vorming te besteden, uitvoeren. Het verleden leert ons dat bij de realisatie van die bijkomende vormingsinspanningen ernstige vragen gesteld kunnen worden.

Wat de problematiek van de herstructureringen betreft, blijft het bij de aanleg van een inventaris van de knelpunten en een experiment dat facultatief is.

Ook de broodnodige discussie over de eindeloopbaanproblematiek wordt voor zich uitgeschoven. Het vooropgestelde systeem van het nieuwe stelsel van tijdsparen, dat zal moeten toelaten om gezin en werk beter te verzoenen, lijkt ook niet voor morgen. De werkgeversorganisaties staan daarvoor niet te trappelen. Nochtans is de vraag naar maatregelen dienaangaande prangend en meer dan terecht. Ik ben benieuwd naar de vooruitgang in dat dossier.

Ook een betere regeling voor overuren en ploegenarbeid komt er niet. Enkel voor de nachtarbeid staat een klein initiatief op stapel, een defensief voorstel dat eerder de bedoeling heeft om te houden wat we hebben en niet zal leiden tot extra jobs.

Over de afschaffing van artikel 80, gecombineerd met een betere controle van de werkbereidheid van de werklozen, is er niets uit de bus gekomen en wordt alles doorgeschoven naar werkgroepen of werven zoals de minister het noemt.

Hetzelfde geldt voor het probleem van het eenheidsstatuut. Als u de toevoer naar de knelpunten beroepen wilt aanpakken, kan een

Pourquoi n'y a-t-il aucune mesure concernant les secteurs de l'horeca et de la construction dont nul n'ignore qu'ils recourent abondamment au travail au noir. Il faut d'urgence abaisser le taux de TVA à ce niveau

La question-clé – quels objectifs la politique industrielle mise en œuvre dans ce pays poursuit-elle ? - n'a pas été posée. Comment entend-on financer la sécurité sociale à l'avenir?

Qu'en est-il, par ailleurs, de la régionalisation de la politique en matière d'emploi? Les différences communautaires sont trop importantes pour que les problèmes soient réglés au niveau unitaire. Nous ne devons pas nous attendre à un renversement de la situation tant que cette compétence n'aura pas été régionalisée. En effet, un parti tel que le PS n'acceptera jamais de lutter activement contre la fraude sociale. Ce qui constitue une fraude à nos yeux leur apparaît comme de la solidarité interrégionale et interpersonnelle. Et, sous la prochaine législature, la punition guettera tous ceux qui refusent de suivre la voie tracée par les Wallons.

Les 200.000 emplois promis ne sont que du vent. Les Flamands ne seront en mesure de mener une politique énergique axée sur une véritable création d'emplois que si cette matière est régionalisée. Voilà le message du Vlaams Blok.

eenheidsstatuut een zeer belangrijke rol spelen. Het gebrek aan technici heeft ongetwijfeld ook te maken met het aftandse onderscheid tussen arbeider en bediende. Wat het eenheidsstatuut betreft, vrees ik dat we verdergaan op de weg die we al jaren bewandelen, namelijk de weg van het in kaart brengen van de verschillen, de onderhandelingen tussen sociale partners en vergaderingen in werkgroepen. Kortom, ook in dit dossier blijft men reeds jaren ter plaatse trappelen.

Waarom blijven maatregelen in de arbeidsintensieve sectoren zoals de bouw en de horeca achterwege? De bouw is bijvoorbeeld goed voor 8% van alle actieven in dit land. In de horeca en de bouw liggen de extra jobs voor het rapen. Ze bestaan al op dit moment, alleen wordt er nu in het zwart gewerkt. De noodzakelijke BTW-verlagingen moeten dan ook zo snel mogelijk komen. Dat zou niets meer zijn dan de uitvoering van de zoveelste verkiezingsbelofte. Zo zijn er nog tal van andere dossiers.

Over de kern van de zaak werd echter niet gesproken. Waar willen wij in de toekomst heen met het industriële beleid in dit land? Wij delen de mening niet van degenen die zeggen dat men voortaan alles moet inzetten op een diensteneconomie. Een diensteneconomie kan immers maar draaien als er een gezonde productiebasis, een gezonde industrie bestaat.

Hoe zien wij in de toekomst inderdaad de financiering van de sociale zekerheid? Moeten de ziekteverzekering en de kinderbijslagen blijvend gefinancierd worden via lasten op arbeid? Dat is een terechte vraag die in de nabije toekomst moet worden beantwoord.

Op welke manier kan er een beleid gevoerd worden dat afgestemd is op de regio's?

Dat zijn de vragen die moeten worden beantwoord als men klaar wil zijn om een economische relance te vertalen in een maximum aantal jobs. Hoe zit het immers met de regionalisering van het werkgelegenheidsbeleid? Vice eerste-minister Dewael stelde in maart op een VLD-congres nog dat er niet veel heil te verwachten valt van een Belgisch beleid. Hij pleit dus ook voor een regionalisering van het loon- en werkgelegenheidsbeleid. Ik heb hem daarover niet meer gehoord.

Dat is nochtans de kern van de zaak. Het is de oplossing voor vele problemen. In vele dossiers valt er slechts een reële doorbraak te forceren als de neuzen allemaal in dezelfde richting wijzen. Dat is zeker niet het geval. De communautaire verschillen zijn zo groot dat er van een unitair Belgisch beleid geen wonderen mogen verwacht worden. De noodzakelijke fundamentele ingrepen worden via een unitair Belgisch beleid onmogelijk gemaakt.

Mijnheer de minister, u bent nochtans hoopvol als u op het einde van de eerste werkgelegenheidsconferentie stelt dat er nog maar pas begonnen is met het verlaten van de begane paden die nodig zijn om een echte ommezwaai tot stand te brengen op de arbeidsmarkt en aansluitend een aantal nieuwe initiatieven aankondigt. Ik hoor u graag verklaren dat u alle fraude wil aanpakken. Ik wil u graag geloven als u stelt dat de rechtvaardigheid van ons systeem verloren gaat als we de handhaving en de uitvoering van ons sociaal systeem niet in het oog houden.

Ik wil u graag geloven als u zegt dat degene die langdurig werkloos is en geen moeite doet om werk te vinden niet thuishoort in de werkloosheid. Mijnheer de minister, deze ommezwaai zal er echter nooit komen. In het Waalse landsgedeelte hebben werkgevers en werknemersorganisaties nu reeds een pact gesloten om ervoor te

zorgen dat het status quo wordt behouden. De PS zal nooit dulden dat u de fraude van sociale uitkeringen aanpakt en dat u de werkbereidheid van werklozen beter zal controleren en bestraffen. Wat voor ons een vangnet is, is voor hen een hangmat. Wat wij Vlamingen sociale fraude noemen, is voor hen interregionale en interpersoonlijke solidariteit.

U zal die misbruiken nooit kunnen aanpakken. U zou dat nochtans moeten weten uit de vorige legislatuur. U was toen nog minister van Sociale Zaken en Pensioenen. U hebt toen ook een zeer voorzichtige poging gedaan om de misbruiken in de gezondheidszorg weg te snijden. Het resultaat is dat op het departement waar u uw werk graag wilde verder zetten nu een PS'er zit. Indien u dus niet in de pas loopt van de Walen, indien u dreigt te zullen raken aan de zogenaamde Waalse verworvenheden, dan riskeert u bij een volgende regeringsvorming opnieuw een prijs te betalen. U dreigt dan te eindigen als staatssecretaris van Ontwikkelingssamenwerking. Vraag het maar aan uw collega Verwiltghen. Hij heeft op dat vlak reeds enige ervaring.

De communautaire tegenstellingen zijn te scherp, de symbooldossiers te talrijk, de taboes te groot om vanuit een unitaire visie de problemen daadwerkelijk aan te pakken. Deze werkgelegenheidsconferentie is daarom ook een flop geworden. Daarin zal in de toekomst geen verandering komen. Het project van de actieve welvaartsstaat van de vorige regering heeft ongeveer 2,5 jaar stand gehouden. Het nieuwe project van 200.000 extra banen is een luchtbel die reeds opengespat is voor het eigenlijke werk begint.

Alleen de defederalisering van het volledige werkgelegenheidsbeleid zal de deelstaten in het algemeen en Vlaanderen in het bijzonder toelaten om het krachtige beleid te voeren dat nodig is om de achterstand tegenover onze buurlanden goed te maken en om de meer dan broodnodige jobs te creëren. Deze bieden garantie voor Vlaamse welvaart en welzijn. Dit is de boodschap die het Vlaams Blok steeds heeft gebracht. Ze zal dat ook in de toekomst met nog meer overtuiging verkondigen. Ik parafraseer VLD'er Paul De Grauwe "Al de rest is prutsen in de marge."

01.92 Colette Burgeon (PS): Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, le gouvernement a fixé le budget de l'assurance maladie à 16 milliards 258 millions d'euros pour 2004, respectant ainsi son engagement d'augmenter le budget des soins de santé de 4,5% en termes réels. C'est pour nous et pour tous nos concitoyens une avancée sociale significative.

Grâce à cette augmentation, de nouvelles initiatives pourront être prises tout en sauvegardant les principes basiques de notre modèle de soins de santé, à savoir la solidarité, la qualité et la liberté de choix.

Une préoccupation majeure de ce nouveau budget se situe sans conteste au niveau des jeunes. Trois centres de lutte contre la douleur chez les enfants vont être créés, dès 2004. L'âge jusqu'auquel on appliquera le principe du maximum à facturer passe de 16 à 18 ans. Enfin, plus original encore, des chèques contraception d'une valeur de 3 euros permettant l'achat de pilules et de préservatifs vont être mis à la disposition de tous les jeunes de moins de 21 ans.

Je rappelle que, selon le dernier rapport de la commission nationale d'évaluation sur l'interruption de grossesse, on est passé de 46 à 75 cas chez les 10-14 ans et de 2.036 à 2.133 cas chez les 15-19ans. Dans l'ensemble des femmes ayant subi une interruption volontaire de grossesse en 2001. 43% déclaraient n'avoir utilisé aucune méthode

01.92 Colette Burgeon (PS): De regering beloofde de middelen voor de gezondheidszorg met 4,5 % te verhogen en heeft dat ook gedaan. Dit is een belangrijke doorbraak op sociaal gebied, die de solidariteit, de kwaliteit en de vrije keuze inzake de gezondheidszorg waarborgt.

Hoewel nog heel wat inspanningen moeten worden geleverd, wordt bijzondere aandacht besteed aan de jeugd via maatregelen zoals de opening van drie pijncentra voor kinderen, de maximumfactuur tot 18 jaar en de "anticonceptiecheques".

De terugbetaling van tandprothesen vanaf 50 jaar is eveneens een belangrijk punt.

Ook al wordt 35 miljoen euro

contraceptive. Le travail à accomplir en cette matière est encore considérable. Mais je me réjouis que cette problématique ait été prise à bras le corps.

Une autre mesure importante à nos yeux, c'est le remboursement des prothèses dentaires à partir de 50 ans. Selon certaines estimations, l'INAMI ne consacre que 11 euros par habitant et par an aux soins dentaires. Or ceux-ci influencent – on le sait - l'état de santé en général et constitue le baromètre social par excellence.

35 millions d'euros sont consacrés à combler une partie du déficit des hôpitaux. A cet égard, il ne faut pas se méprendre: le problème du déficit structurel du financement des hôpitaux deviendra vite insurmontable dans le futur.

Les rationalisations successives, auxquelles on a assisté ces dernières années, ont pour limite le maintien indispensable de soins de haute qualité accessibles à tous et à toutes et à proximité des citoyens.

Nous remercions notre ministre des Affaires sociales et de la Santé publique d'y avoir été attentif dans le cadre de ce budget, mais nous attirons également son attention sur la nécessité de reconnaître la spécificité des hôpitaux publics. Il importe de garantir leur rôle essentiel dans notre société, notamment en leur octroyant un financement juste et adéquat.

Cela dit, l'augmentation du budget des soins de santé crée désormais les conditions favorables à la poursuite de l'optimisation des moyens de l'assurance, c'est-à-dire sans risque de report de charges sur les patients, sans risque de rationnement et sans risque d'entorses aux choix thérapeutiques justifiés du corps médical.

Enfin, le gouvernement entend conforter le rôle de la médecine générale en relevant les honoraires des médecins. Nous appuyons bien évidemment cette mesure mais, de manière plus large, nous rappelons que le déploiement du système au départ des soins de première ligne ne signifie pas que les choix en matière de Santé publique deviennent le monopole d'un des acteurs. C'est toujours le patient qui devra être au cœur des préoccupations.

Une petite suggestion encore en matière de médicaments génériques, monsieur le ministre. L'Union Nationale des Mutualités Socialistes plaide pour que le système de référence s'accompagne de mesures visant à encourager la prescription de médicaments génériques: par exemple, le forfait pour le dossier médical global et/ou le forfait d'accréditation pourraient être modulés en fonction d'un seuil minimum de prescriptions de génériques. C'est là sans doute une piste à investiguer pour une prescription plus rationnelle des médicaments.

Pour terminer, je reviens à nouveau sur un dossier qui me tient particulièrement à cœur, celui du fonds des créances alimentaires. J'espère qu'un jour je ne devrai plus intervenir car au moins on aura trouvé une solution valable.

aangewend om het tekort van de ziekenhuizen gedeeltelijk weg te werken, hun structureel financieringstekort zal weldra onoverkomelijk worden. Wij vestigen de aandacht van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid op de fundamentele rol van de openbare ziekenhuizen, die dienen te kunnen rekenen op een billijke en adequate financiering.

Dankzij het optrekken van de begrotingsmiddelen voor de gezondheidszorg, kunnen die middelen, zoals voorheen, zo optimaal mogelijk worden aangewend, zonder de kosten af te wentelen op de patiënt, zonder gevaar voor rantsoenering en zonder de verantwoorde therapeutische keuze van het medisch korps in het gedrang te brengen.

We staan achter de regeringsbeslissing de honoraria van de huisartsen op te trekken, maar wijzen erop dat de patiënt in het debat over de volksgezondheid centraal moet staan.

Het Nationaal Verbond van socialistische mutualiteiten pleit voor maatregelen om het voorschrijven van generische geneesmiddelen aan te moedigen, bijvoorbeeld door er rekening mee te houden in het forfait voor het medisch dossier of in het accrediteringsforfait.

In de begroting worden geen middelen vrijgemaakt voor de activering van het Fonds voor alimentatievorderingen. Zullen de middelen die voortvloeien uit de inning van het achterstallige onderhoudsgeld bij de wanbetalers wel volstaan? Ik hoop dat dit dossier, dat zo een 160.000 mensen aanbelangt, naar aanleiding van de begrotingscontrole van maart-april zal kunnen worden afgerond.

01.93 Raymond Langendries (cdH): Dommage que M. Reynders ne soit plus là.

01.94 Colette Burgeon (PS): Il est dommage, en effet, que M.

Reynders ne soit plus là. Mais des ministres de la majorité sont encore présents et pourront certainement lui rapporter ce que je vais dire.

01.95 Raymond Langendries (cdH): M. Vandenbroucke a l'air préoccupé par autre chose.

01.96 Colette Burgeon (PS): M. Vandenbroucke sait faire deux choses à la fois, je l'ai déjà vu en commission avant qu'il ne parte au Royaume Uni. Depuis son retour, il sait même faire trois choses à la fois, à mon avis!

J'aurais voulu demander à M. Reynders si j'avais bien compris qu'il faudrait patienter avant que le service des créances alimentaires au sein du SPF Finances n'entre en vigueur. Je voudrais souligner, pour rappel, que le problème des pensions alimentaires impayées touche aujourd'hui 160.000 personnes en Belgique. Certains disent 300.000, il faudra vérifier. Au sein de ce nouveau budget, aucun montant n'a été débloqué pour permettre l'activation du fonds. Si le ministre Reynders dispose d'un droit d'injonction lui permettant de recouvrer les pensions dues par les mauvais payeurs dès juin 2004, il reste à vérifier que la contribution des mauvais payeurs suffira à la mise en œuvre ultérieure du fonds. Dire qu'il y a quelque temps à peine, M. Reynders déclarait, et je le cite: "Techniquement, tout est prêt aux Finances pour le faire fonctionner".

01.97 Raymond Langendries (cdH): (...)

01.98 Colette Burgeon (PS): Mais il m'entend. Les voies de M. Reynders ne sont pas impénétrables.

Nous déplorons que cet engagement n'ait pas été suivi d'effets. Des familles vivent de véritables drames sociaux à cause de l'inexistence de ce fonds. J'espère, messieurs les ministres, que vous demanderez à M. Reynders de mettre tout en œuvre afin que ce dossier puisse aboutir lors du contrôle budgétaire de mars-avril prochain. Je me permets d'insister à ce sujet. Croyez-moi, si jamais cela arrive, je n'y reviendrai plus si ce n'est pour me réjouir qu'enfin on a trouvé une solution.

01.99 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Des nouveaux projets intéressants sont proposés pour couvrir des besoins qui ne l'étaient pas jusqu'à présent, Mme Burgeon vient de les évoquer: meilleure couverture des prothèses dentaires des plus de cinquante ans, intervention dans les frais de contraception pour les jeunes, organisation d'un financement amélioré de la prise en charge des patients comateux. Toutes ces choses ont déjà été citées plusieurs fois.

Ces projets ne peuvent évidemment être financés que par les mesures d'économie annoncées, et j'y reviendrai dans un instant. Mais comment va-t-on appréhender les autres besoins qui ne sont actuellement pas couverts? Je pense en particulier au sous-financement structurel des hôpitaux, qui s'élève - selon le Conseil national des établissements hospitaliers - à plus de 400 millions d'euros. Nous avons pu lire dans certaines déclarations, M. le ministre, que vous comptiez refinancer les hôpitaux, notamment par la prise en charge de l'augmentation barémique pour 2004. Mais cette augmentation barémique ne représente qu'une partie du sous-financement, inférieure à 50%. Comment va-t-on donc enrayer ce déficit structurel qui met beaucoup d'hôpitaux en difficulté - et certains même en très grande difficulté?

01.99 Catherine Doyen-Fonck (cdH): De sector van de gezondheidszorg mag dan al relatief versterkt uit de begrotingsonderhandelingen komen, toch moet men realistisch blijven: de toename van 4,5% stemt overeen met de natuurlijke groei van de uitgaven die verband houdt met de vergrijzing, de medische vooruitgang en de keuzes die door de patiënten worden gemaakt.

Er worden interessante nieuwe plannen uitgetekend, maar zij kunnen enkel dankzij aangekondigde besparingsmaatregelen worden gefinancierd.

Hoe zit het voorts met de

Par ailleurs, les prestataires de soins vont-ils se contenter de ce qui est annoncé? Un des enjeux majeurs de cette législature sera de redonner aux prestataires de soins la place qui est la leur au sein de notre système de soins de santé et de recréer la confiance indispensable pour en assurer la gestion. La déclaration n'en parle guère. Les marges de manœuvres pour revaloriser la pratique, l'acte intellectuel et les autres prestations médicales sont extrêmement réduites. Monsieur le ministre, ne craignez-vous pas de connaître très rapidement des mouvements d'humeur au sein des professionnels de la santé qui risquent de mettre à mal les projets et votre bonne volonté?

Le gouvernement prend également un engagement sur l'utilisation efficace des moyens mis en œuvre et j'ai pu lire dans la presse l'annonce de 220 millions d'économie pour 2004. Je pense effectivement que la maîtrise des dépenses des soins de santé est indispensable si l'on veut maintenir notre système de soins dans un système fédéral et éviter de déboucher sur une médecine duale dont les conséquences remettraient fondamentalement en cause notre modèle social.

La plupart des économies annoncées le sont dans le secteur du médicament. J'éprouve, dès lors, certaines craintes quant à l'efficacité de cette politique d'économies qui, jusqu'à présent, s'est toujours soldée par un échec.

Je voudrais de nouveau revenir sur la limitation de l'offre médicale. Dans la note de politique générale présentée en juillet, le premier ministre avait annoncé que votre gouvernement défendait le principe d'une régulation souple de l'offre médicale. Mais le maintien de la limitation de l'offre à l'issue de sept années de formation universitaire nous semble inacceptable, voire même irresponsable. Cette situation juridique différenciée entre le fédéral et les Communautés occasionne trop d'incertitudes, de stress et d'angoisses pour des jeunes qui ont entamé des études de médecine. Ils ne seront pas autorisés à pratiquer leur profession après sept années d'études sans compter les frais engendrés par toutes ces années pour les parents, pour l'Etat. Le collège des doyens des universités francophones vous a remis, monsieur le ministre, un mémorandum à ce sujet et dans les prochains jours, je vous interrogerai pour connaître votre position à ce sujet.

Tous les membres de la commission de la Santé publique ont reçu un exemplaire des dialogues de la santé. Lorsque M. le ministre a lancé cette proposition, il y a quelques semaines, nous étions tous séduits par cette idée fort démocratique restaurant le dialogue entre les professionnels de la santé, les autres intervenants de la santé et les décideurs politiques. Mais à la lecture des annonces faites quant à la répartition de l'augmentation du budget des soins de santé et aux mesures d'économie, je m'interroge cependant sur l'intérêt encore de ce dialogue de la santé dès lors que les arbitrages, manifestement, viennent d'avoir lieu. N'ont-ils donc, monsieur le ministre, pas d'autre vocation que celle d'une thérapie occupationnelle?

Avant de discuter de la seconde partie de mon intervention, je voudrais rappeler la conclusion de la déclaration du premier ministre. Je ne la citerai pas complètement. Vous avez tous retenu "les élèves modèles", "le mariage modèle", "le logement modèle", "la rue modèle", "l'Etat modèle", "le gouvernement modèle".

structurele onderfinanciering van de ziekenhuizen, die oploopt tot 421 miljoen? De herfinanciering door de regering via de tenlasteneming van de verhoging van de loonschalen voor 2004 vertegenwoordigt minder dan 50% van de onderfinanciering.

Zullen de medische hulpverleners genoeg nemen met wat wordt aangekondigd? De ruimte die bestaat om de praktijk, de intellectuele handeling en de andere medische verstrekingen te herwaarderen, is uiterst beperkt.

De regering gaat de verbintenis aan de middelen op een efficiënte wijze aan te wenden en dat is ook noodzakelijk. Voor 2004 worden 220 miljoen aan besparingen aangekondigd. Maar in de sector geneesmiddelen zal het meest worden bespaard. Ik stel me vragen bij de efficiency van zo'n beleid.

Het medisch aanbod na zeven jaar studie blijven beperken is onaanvaardbaar en onverantwoord want het veroorzaakt te veel stress bij de studenten. Bovendien kosten de studies de ouders handenvol geld.

Hebben de "Gezondheidsdialogen" - waarachtig een democratisch idee - nog enig nut aangezien op begrotingsniveau alles al is beslist?

Ik had, mijnheer de premier, willen weten welke concrete voorstellen u op zak hebt om al de modellen die in uw verklaring aan bod komen, te realiseren. In dat verband stel ik me vragen over de oprichting van de "staten-generaal van het gezin" die in juli werd aangekondigd.

Wat het Fonds voor alimentatievorderingen betreft, heb ik de premier gisteren horen aankondigen dat de regering werk zal maken van "het opstarten van het Alimentatiefonds, dat vanaf juni zijn eerste betalingen zal uitvoeren." Daarmee kan ik geen genoeg nemen. In juni van welk jaar trouwens? Volgens persberichten blijven de OCMW's voorschotten uitbetalen tot begin 2005.

Le **président**: "L'opposition modèle".

01.100 Catherine Doyen-Fonck (cdH): J'allais oublier "le président modèle".

J'aurais souhaité connaître de M. le premier ministre les propositions concrètes pour la réalisation de tous ces modèles. Dans ce contexte, je m'interroge d'ailleurs également sur la création des états-généraux de la famille, annoncés en juillet dernier, mais Mme Simonis n'est pas présente.

Par ailleurs, j'aurais voulu encore interroger la secrétaire d'Etat, qui serait peut-être mieux informée que moi concernant le fonds des créances alimentaires, car je suis restée hier sur ma faim lorsque j'ai entendu M. le premier ministre annoncer - je cite - "le lancement du fonds des créances alimentaires qui effectuera son premier paiement au mois de juin". Mais au mois de juin de quelle année?

La presse, elle, nous apprend que le ministre des Finances disposera d'un droit d'injonction lui permettant de recouvrer les pensions dues par les mauvais payeurs, dès juin 2004, ce qui permettrait de constituer provisoirement un fonds qui ne servirait toutefois qu'à partir de 2005 au paiement d'avances aux créanciers. Ce seront donc les CPAS qui continueront à payer les avances jusqu'au début 2005, alors que la loi du 21 février 2002 l'avait prévu initialement en septembre 2003. De toute façon, les CPAS ne permettent évidemment actuellement de ne rencontrer qu'une partie des situations dramatiques qui naissent du non-paiement.

Dans la déclaration gouvernementale du mois de juillet, le gouvernement affirmait qu'il fallait encore régler la question de ce fonds. Mais pourquoi faut-il encore régler cette question alors qu'une loi créant ce service de créances alimentaires a été votée par une large majorité lors de la législature précédente? Ce système est inacceptable. Comme vous le savez, et comme l'a rappelé Mme Burgeon, le problème de non-paiement revêt une réelle gravité dans notre société. Cela pose problème dans 43% des cas: 19% sont complètement impayés, 24% le sont avec retard.

Me tournant vers vous, mesdames du PS, je vais reprendre ici un article "carte blanche" de Mme Simonis tiré du journal "Le Soir" et paru cette année sous la précédente législature. Dans cet article, Mme Simonis dit: "Sont bafouées les simples exigences de tout Etat de droit à savoir, le respect des jugements des tribunaux, l'égalité parentale dans la prise en charge de l'éducation des enfants, le droit des enfants ainsi que celui des parents gardians, à savoir les mères le plus souvent, qui se retrouvent dans des situations financières difficiles".

Que fait donc Mme la secrétaire d'Etat à la Famille de ces 300.000 enfants victimes de pensions alimentaires non payées, enfants qui constituent notre avenir?

Qu'allez-vous répondre, madame Simonis, mesdames du gouvernement, mes consœurs, mes chères consœurs, lorsque des mères de famille viendront vous voir parce qu'elles ont renoncé à entreprendre - ou même interrompu - de coûteuses procédures de récupération de leurs créances pensant que la mise sur pied imminente de ce service allait enfin les aider?

Savez-vous qu'en 2004 - et je pense que mes sources sont correctes - cela fera 30 ans que ce problème est discuté au Parlement?

01.100 Catherine Doyen-Fonck (cdH): In juli deelde de regering in haar beleidsverklaring mee dat de kwestie van het Fonds voor alimentatievorderingen nog geregeld zou moeten worden. Hoezo? Er werd toch een wet aangenomen tot oprichting van dat fonds?

Dat soort methoden is werkelijk onduidelijk. Ik doe een beroep op de vrouwelijke solidariteit. Wij moeten hiervoor op de barricaden gaan staan : het is een politieke prioriteit. In 2004 zal dat probleem 30 jaar lang op de parlementaire agenda hebben gestaan. Wij als politici moeten een einde maken aan die onzekerheid.

Ik was zeer verbaasd, mijnheer de eerste minister, toen ik recentelijk uw boek met de regeringsverklaring van juli jongstleden ontving. Het is duidelijk dat u sedertdien van donkerpaars naar lichtpaars bent geëvolueerd. Ik hoop dat u niet verder verbleekt.

Mesdames, j'en appelle à la solidarité féminine, et là je me tourne vers les quelques dames qui sont encore dans la salle. Nous devons monter au créneau, il s'agit d'une priorité politique. Mettons-nous, mesdames, un instant à la place de ces femmes!

01.101 Colette Burgeon (PS): (...)

01.102 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Bien sûr, madame Burgeon! Je ne renie absolument pas ce qui a été fait. Mais cela fait 30 ans que vous en discutez, et je trouve qu'après 30 ans, il faut pouvoir apporter une réponse claire pour que ces personnes, ces familles, ces enfants, ces femmes puissent au moins savoir ce qu'elles doivent faire. Que ce soit oui ou que ce soit non, je pense qu'à un moment donné, en tant que politiques, on ne peut pas maintenir les gens dans une incertitude pareille.

Je suis novice et j'ai vu cela de l'extérieur. Toutefois, ayant déposé une proposition de résolution pour les créances alimentaires, je me rends compte que nous ne sommes pas beaucoup suivi. Dès lors, mesdames, je vous interroge à ce propos.

Certes, tout cela n'efface évidemment pas ce que vous avez fait auparavant, au contraire. Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est aussi grâce à vous.

Pour toutes ces familles, pour tous ces enfants, pour cet accord intervenu avant les élections, pour toutes ces promesses non tenues, madame la secrétaire d'Etat, monsieur le ministre, mesdames, allez-vous faire valoir enfin une solution concrète, claire et précise?

Je le redis, nous ne pouvons pas, en tant que politiques, maintenir une incertitude pareille. En trente ans, une décision claire doit pouvoir être prise!

Pour conclure, à cette heure tardive, je voudrais faire une petite comparaison. Grand a été mon étonnement lorsque, tout récemment, j'ai reçu votre livre de déclaration du gouvernement de juillet dernier. A l'image de la déclaration d'hier de M. le premier ministre, de l'optimisme violet foncé de juillet dernier, j'ai eu l'impression que vous étiez passé au violet clair. J'espère que cela ne pâlera pas davantage!

Je vous remercie de votre attention.

Le **président**: Merci. J'ai cru voir que l'arrière du petit livre était bleu foncé.

01.103 Camille Dieu (PS): Monsieur le président, j'ai bien écouté Mme Fonck mais quand elle parle de trente années passées sans succès, je dois tout de même lui rappeler que le PSC, en son temps, a été au pouvoir pendant ces années sans réussir à dégager une solution. Peut-être que la politique de la famille n'y était pas?

01.103 Camille Dieu (PS): Wanneer Catherine Fonck het heeft over dertig jaar zonder successen, herinner ik haar eraan dat de PSC in die dertig jaar heel vaak aan het bewind is geweest.

01.104 Raymond Langendries (cdH): Ca c'est une nouvelle!

01.105 Camille Dieu (PS): Je voudrais aussi ajouter que Mme Simonis s'est battue pour ce Fonds de créances alimentaires. Mais vous savez comme moi que des arbitrages sont intervenus en termes de priorités et que ceci, je suis d'accord avec Mme Fonck, n'a toujours pas été considéré comme une véritable priorité. Nous le déplorons autant que les autres et nous avons participé aux manifestations dans ce sens.

01.105 Camille Dieu (PS): Mevrouw Simonis heeft zich heel sterk ingezet opdat het fonds er zou komen, maar het wordt nog altijd niet als een prioriteit beschouwd en wij betreuren dat.

01.106 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Madame Dieu, puisque vous avez l'air si optimiste et que vous avez manifestement envie de faire avancer les choses, il y a une proposition de résolution qui a été déposée, cosignée par Mme Gerken et par Mme D'hondt du CD&V. Je vous propose de la cosigner.

01.107 Colette Burgeon (PS): Je vous signale quand même qu'au PS, une proposition de résolution a été déposée également.

Comme par hasard, ...Quand on voit les signataires...Cela fait partie du jeu. Je serais d'autant plus forte si j'étais dans l'opposition pour signer ce genre de choses. Les cosignataires sont les partis d'opposition. Nous essayons de nous battre comme on l'a déjà fait sous la précédente législature. Je suis pratiquement convaincue, et j'espère que les ministres présents ne me démentiront pas, qu'avant la fin de la législature, on aura trouvé une solution pour tout le monde.

En 2004, il y aura une solution à partir de juin, je l'espère. L'année suivante, le CPAS laissera tomber les avances et ce sera le Fonds qui travaillera.

Je ne veux pas que l'on trouve une solution mitigée où, à nouveau, ce sont les CPAS qui travaillent. Cela leur donne en effet un travail extraordinaire qu'ils ne demandent plus du tout. De plus, ils doivent déboursier 10%.

01.108 ...: (...)

01.109 Colette Burgeon (PS): Cela va encore durer quelques mois. Mais, je préfère attendre quelques mois et aboutir à un système qui fonctionne correctement et qui s'applique à tous les jugements.

01.110 Raymond Langendries (cdH): Monsieur le président, il y a trois mois, au moment de la déclaration du gouvernement, M. le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement était fin prêt à fonctionner immédiatement!

01.111 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Monsieur le président, je voudrais éclairer les personnes qui restent dans la salle. Si je peux me permettre, madame Burgeon, la proposition de résolution que vous avez déposée traite essentiellement de la question de faisabilité, matière qui – je pense, même si je n'y étais pas et vous y avez beaucoup travaillé – a déjà été largement étudiée!

01.112 Muriel Gerken (ECOLO): Monsieur le président, je vais profiter du débat en cours sur le fonds de créances alimentaires et ajouter quelques éléments. Il est vrai que le PS a déposé une proposition de résolution en demandant de vérifier la faisabilité, d'une part, et, d'autre part, d'apporter une solution dans les plus brefs délais, donc pas de date demandée par le PS.

Même si cela a mis beaucoup de temps, j'estime malgré tout que depuis trente ans les choses ont évolué. Si les choses ont évolué sous cette législature c'est aussi parce que toute une série de parlementaires ont exigé et ont forcé le travail. Mais quand une loi a été votée, quand un engagement a été pris, je trouve un peu triste qu'aucune réclamation ne soit faite pour son application. On gagne ou on perd... Mais dans le cas présent, je pense que vous pouviez franchement rejoindre les signataires – il est vrai de l'opposition –

01.106 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Er bestaat een voorstel van resolutie. Ik stel voor dat u dat mee ondertekent.

01.107 Colette Burgeon (PS): Ik wijs er u op dat ook de PS een voorstel van resolutie heeft ingediend. Ik hoop dat de ministers mij niet zullen tegenspreken : voor het einde van de zittingsperiode komt er een oplossing. Ik wacht liever enkele maanden tot een en ander correct kan functioneren.

01.110 Raymond Langendries (cdH): Drie maanden geleden verklaarde de minister van Financiën dat het fonds volledig klaar was !

01.112 Muriel Gerken (ECOLO): Het is jammer dat wanneer een wet werd aangenomen, er geen bezwaar kan worden aangetekend met betrekking tot de uitvoering ervan : u had zich kunnen aansluiten bij de resolutie waarin de inwerkingtreding in januari gevraagd wordt. De resolutie van de PS verwijst niet naar een bepaalde datum. Wat mij ergert is dat gedurende de hele verkiezingscampagne, iedereen, de heer Reynders inbegrepen, pratend op het bestaan van dat fonds.

demandant l'entrée en vigueur en janvier.

De plus, j'estime qu'en affirmant cela on n'est pas forcément excessif et abusif. Puisque tant qu'il n'y a pas de fond, il n'y a pas de possibilité de récupération de toutes les créances impayées, l'administration des Finances va faire ce qu'elle fait déjà. En effet, quand, après un an, le CPAS n'a pas récupéré l'argent, c'est déjà le ministère des Finances qui s'en charge. Mais le système tel que proposé par M. Reynders signifie que cette récupération ne pourra porter que sur les sommes avancées par les CPAS aux personnes ayant droit à cette aide et pour le montant plafonné du CPAS.

Cela signifie que, pour la récupération nécessaire avant de pouvoir payer les avances, nous assisterons à une constitution de fonds provenant de ceux qui ont le moins de moyens, et ce ne sera qu'une partie particulièrement faible. Pourtant, si l'on avait décidé de mettre le fonds en vigueur à partir du 1^{er} septembre, voire du 1^{er} janvier, je comprendrais très bien qu'on veuille consacrer trois mois à la récupération telle que prévue dans la loi, c'est-à-dire via le fonds; ce serait alors l'ensemble des revenus et des non-payeurs qui contribueraient au financement de ce fonds, qui ne coûterait pas grand-chose à l'Etat, si ce n'est le personnel chargé de cette mission, et qui permettrait de constituer une réserve autorisant une redistribution entre l'ensemble des revenus et l'ensemble des non-payeurs, et vis-à-vis de l'ensemble des femmes.

Ce qui me fâche en plus, c'est que pendant toute la campagne électorale, tout le monde, y compris M. Reynders, s'est vanté de cette grande avancée. Je me souviens des invités qu'il a fait venir; ensuite, plus rien. Je pense qu'avant les élections régionales, on aura droit à une nouvelle avancée qui permettra de revendre une deuxième fois le fonds de créances alimentaires.

C'est ce que je voulais ajouter concernant cet engagement non tenu. Voilà qui me fait douter parfois, M. Vandenbroucke, de la capacité à toujours respecter ses engagements: il existe des engagements qu'on ne respecte pas sans doute parce qu'on ne croit pas au projet, mais aussi des engagements non respectés à cause d'imprévus, d'accidents qui entraînent un manque de budget. Une telle certitude qu'on pourra disposer de l'argent pour un financement alternatif destiné à combler des déficits me semble parfois hasardeuse. La volonté y est, mais je crains qu'on ne puisse vraiment promettre le respect de tous ses engagements.

Je voulais intervenir plus spécifiquement sur deux aspects. Le premier, c'est que, moi aussi j'ai relu le titre de la petite revue que nous avons reçue, reprenant la déclaration gouvernementale de juillet: "Du souffle pour le pays: une Belgique créative et solidaire". Je m'arrête à "du souffle pour le pays" et "une Belgique créative".

Il me semble que, dans la déclaration d'aujourd'hui, l'essoufflement est déjà bien présent et que la création d'emplois, la relance économique, le dynamisme et les nouvelles perspectives du développement ne sont pas présents dans cette déclaration. On parle de création d'emplois, on cite des chiffres pour lesquels vous avez compris que vous ne pouviez pas vous engager à les atteindre précisément. Mais où est la part de dynamisme, où est la part d'innovation par rapport aux mesures proposées?

On a parlé tout à l'heure des indépendants: les mesures concernant les PME sont particulièrement absentes aussi de cette déclaration.

En dan niets meer. Ik denk dat er vóór de gewestverkiezingen een tweede stap zal worden gezet om het Fonds voor alimentatievorderingen voor een tweede keer te verkopen.

Mijn aandacht gaat uit naar twee aspecten. Ik heb de titel herlezen van de kleine brochure die ik heb ontvangen en waarin de regeringsverklaring van juli is opgenomen: "Een creatief en solidair België: zuurstof voor het land". Ik wil het hier enkel hebben over "zuurstof voor het land" en "een creatief België". In de regeringsverklaring is er al een gebrek aan zuurstof. De heropleving van de economie en de creatieve vooruitzichten komen zelfs niet aan bod. Er worden cijfers aangehaald maar er wordt met geen woord gerept over dynamisme, innovatie. De zelfstandigen en de KMO's worden volstrekt genegeerd. Tijdens de vorige regeerperiode lagen de huidige denkpistes al ter tafel. Bij gebrek aan antwoorden van de bevoegde minister werden ze naar later verschoven.

In ons economisch weefsel wordt werk geschapen door KMO's en zelfstandigen. Ik betreur dat het probleem van de zelfstandigen uitgesteld wordt want een derde van hen verkeert in een moeilijke economische situatie en leeft zelfs onder de armoedegrens. Het opstarten van nieuwe activiteiten wordt weliswaar begeleid maar ten koste van de voor ontwikkeling beschikbare middelen terwijl de overgrote meerderheid van de faillissementen in de loop van de eerste vijf jaren plaatsvindt. Veel KMO's zijn arbeidsintensief. Men kon ze dus ondersteunen via BTW-verlagingen op basis van de arbeidsintensiteit. De verlagingen van de sociale bijdragen werden evenmin bedacht met het oog op een ondersteuning van zelfstandigen en KMO's.

Het tweede aspect betreft de woorden "milieu" en "duurzame ontwikkeling" die nergens voorkomen. Göteborg is men kennelijk al vergeten, en Kyoto wordt als een schrikbeeld gebruikt.

La problématique des indépendants a été reportée à une table ronde qui commencera au mois de novembre en espérant avoir des solutions au mois de mai. Les pistes qui sont sur la table ont déjà été examinées sous la législature précédente. Si la problématique est reportée de la sorte, c'est dû à l'absence d'un consensus suffisant que pour pouvoir apporter des réponses aux situations de ces acteurs économiques. Or, dans notre tissu économique, ceux qui créent de l'activité et particulièrement de l'emploi, ce depuis un certain nombre d'années d'ailleurs, ce sont ces PME qui sont essentiellement aussi des indépendants qui, à un moment donné, voient leur activité se développer pouvant ainsi créer de l'emploi.

Je regrette que cette problématique des indépendants soit reportée d'autant que la dernière étude qui vient de sortir montre qu'un tiers d'entre eux sont dans une situation économique particulièrement difficile puisqu'ils vivraient en dessous du seuil de la pauvreté. Cela vaut la peine de pouvoir s'attarder sur la situation de ces acteurs économiques.

La lecture de cette déclaration me rappelle des mesures prises sous la législature précédente et destinées à favoriser le lancement d'activités, notamment pour les personnes sans emploi. Nous avons réorganisé les sommes disponibles dans le fonds de participation pour pouvoir accélérer cette création d'activités, mais ce faisant, nous avons diminué les moyens de ce fonds de participation pour permettre le développement de petites entreprises. Je m'attendais à voir figurer ce point dans cette déclaration étant donné l'ambition de créer autant d'emplois. En effet, les faillites se produisent au cours des cinq premières années et l'engagement de personnel n'est possible que lorsqu'on bénéficie d'une aide pour pouvoir investir dans le développement de son entreprise. C'est là que la mécanique fédérale est devenue lacunaire.

Un autre type de propositions concerne les PME, puisqu'on essaie de diminuer les coûts et la pression fiscale dans ces structures. Nombre d'entre elles sont à haute intensité de main-d'œuvre. Sous la législature précédente, on a pris des mesures dans des créneaux particuliers pour réduire la TVA et de nouvelles possibilités d'agir dans cette optique-là s'offraient à nous.

Les réductions de cotisations sociales n'ont pas, à mon avis, non plus été pensées pour répondre aux difficultés que rencontrent ces indépendants et ces PME quand ils veulent engager leur premier travailleur et rendre ainsi leur entreprise performante.

J'ai donc un doute quant au lien qui pourrait exister entre les réductions de cotisations qui sont proposées et le développement des PME qui pourtant est mis en avant par le MR lorsqu'il présente les acquis de cette déclaration gouvernementale.

D'autres aspects sont particulièrement absents de cette déclaration. Ainsi le mot "environnement" n'existe pas. Il en va de même pour les mots "développement durable". Götteborg est oublié. On dit qu'il y a encore du pain sur la planche pour l'été prochain, qu'il faudra respecter les objectifs de Kyoto. L'accord de Kyoto est présenté comme le monstre du Loch Ness, qui fait s'écrouler l'économie et qui est impossible à atteindre alors que de plus en plus d'études effectuées dans les pays voisins et nombre d'exemples montrent que les métiers de l'environnement, les mesures d'économie d'énergie et de réduction d'émission sont créatrices de bénéfices et d'emplois. Il faut donc arrêter de dire que respecter les objectifs de Kyoto, c'est ajouter des charges, c'est faire peser un coût supplémentaire sur le budget de l'Etat. C'est le

Studies tonen echter aan dat de meeste maatregelen uit het Kyoto-protocol nochtans niets hoeven te kosten. Wel integendeel, het voorbeeld van onze buurlanden toont aan dat de aan deze activiteiten gerelateerde beroepen winst maken en banen scheppen. De regering heeft via Olivier Deleuze een Kyotofonds, dat elk jaar 25 miljoen ontvangt, in het leven geroepen. Daar moeten we wat van maken.

De Staat kan als derde betaler fungeren voor openbare diensten en vzw's die actief zijn op het gebied van energiebesparing en werkgelegenheid genereren. In België wordt daar verder niets voor gedaan, hoewel de Europese regelgeving overheidssteun voor milieusparende maatregelen toestaat. Hier laat men dus kansen liggen, want in deze niche kunnen nog heel wat jobs gecreëerd worden.

Wat de vorsers en kennisberoepen betreft, moet de nadruk gelegd worden op wat de drijfveer is van innovatie. Zonder projecten en dynamisme zal men de braindrain van onze onderzoekers, mij dunkt, niet kunnen tegenhouden met als enig wapen de vermindering van de bijdragen.

De maatregelen inzake volksgezondheid dragen grotendeels onze goedkeuring weg. Tot onze grote verwondering had in dat verband echter geen overleg plaats tussen het federale niveau en de Gemeenschappen en Gewesten, die nochtans mede bevoegd zijn (tabaksfonds, financiering van de geïntegreerde diensten voor thuiszorg, aids-preventie en anticonceptie).

Ook het tabaksdossier doet vragen rijzen. De laatste prijsverhoging, waarop de heer Reynders zo fier is, sloeg op de prijs van de sigaretten en niet op het bedrag van de accijnzen en kwam dus de tabaksindustrie ten goede, die die middelen – miljarden winst – wellicht gebruikte om het tabakspreventiefonds te stijven. De weidering de accijnzen om te

contraire.

Les dernières études concernant la situation belge montrent que 55,4% des mesures à prendre pour respecter ces objectifs ne coûtent rien. Il s'agit donc d'un créneau de développement économique qui n'a pas été utilisé. C'est dans ce cadre que je dis qu'il manque de dynamisme et de perspectives.

De la même manière, le gouvernement précédent, via Olivier Deleuze, a mis en place un fonds Kyoto. Ce fonds est alimenté chaque année de 25 millions d'euros. Il faut bien faire quelque chose de cet argent. Il est normalement destiné à soutenir des projets d'économie d'énergie. L'Etat pourrait tenir le rôle de tiers payeur vis-à-vis d'institutions publiques et d'ASBL pour leur permettre de prendre des mesures d'économie d'énergie.

Ces secteurs, une fois ces mesures prises, créent forcément de l'emploi. Mais, à nouveau, rien du tout. 2,3 millions peuvent être utilisés en 2003 et puis il y aura 25 millions chaque année. J'espère que si on n'en parle pas, cela ne signifie pas que l'on va mettre cet argent de côté et puis qu'en 2008 on achètera des crédits de carbone russes. C'est une de mes craintes. Il est vrai que j'ai interpellé Mme Moermans en commission. Elle m'a dit que ces intentions n'étaient pas d'acheter du carbone russe mais manifestement ses intentions ne sont pas de développer les richesses économiques que nous pouvons constituer ici en Belgique à partir de ces mesures-là.

La législation européenne permet à un Etat d'investir et d'offrir des aides d'Etat à tous les créneaux de l'économie qui permettent de prendre des mesures environnementales. C'est un secteur où l'on pouvait aussi prendre des mesures courageuses en disant que l'on allait aussi diminuer les cotisations sociales ou avantager le développement d'activités dans ce créneau puisque l'on sait qu'il est porteur d'emplois et là c'est une opportunité qui n'a pas non plus été choisie.

Un dernier aspect, les chercheurs et les métiers de la connaissance. Sans doute si on sait leur offrir un salaire et des conditions de travail avantageuses, ils partiront moins pour certains mais qu'est-ce qui motive une dynamique de chercheur, qu'est-ce qui motive l'innovation et qu'est-ce qui donne envie de faire des études pour participer au développement économique, c'est aussi la présence de projets et le dynamisme qui les accompagne. Donc, cela c'est une dimension qui manque. J'espère que les chercheurs ne s'enfuient pas mais je pense qu'ils ne resteront pas ici parce qu'ils seront motivés pour participer à des projets.

Je vais conclure sur ce sujet bien que j'ai encore un certain nombre de choses à dire mais nous pourrions en discuter plus longuement lorsque nous examinerons les budgets. Je voudrais prendre un peu de temps concernant le budget soins de santé et les mesures de santé. Il est vrai que nous sommes évidemment soulagés que vous ayez pu préserver le budget et respecter cet engagement d'une augmentation de 4,5% même si cela ne permet que d'assumer finalement ce qui est en place.

Concernant les nouvelles mesures santé que vous proposez, globalement je les trouve positives mais je suis étonnée par quelques mesures qui font curieusement tout un lien avec les entités fédérées. Il y a des mesures qui sont soit présentes, soit absentes dans la déclaration telle qu'elle nous a été présentée et qui résultent d'un partage de compétences entre le ministre fédéral et les ministres des Communautés et des Régions. Je m'étonne qu'il n'y ait eu sur aucun sujet une concertation avec ces ministres qui sont pourtant directement

trekken leidt tot een handeltje tussen België en Frankrijk, dat alleen maar zal toenemen. De alternatieve financiering is dus afhankelijk van een toename van de sigarettenverkoop. De oprichting van het openbaar tabaksfonds vergt een overleg met de deelstaten. Dat overleg blijft echter uit. Er is sprake van een bedrag van een miljoen, of de helft van hetgeen onder de vorige regering werd beloofd.

Die vaststelling geldt ook voor de anticonceptie: ook hier had overleg, met het oog op informatie- en preventiecampagnes, zijn vruchten kunnen afwerpen.

Deze verklaring is in tal van opzichten een lege doos. Bovendien worden de vrouwen eens te meer in de luren gelegd, wat niet van aard is om me gerust te stellen.

concernés par les mesures que vous allez prendre.

Le fonds tabac. D'après des informations que j'ai lues dans la presse, un budget de plus en plus minable lui est consacré puisqu'il s'agirait d'un million. D'après ce que je lis aussi, le budget serait réduit à ce point, grâce à l'ardeur de M. Reynders, afin surtout d'éviter que des accises supplémentaires ou une part d'argent venant des paquets de cigarettes ne soient attribuées à l'alimentation de ce fonds.

Et cela, c'est particulièrement scandaleux. Car, si l'on se rappelle la dernière augmentation des prix du paquet de cigarettes qui a eu lieu l'année passée, il ne s'agissait pas d'une augmentation d'accises, mais d'une augmentation du prix du tabac. Et donc, grâce à cette augmentation-là, on a quand même permis aux cigarettiers d'engranger quelques milliards de bénéfices supplémentaires. Ce qui leur a permis de financer – à moins que ce ne soit en contrepartie, je ne sais pas – un fonds privé concurrent au fonds public de prévention tabac.

Un autre aspect concernant toujours ces cigarettes, et qui me fait penser que vous devriez vous opposer plus fortement à M. Reynders, c'est qu'il refuse manifestement l'augmentation des accises. A un point tel que nous assistons maintenant - et nous allons assister encore plus - à un trafic de vente de cigarettes entre la Belgique et la France, par exemple. Puisque les accises en France sont déjà de 20% supérieures à celles qui existent en Belgique et vont encore augmenter de 20%. Ce qui permet une augmentation forte, et l'on sait que cela a un pouvoir nettement plus fort pour diminuer la consommation. Cela permet aussi, évidemment, d'alimenter les fonds et les actions de prévention. Donc, ici, on va se retrouver avec 40% d'accises de différence. On va bien sûr augmenter le nombre de ventes de cigarettes en Belgique.

Donc, on va pouvoir continuer à dire: « nous allons assurer le financement alternatif et le budget santé grâce aux revenus des accises du tabac ». Mais, ce faisant, on s'arrangera pour qu'il y ait de plus en plus de cigarettes qui soient vendues.

En ce qui concerne les compétences de prévention en matière de tabac, nous avons voté, en juillet dernier, la mise en place de ce fonds basé sur une concertation entre le fédéral et les entités fédérées. Cependant, rien ne s'est concrétisé à cet égard. Par conséquent, ce fonds ne sait toujours pas fonctionner et surtout, la répartition des moyens entre le fédéral et les entités fédérées ne peut avoir lieu.

Vous vous êtes engagé et positionné, depuis quelques semaines, comme celui qui va agir contre le tabac. Cela me gêne vraiment que vous vous positionnez comme le champion de la lutte contre le tabac sans avoir d'abord négocié la concertation et sans permettre aux entités compétentes en la matière de pouvoir agir de concert avec vous.

J'ai le même type d'interrogations concernant les trois euros qui permettront aux jeunes d'acheter des préservatifs ou des moyens contraceptifs. La prévention concernant les risques et maladies liées à la sexualité est une matière partagée entre le fédéral et les communautés. Il me semble qu'une mesure intéressante et de compétence bien fédérale, celle-là, aurait été d'entamer ce qui figurait dans votre programme, à savoir rembourser les moyens contraceptifs pour les jeunes. A cet égard, une concertation aurait été intéressante avec les ministres des entités fédérées de manière à établir un plan cohérent pouvant s'accommoder avec toutes les campagnes qui sont à présent lancées en communauté française, par exemple, d'information, de prévention dans les milieux scolaires, et la mesure qui aurait permis le remboursement de moyens contraceptifs et des préservatifs.

Aucun mot non plus au sujet du financement des services intégrés de soins à domicile. Ce secteur doit également être pris en charge aussi bien par les Régions que par le fédéral. J'aurais voulu connaître votre décision et si des concertations existaient à ce propos.

Sur différents aspects, je dirai que la déclaration du gouvernement ressemble, sous certains angles, à un miroir aux alouettes, que nous nous trouvons face à une tromperie supplémentaire vis-à-vis des femmes, alors que nous nous sommes battus pendant quatre ans à ce sujet. Donc, cette déclaration a bien du mal à me rassurer et, en tout cas, ne m'amuse pas du tout.

01.113 Richard Fournaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers amis, chers collègues, je ne serai pas long. Je voudrais revenir sur tout ce qui concerne de près ou de loin l'emploi. Mon collègue et ami Louis Smal a déjà dit des choses avec beaucoup de pertinence et peut-être plus de verve que j'en ai puisque je n'ai jamais été syndicaliste, lui oui. Apparemment, j'ai encore beaucoup de choses à apprendre de ce côté-là.

On parle beaucoup de Genk. On parle de la sidérurgie, c'est ce qui a fait réagir Louis Smal. On pourrait élargir le débat à la situation qui reste préoccupante en matière d'emploi dans notre pays, surtout – devons-nous le dire? – un peu plus particulièrement en Wallonie mais aussi à Bruxelles. Je pense que, quel que soit le groupe politique auquel on appartient dans cette Chambre, personne ne peut rester indifférent. Je crois que nous avons encore tous la volonté d'essayer de trouver la ou les solutions les plus pertinentes pour rencontrer cette problématique.

Si nous divergeons sur les solutions, je ne pense pas que nous divergions sur le constat et sur l'absolue nécessité de faire quelque chose. Malgré tout, il y a peut-être un constat sur lequel nous ne sommes pas d'accord: la cause ou l'une des causes potentielles de ce qui est arrivé à Genk. Vous ne m'enlèverez pas de l'esprit que, peut-être, certains choix en matière de politique internationale de notre pays dans les semaines précédentes ont conduit à certaines réactions de la part de certaines multinationales, à une certaine antipathie – disons-le ainsi – vis-à-vis de tout ce qui peut concerner de près ou de loin la Belgique. Mais nous aurons peut-être l'occasion d'évaluer cela à un autre moment, lorsque nous parlerons de politique étrangère et lorsque les personnes les plus concernées du gouvernement seront présentes.

Comme nous aimons être constructifs, je voudrais aborder quelques solutions qui nous semblent être prioritaires en matière de création d'emplois. Tout à l'heure, j'étais dans mon bureau et, grâce au système de télécommunications performant de cette Chambre, monsieur le président, j'ai entendu le discours de Mme Genot, qui nous a quittés. J'ai été abasourdi d'entendre un tel discours, idéologique, extrême gauchiste!

Je crois qu'il n'y a pas beaucoup de parlementaires dans cette Chambre, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, qui ne peuvent pas comprendre que l'économie de marché est le système qui fonctionne le mieux sur cette planète. Même si d'aucuns arriveraient à remettre en cause ce principe, l'économie de marché est régie par une règle fondamentale: la compétitivité. La compétitivité de nos entreprises, c'est d'abord et surtout une question de coût du travail. Je veux donc féliciter le gouvernement et la majorité de s'atteler à cette problématique du coût du travail.

01.113 Richard Fournaux (cdH): Ik zal niet lang uitweiden. Met betrekking tot de werkgelegenheid heeft de heer Smal zeer relevante zaken gezegd. Dat komt wellicht omdat hij vroeger een vakbondsman is geweest. Ik wil daar nog enkele bedenkingen aan toevoegen.

Men heeft het over Genk en over de staalindustrie, maar ik zou het over werkgelegenheid in alle sectoren van ons land willen hebben. Die situatie kan niemand onberoerd laten: er moeten degelijke oplossingen worden aangereikt. Wij zijn het misschien niet eens over de oplossingen, maar wel over de vaststellingen (behalve misschien met betrekking tot de oorzaken van het drama in Genk: ik zal niet afstappen van de idee dat bepaalde keuzes die wij op het stuk van het buitenlands beleid hebben gemaakt ervoor hebben gezorgd dat multinationals een zekere antipathie voor ons land koesteren).

Op het vlak van de tewerkstelling zijn er voor ons diverse oplossingen die voorrang verdienen. Daarnet heb ik – dank zij de audio-installatie hier in de Kamer – het betoog van mevrouw Genot kunnen volgen. Ik was verbijsterd: wat een ideologische, bijna extreem-linkse toespraak.

Iedereen weet dat op wereldvlak de markteconomie het best functioneert. In het kader van die markteconomie worden onze ondernemingen geconfronteerd met het probleem van de kostprijs van de arbeid. Men heeft het daar al vaak over gehad. Ik heb al herhaaldelijk – de laatste keer nog enkele daen geleden. na de

Cela étant, vous ne m'empêcherez pas de vous dire qu'il faudra rester cohérent. Pour m'aider dans mon propos, reprenons l'histoire. Je vous invite à consulter les annales de cette Chambre. Je n'étais pas le seul, que ce soit de mon groupe ou d'un autre, tant de la majorité que de l'opposition, à aborder le problème du coût du travail. Il y a quelques mois, au moment de l'installation de Verhofstadt II, j'ai demandé à ce qu'il y ait une évaluation comparative de l'évolution du coût du travail, principalement par rapport à nos principaux pays concurrents que sont les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. A cette époque, il m'a été répondu qu'une telle évaluation n'était pas nécessaire.

Je fais remarquer que sur les bancs socialistes wallons, chaque fois que l'on ose évoquer ce problème-là, on crie tout de suite au scandale – et c'est pratiquement un réflexe idéologique –, prétendant que l'on veut diminuer le traitement des citoyens. Or, tout le monde sait que cela n'a rien à voir. Toujours est-il qu'on m'a dit qu'il n'était nul besoin d'une telle évaluation.

De plus, dès les premières heures qui ont suivi l'annonce de la catastrophe de Genk, j'ai entendu plusieurs réactions politiques, notamment celle du premier ministre, disant que le coût du travail, y compris dans le secteur automobile en Belgique, n'était pas la cause de ce qui se passait à Genk. Et je constate aujourd'hui qu'on prend des mesures pour tenter de diminuer le coût du travail.

Il faudrait donc savoir. Si on prend des mesures, que je qualifie de pertinentes, c'est qu'il y a quand même un problème.

Et même s'ils ne sont plus nombreux parmi nous ce soir, il paraît que les ministres sont des gens qui comptent. Je leur dirai donc qu'il y a vraiment nécessité, utilité à faire réaliser cette étude comparative sur l'évolution du coût du travail dans notre pays. Et je voudrais insister sur un élément qui n'est pas souvent évoqué. Lorsque l'on parle des coûts du travail, il m'apparaît important de comptabiliser tous les coûts.

Connaissant un peu plus particulièrement le dossier de la construction, j'ai souvent été frappé de lire des analyses sur l'évolution du coût du travail dans le secteur de la construction, mais des analyses qui ne tenaient pas compte de toute une série d'obligations souvent maintenant directes et impératives et liées à l'occupation du personnel dans ce secteur. Je pourrais en citer par dizaines.

Je pense donc que cette évaluation est nécessaire et je voudrais la redemander une fois encore.

Deuxième piste pour créer de l'emploi, après la première qui est la restauration de la compétitivité des entreprises par le biais de la maîtrise des coûts du travail, c'est la problématique du ciblage des diminutions de charges. Je sais que ce n'est pas facile, mais la difficulté est d'essayer de concerner le plus de secteurs possibles qui sont touchés par cette problématique du coût du travail sans trop disperser l'effort fait par le gouvernement sur trente-six secteurs, avec pour résultat que l'argent dépensé ne sert finalement à rien.

Je suis déjà heureux que ce gouvernement ait évité de conditionner trop la diminution du coût du travail par une espèce d'obligation de création d'emplois. Je sais que l'on aurait peut-être voulu aller plus loin en ce sens dans les rangs socialistes, mais je pense qu'il y a trois priorités à manier pour cibler les diminutions du coût du travail. Il faut d'abord essayer de le faire simplement. J'ai lu les premiers communiqués de presse relatifs à l'accord intervenu au sein du gouvernement dans cette

Verhofstadt II-verklaring – om een vergelijkende evaluatie van de arbeidskosten gevraagd. Na de aankondiging van het banenverlies bij Ford-Genk heeft de eerste minister onmiddellijk te kennen gegeven dat de arbeidskosten daar niet de oorzaak van waren, maar nu wenst hij maatregelen te nemen om die arbeidskosten te drukken. Dat is toch contradictorisch. Vandaar de noodzaak een vergelijkende studie uit te voeren. In dat kader is het wel belangrijk om alle kosten in rekening te brengen. In de bouwsector, een sector waarmee ik goed vertrouwd ben, wordt niet altijd met alle verplichtingen rekening gehouden, wat soms tot verrassingen leidt. Ik herhaal dus mijn vraag om een dergelijke evaluatie.

Een tweede manier om werk te creëren bestaat uit een gerichte lastenverlaging. Daarbij stuit men op de moeilijkheid dat men zoveel mogelijk sectoren wil betrekken zonder het effect van de lastenverlaging te doen verwateren. Want dat zou tot niets leiden. Het verheugt me dat de regering de lastenverlaging niet afhankelijk heeft gemaakt van de verplichte creatie van arbeidsplaatsen. Dit is heel eenvoudig te realiseren. Men moet vermijden de toch al ingewikkelde materie nog ondoorzichtiger te maken. Ik vraag u af te stappen van de indeling in leeftijdscategorieën en een verdeling op basis van sectoren of categorieën in te voeren. Hoe dikwijls overkomt het ons niet dat wij tijdens ons sociaal dienstbetoon mensen ontvangen die geen werk konden vinden omdat ze niet de juiste leeftijd hebben, of bedrijven die geen geschikte kandidaat konden aanwerven omdat die de vereiste leeftijd met enkele weken had overschreden. Men moet zich dus richten op categorieën als men dergelijke vormen van onrechtvaardigheid wil voorkomen. Tot slot moet men zich richten op de laaggeschoolden.

Ten derde moeten de "durvers" worden ondersteund. Ik was ingenomen met de toespraak van de heer Van Overtveldt. Voorts

matière et honnêtement, ce n'est pas toujours facile à comprendre. Pour l'avoir testé à de nombreuses reprises, notamment au niveau local où nous rencontrons des chefs d'entreprises pour essayer de les inciter à utiliser toutes les formules existantes en matière de réduction des charges sociales, etc., je peux dire qu'il n'est déjà pas facile de s'y retrouver à l'heure actuelle. Et quand je vois les mesures prises aujourd'hui, le danger est peut-être d'en remettre une couche et de faire en sorte que cela devienne peu lisible pour la majorité des chefs d'entreprises et des personnes concernées. Essayez donc d'agir le plus simplement possible.

Deuxièmement, je voudrais vous supplier d'éviter tout ce qui concerne les segmentations par groupes d'âge. Je préfère qu'on cible des secteurs, comme on l'a fait par exemple pour le secteur automobile, plutôt que de cibler les réductions de charges sur les moins de 25 ans ou les plus de 50 ou 55 ans. Beaucoup de ceux qui sont présents ici tiennent des permanences sociales – on y apprend beaucoup – et je suis frappé du nombre de personnes qui viennent nous voir et qui malheureusement, bien qu'elles soient qualifiées pour postuler à un job disponible sur le marché, se voient privées d'une perspective d'emploi parce qu'elles sont soit un peu trop âgées soit un peu trop jeunes pour que l'entreprise puisse bénéficier des réductions prévues. L'entreprise se voit même parfois dissuadée d'engager le candidat qui serait le plus performant.

Je crois qu'il faut cibler par catégories, par types d'emploi, de qualification, mais éviter de cibler sur les gens pour éviter de créer ce qui pourrait être qualifié d'injustice.

Troisièmement, il nous semble important de cibler aussi sur les faibles qualifications et, bien entendu, sur les secteurs où l'on pourrait vérifier, à travers une évaluation objective, qu'il y a vraiment un problème de compétitivité.

La troisième solution pour nous pour tenter de créer de l'emploi dans ce pays, c'est de soutenir ceux qui osent. J'ai entendu le discours de M. Van Overtveldt et je ne peux que me réjouir. D'ailleurs, j'ai lu un très bon article de presse qui explique que le MR exigeait 250 millions d'euros pour les indépendants: "Le MR est le seul à être convaincu qu'il est nécessaire de prendre des mesures en faveur des indépendants".

D'abord, monsieur Bacquellaine, je me réjouis de ce type d'articles, mais vous n'êtes pas les seuls car nous plaçons aussi pour ce thème. Je me rends compte que vous avez été un peu seuls au cours de ces négociations. Vous savez bien que ce n'est pas facile; je constate que vous n'avez pas eu la tâche facile pour faire passer cette idée dans l'accord de gouvernement. En témoignent les chiffres qui sont réellement réservés pour le statut social des indépendants.

Mais je ne puis pas vous dire que je suis content. L'annonce de cette table ronde qui sera présidée par Mme Laruelle pourrait être ressentie comme la grande nouvelle en faveur des indépendants, mais que faites-vous de tout le travail réalisé sous la précédente législature, présidé par une de vos parlementaires, Mme Barzin, et qui a permis le dépôt dans cette Chambre et au Sénat du rapport appelé Rapport Cantillon? La plupart des membres qui ont participé à ces travaux étaient en grande partie d'accord sur le contenu de ce rapport, mis à part quelques détails. En fait, il n'est pas nécessaire de rassembler une table ronde! Cela fera peut-être du bien à la popularité de l'une ou l'autre personne, mais on sait déjà ce qu'il faut faire.

La difficulté réside dans le fait qu'il faut mobiliser des moyens pour v

verder in een recent krantenartikel gesteld dat de MR maatregelen ten gunste van de zelfstandigen wil nemen. Ik weet dat de heer Bacquellaine het niet makkelijk heeft gehad om zijn collega's te overtuigen. Hij was de enige die dat standpunt verdedigde.

Ik begrijp echt niet goed waarom de Rondetafelconferentie zo noodzakelijk is. Tijdens de vorige zittingsperiode werd ook heel wat werk verricht door de commissie voorgezeten door mevrouw Barzin, wat dan uitgemond is in het zogenaamde "verslag Cantillon". Het is niet nodig om dat werk over te doen. Men moet veeleer naar middelen zoeken en daarmee wil ik u helpen.

We moeten ook de aandacht trekken van de socialisten. Het aantal zelfstandigen in ons land gaat gestaag achteruit. Er zijn steeds meer faillissementen. Ook al mag men dat in de economie voor een stuk beschouwen als een sanering, dat neemt niet weg dat die evolutie zorgwekkend is. En het feit dat 30% van de zelfstandigen geen aanvaardbaar levenspeil hebben, mag ons niet koud laten.

Naast die ideologische opvattingen, ben ik ervan overtuigd dat je met een degelijk sociaal statuut jongeren ertoe kan aanzetten zelfstandige te worden.

De vierde oplossing betreft alles wat te maken heeft met de mentaliteitswijziging om de economie te stimuleren. Bent u er wel zeker dat onze sociale zekerheid niet te ver gaat en dat het vangnet dat geboden wordt niet tot derespansabilisering leidt? Het loonverschil tussen iemand die werkt en iemand die werk zoekt, wordt steeds kleiner, en bedraagt soms amper 100 euro.

De vijfde oplossing heeft te maken met de administratieve vereenvoudiging. Die kan via bemiddeling verwezenlijkt worden, zoals dat ook in burgerlijke aangelegenheden gebeurt. Dit zou zowel het gerecht als de economische sector ten goede

parvenir. Alors, je voudrais aider celles et ceux qui, au sein du gouvernement, plaident pour qu'on fasse quelque chose. Je voudrais attirer l'attention des collègues socialistes, qu'ils soient du Nord ou du Sud du pays – même si j'entends depuis quelques jours, et j'en suis heureux, que M. Di Rupo parle des indépendants dans son langage quotidien – sur le fait que le nombre d'indépendants, surtout en Wallonie, diminue. Or, cela aussi, c'est une perte d'emplois. Je suis atterré du nombre de faillites qui augmente, malheureusement, même si on sait que parfois, en matière d'économie de marché, cela participe d'un certain assainissement. Il ne faut pas se voiler la face, le nombre de faillites est très important pour le moment et il touche surtout de petits indépendants, notamment dans le secteur de la construction ou le secteur horeca.

Troisièmement, je crois qu'on ne peut rester insensible à l'étude publiée il y a peu, qui confirmait que près de 30% des indépendants vivaient au-dessous du seuil minimum de qualité de vie. Je comprends donc que M. Di Rupo commence à s'inquiéter de leur sort car il y a réellement de quoi. Je pense qu'au-delà de conceptions de type idéologique où on devrait voir la droite et, disons-le, le centre droit soutenir les indépendants et les autres faire l'inverse, je fais partie de ceux qui sont convaincus que doper l'économie et créer de l'emploi, c'est compter parmi nous de plus en plus d'indépendants, de plus en plus de personnes qui osent. Pour qu'on puisse culturellement y arriver, je suis convaincu que c'est en conférant un statut social convenable aux gens que l'on incitera plus nos jeunes à embrasser davantage la carrière d'indépendant. Cela fait partie de la rumeur quasi publique, chaque fois qu'on parle des indépendants, on se demande souvent quels sont le père ou la mère de famille qui oseraient encore conseiller à un de leurs fils ou filles de se lancer dans la carrière d'indépendant. Il n'y en a plus beaucoup! C'est surtout aussi, au-delà des risques, à cause de la problématique du statut social des indépendants.

J'en viens à la quatrième solution. Elle touche à tout ce qui a trait au changement de mentalité nécessaire dans ce pays, et peut-être de manière plus importante en Wallonie et à Bruxelles, pour doper l'économie et l'activité.

Etant quotidiennement en contact avec les personnes, je voudrais vous faire profiter de mon expérience et vous donner une piste de réflexion. Depuis 50 ou 60 ans, nous avons tous contribué d'une manière ou d'une autre à notre système de sécurité sociale. Nous en sommes fiers car il peut être considéré comme un modèle pour la plupart des pays de cette petite planète. Etes-vous sûr que l'on ne va pas parfois trop loin dans le fait de tendre ce filet social qui en arriverait parfois à déresponsabiliser une partie des gens?

Je voudrais notamment attirer votre attention sur l'absence flagrante de différence, que l'on peut parfois constater entre celui ou celle qui travaille et celui ou celle qui malheureusement n'a pas d'emploi ou – osons le dire – n'en cherche pas beaucoup. Je suis en effet effaré de constater la faible différence de revenus – elle représente parfois moins de 100 euros – entre, par exemple, les contractuels du ministère de la Justice, qui prennent le train deux fois par jour parfois dans des conditions difficiles, et d'autres qui ne consentent pas les mêmes efforts.

Je n'ai pas de leçon ni de conseil à donner, mais il s'agit d'une préoccupation grandissante de votre serviteur et de beaucoup de citoyens. Je me demande si, sans nous en rendre compte, nous ne commettons pas presque collectivement une erreur. En voulant aider le citoven. et en particulier celui qui a des difficultés sociales. on en arrive

komen.

Die oplossingen vloeien voort uit een strategische keuze. Gezien zijn meerderheid moet de premier op het slappe koord dansen. Vroeg of laat zal men toch een duidelijke beleidslijn moeten uittekenen, en doelgerichte keuzes moeten maken.

parfois à déresponsabiliser et à détricoter le système. Je voudrais donc que l'on ose parler de ce problème de manière plus claire dans cette Chambre.

La cinquième solution pour créer de l'emploi, c'est tout ce qui tourne autour de la simplification. Je suis content parce que je crois que le premier ministre n'en a pas beaucoup parlé. On ne parle plus trop de la simplification administrative. Je pense que tout le monde a compris qu'on n'y croyait plus trop, tellement c'était compliqué. D'autre part, je crois pour dire la vérité que ce n'est pas parce qu'un entrepreneur a un papier de plus ou de moins à remplir que ça change fondamentalement la compétitivité de son entreprise. Mais la simplification, c'est parfois dans les méthodes. Par exemple en matière de statut social des indépendants: la manière dont on perçoit, encore et toujours aujourd'hui, les cotisations sociales avec ces trois années de décalage, je pense qu'il n'y a pas besoin d'une table ronde qui durerait des mois et des années pour essayer de trouver des systèmes efficaces pour faire en sorte que les gens payent plus "en direct" leurs cotisations, plutôt que de les faire payer avec un si grand décalage qui conduit parfois des jeunes indépendants si pas quasiment à la faillite, en tout cas à des difficultés inextricables.

Pour moi la simplification administrative, on peut la trouver autrement et notamment en soutenant des propositions de loi comme celle qui concerne la simplification via la médiation en matière de Justice. Pour l'avoir vécu moi-même, je trouve anormal qu'il faille attendre 13 ans pour obtenir satisfaction de la Justice quand un client vous doit 1 million de francs belges à l'époque et se refuse à payer, après avoir dû financer au passage les frais de deux experts différents qui ne déposent pas leur rapport tant que vous n'avez pas payé leurs honoraires. Il y a des propositions de loi en matière de médiation civile et commerciale, et je vous demande, chers amis du gouvernement et de la majorité, de soutenir ce type de propositions. D'où qu'elles viennent. Prenez la meilleure, mais je vous en supplie prenez-en une, parce que c'est ce type de proposition de modification du système qui à la fois aidera la Justice en débarrassant les cours et tribunaux d'une série de dossiers qui les encombrant pendant des mois, si pas des années, et qui coûtent très cher à tout le monde, et en plus cela aidera les secteurs économiques et en particulier les plus petites des entreprises.

Je voudrais terminer en disant simplement que les quelques solutions que je viens de brosser font référence à un choix stratégique de politique et de gouvernement. Ce que modestement je ressens à l'écoute du premier ministre Verhofstadt et, à travers lui, de l'intervention de toute la majorité, c'est qu'à cause du type de majorité dans lequel vous fonctionnez, le premier ministre est obligé de jouer à l'équilibriste. Je dois dire qu'il y parvient assez bien en essayant de ménager la chèvre et le chou, mais je pense que ce système de gouvernance est intenable pour mener une politique cohérente, avec une ligne de conduite notamment en matière de création d'emplois, et que tôt ou tard il faudra que l'on définisse une ligne politique claire, un choix stratégique clair, avec des efforts qui devront être ciblés, et non pas partagés comme ils le sont actuellement. Mais ça, ce n'est pas nous qui devons le décider, c'est l'électeur.

01.114 Daniel Bacquelaine (MR): Dans toute une série de matières, il me semble que certains de vos collègues au cdH disent exactement l'inverse. Est-ce que vous êtes aussi, vous, pour l'augmentation de la fiscalité et le report de la réforme fiscale?

01.114 Daniel Bacquelaine (MR): U zou dit aan de cdH moeten uitleggen. Sommigen van uw collega's delen uw mening niet.

01.114 Raymond Langendries (cdH) : (...)

01.116 Daniel Bacquelaine (MR): Je comprends que cela vous agite un peu, M. Langendries.

01.117 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le président, j'ai bien écouté les solutions préconisées par M. Fournaux. Et j'ai lu aussi les mesures prévues par le gouvernement; j'ai entendu le premier ministre et l'ensemble des ministres. Donc, si j'entends bien M. Fournaux, je suppose qu'il va voter demain la confiance au gouvernement.

01.118 Raymond Langendries (cdH): M. Jeholet est encore un peu jeune dans le système que pour savoir que ce n'est pas nécessairement parce que l'on est d'accord avec un certain nombre de mesures proposées par un gouvernement que l'on va se permettre de voter pour. Vous savez, monsieur Jeholet, vous avez peut-être suivi cette Chambre à l'époque où le PRL se trouvait dans l'opposition, il avait aussi de temps en temps des convergences avec la majorité de l'époque, ce n'est pas pour cela qu'il votait les déclarations gouvernementales et les budgets. Je ne vois donc pas pourquoi nous ferions différemment de ce que vous faisiez alors.

Deux, monsieur Bacquelaine. M. Fournaux représente chez nous quelque chose d'important: le monde des PME et des indépendants. Je pense qu'il a droit au sein de notre parti à toute la considération et à toute la possibilité qu'il a d'expliquer quels sont ses points de vue – et nous en partageons beaucoup. Comme nous avons aussi chez nous – c'est peut-être moins fréquent chez vous au MR – des gens comme Louis Smal, vous l'avez peut-être entendu. Louis Smal est peut-être le dernier ouvrier d'usine – c'est juste, Louis? – qui se trouve dans cette Chambre. Bizarrement, nous avons ça chez nous: à la fois la capacité de défendre les PME et les indépendants, à la fois aussi ceux qui représentent véritablement le monde du travail. Cela n'a jamais posé de problèmes chez nous, et cela n'en posera pas.

Il est clair qu'il n'y a pas de divergence. Nous pouvons être d'accord sur un certain nombre de propositions faites par la majorité. J'ai moi-même indiqué ce sur quoi nous étions d'accord; j'ai même ajouté au cours de mon intervention que, sur ce point, vous pouviez compter à la fois sur notre collaboration et sur notre aide. Vous n'en avez peut-être pas besoin, mais je l'ai dit. N'essayez pas maintenant de venir mettre des éléments aussi divergents que ceux que vous avancez. Je pourrais en trouver également chez vous.

01.119 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur le président, je disais que je m'étonnais que M. Fournaux puisse s'étonner que, dans une coalition comme la nôtre, il y ait des positions divergentes. Bien sûr qu'il y a des positions divergentes entre des socialistes et des libéraux ou des libéraux et des socialistes. Nous ne sommes pas d'accord sur tout et nos campagnes électorales précisaient nos programmes respectifs. C'est normal et je m'étonne que M. Fournaux puisse s'en étonner alors qu'il devrait avoir l'habitude de ces divergences, puisqu'il appartient à un parti politique qui connaît ces divergences en son sein. C'est tout ce que j'ai voulu dire et ce n'est nullement une critique mais une simple constatation. M. Fournaux s'étonne que des partenaires, qui ont des idées divergentes sur divers sujets, ne puissent pas gouverner ensemble. Mais la Belgique connaît ça depuis toujours!

01.120 Raymond Langendries (cdH): Sauf que nous verrons à l'usage ce que ça donnera!

01.118 Raymond Langendries (cdH): De heer Jeholet is nieuw in deze Kamer. Ik herinner hem eraan dat toen de MR-fractie in de oppositie zat, ze instemde met sommige ideeën van de meerderheid zonder dat ze evenwel een ja-stem uitbracht

Dit gezegd zijnde, verdedigt de heer Fournaux de zelfstandigen en verdient hij dus onze achting. Ik herinner u eraan dat onze fractie ook mensen telt zoals de heer Smal, die wellicht de laatste fabrieksarbeider is die in de Kamer zitting heeft. Dat heeft nooit voor problemen gezorgd. Men moet niet trachten tweedracht in onze rangen te zaaien door te verklaren dat sommigen het met de meerderheid eens zijn over bepaalde punten. Binnen de meerderheid bestaan er ook meningsverschillen.

01.119 Daniel Bacquelaine (MR): Inderdaad, maar het verbaast mij dat de heer Fournaux ervan opkijkt dat partners met uiteenlopende standpunten samen kunnen regeren.

01.120 Raymond Langendries (cdH): Wij zullen zien wat dat zal opleveren.

01.121 Daniel Bacquelaine (MR): Ce n'est pas nouveau: depuis cinq ans, comme par hasard, nous sommes en équilibre budgétaire, l'endettement du pays diminue. Voilà qui vous donne une petite idée du résultat.

01.122 Raymond Langendries (cdH): Dans la précédente législature, vous avez connu des difficultés internes. Seulement, sous la législature précédente, vous étiez à trois à vous battre; maintenant, vous n'êtes plus qu'à deux. A mon avis, ce sera plus compliqué.

01.123 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le président, j'ai bien entendu M. Langendries dire qu'on avait été trop loin, beaucoup trop loin, concernant la diminution de la fiscalité qui pèse sur le travail, donc y compris sur les indépendants. Monsieur Langendries, c'est ce que vous avez dit.

01.124 Raymond Langendries (cdH): Vous êtes en train de raconter n'importe quoi!

Je n'ai pas parlé des indépendants dans mon intervention.

01.125 Pierre-Yves Jeholet (MR): Vous avez parlé de la réforme fiscale...

01.126 Raymond Langendries (cdH): Ce que vous venez de dire en termes de réforme fiscale, ce n'est pas ce que vous avez dit, il y a deux minutes, sur la problématique des indépendants. N'inventez pas des paroles que je n'ai pas prononcées.

J'ai dit que, par rapport à l'ampleur de la réforme fiscale, il fallait voir ce qui allait se passer si à partir de 2004 il n'y a pas la croissance attendue. Je suis curieux de savoir ce qui va se passer au sein de la majorité si la croissance en 2004 n'est pas celle prévue dans le budget. A ce moment-là, la problématique de la réforme fiscale va se poser. Elle s'est posée aussi dans les discussions qui ont précédé la création de ce gouvernement.

Oui, nous avons dit que nous n'aurions pas fait une réforme fiscale de cette ampleur, nous n'avons jamais dit que nous voulions la reporter. Nous avons dit que nous ne l'aurions pas faite de cette ampleur là. Nous vérifierons, à l'horizon 2004, si jamais vous ne remplissez pas les conditions de la croissance pour vous permettre de dégager les marges suffisantes afin de tenir tous les engagements que vous venez de prendre, s'il n'y aura pas une rediscussion de ce problème.

01.127 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur Langendries, vous parlez de l'incertitude quant au taux de croissance. C'est une vérité universelle! Tout budget est basé sur une hypothèse de croissance. On essaie que cette hypothèse s'appuie sur le Bureau du plan, sur une série de prévisionnistes qui ont une expérience en la matière, mais il peut toujours arriver, c'est vrai, un événement international, une évolution imprévisible. On a eu les attentats du 11 septembre, on a eu d'autres événements qui font qu'il y a toujours un degré d'incertitude, c'est exact.

Je suis toujours étonné que l'on considère que l'allègement fiscal sur la population ne serait valable qu'en période de haute conjoncture et de prospérité. Je pense exactement l'inverse! Je pense que, le jour où tout le monde fait du bénéfice, où tout va bien dans la société, où chaque famille ne connaît que très peu de problèmes de fin de mois. où la

01.121 Daniel Bacquelaine (MR): Tijdens de laatste vijf jaar werd de schuldenlast steeds verder afgebouwd.

01.122 Raymond Langendries (cdH): Tijdens de vorige zittingsperiode waren jullie met drie om ruzie te maken. Nu zijn jullie nog maar met twee.

01.123 Pierre-Yves Jeholet (MR): De heer Langendries heeft verklaard dat men te ver was gegaan in de vermindering van de fiscale lasten op arbeid.

01.126 Raymond Langendries (cdH): Dat heb ik niet gezegd. Wij hebben gezegd dat wij de belastinghervorming niet zo ver zouden hebben doorgetrokken en ik heb gevraagd wat er zou gebeuren indien de voor 2004 verwachte groei zou uitblijven. Wij zullen zien wat 2004 ons brengt.

01.127 Daniel Bacquelaine (MR): Alle begrotingen berusten op een groeihypothese maar sommige elementen blijven onvoorspelbaar. Er blijven bepaalde onzekerheden bestaan.

Het is niet wanneer de economische omstandigheden gunstig zijn dat er een belastingvermindering moet komen maar wel wanneer de bevolking met moeilijkheden kampt. Voor u is het lijden blijkbaar een deugd.

prospérité est là, à ce moment-là, la réforme fiscale est la moins nécessaire. Le moment où elle est la plus nécessaire, c'est quand les gens connaissent de la souffrance, ont des difficultés à terminer leur mois, c'est au moment où la prospérité n'est pas là.

C'est à ce moment-là que la réforme fiscale est nécessaire. En effet, si on ne l'applique pas....

Vous avez peut-être le culte de la souffrance, ce n'est pas mon cas.

01.128 Raymond Langendries (cdH): Je voudrais que vous me démontriez que ce sont ceux qui sont dans la souffrance qui profitent de la réforme fiscale. Il faudra, à un moment donné, mettre les comptes sur la table en cette matière. Mais ma question est de savoir ce que vous ferez si cela ne fonctionne pas.

01.129 Daniel Bacquelaine (MR): Il est possible de privilégier, notamment les revenus les moins élevés. Les formules du crédit d'impôt ont été largement explorées. Vous conviendrez avec moi que la réforme fiscale touche tous les revenus et pas seulement les revenus les plus élevés.

Le **président**: Veuillez conclure, monsieur Founaux.

01.130 Richard Fournaux (cdH): Je serai bref, monsieur le président.

Reconnaissez, monsieur Jeholet, que vos revendications légitimes en matière de statut social des indépendants n'ont pas été rencontrées parce que ce gouvernement fait de la résistance. Telle est la vérité. L'organisation de cette discussion constitue un artifice pour gagner du temps et dire, notamment aux indépendants, que l'on s'occupe d'eux. Croyez que je ne suis pas heureux de cette situation. J'aurais préféré que vous puissiez obtenir plus de ce gouvernement.

Je voudrais également vous faire une remarque concernant la fiscalité. Il est évident qu'il fallait diminuer la fiscalité dans notre pays. Il suffit - on a parlé de la compétitivité de nos entreprises - de comparer notre fiscalité à celle de nos pays voisins. J'attire également votre attention sur les transferts d'impôts. J'ai eu le malheur, à une certaine époque, de prononcer une phrase qui m'a souvent été reprochée. J'ai dit que c'était peut-être à d'autres niveaux que l'on faisait payer les réductions d'impôt dont l'on bénéficie au niveau fédéral. Il faut être attentif à ce problème. Vous savez que Mme Lizin, encore elle, a obtenu du Conseil d'Etat que le pacte fiscal soit rendu nul et non avenu, ce qui a permis à celle-ci d'augmenter la fiscalité communale à Huy de façon importante. Il faut donc - je le répète - être attentif à ce problème.

On a parlé de création d'emplois. J'ai fait référence à l'intervention de M. Louis Smal. Si l'on me demandait de choisir de travailler sur la maîtrise du coût du travail et la fiscalité, je répondrais que, selon moi, c'est plus par cette dernière que l'on peut créer de l'emploi ou parfois ne pas en perdre.

Mais c'est un choix stratégique à faire. Vous l'avez fait. Je le respecte mais peut-être l'aurions-nous fait différemment.

J'en termine, monsieur le président, et voudrais adresser un message. J'ai clôturé ma dernière intervention, souvenez-vous, en faisant référence à la difficulté pour le gouvernement de marier l'eau et le feu pour arriver à cette couleur violette. Il est difficile de tracer une ligne et d'avoir une politique claire qui vous permettrait d'aller plus loin en

01.128 Raymond Langendries (cdH): De belastinghervorming zal niet ten goede komen aan degenen die met die moeilijkheden kampen!

01.129 Daniel Bacquelaine (MR): De belastinghervorming is vooral voordelig voor de laagste inkomens en geldt voor alle inkomens.

01.130 Richard Fournaux (cdH): De eisen met betrekking tot het statuut van de zelfstandigen stuiten op weerstand binnen de regering. De Rondetafelconferentie is een kunstgreep om tijd te winnen.

De belastingdruk moest inderdaad naar beneden, maar men moet waakzaam blijven voor belastingtransfers, met name op gemeentelijk vlak.

Ik denk dat men nieuwe banen zal scheppen of banenverlies zal voorkomen via de beheersing van de arbeidskosten veeleer dan via de fiscaliteit.

Mijnheer Jeholet, als u denkt dat het niet mogelijk is om samen met de cdH vooruitgang te boeken op het stuk van het statuut van de zelfstandigen, dan zou u beter eens kijken naar het akkoord dat werd bereikt in Nederland, waar men niet heeft geaarzeld om soms radicale maatregelen te treffen, ook op het gebied van de gezondheidszorg.

matière de statut social des indépendants, de coût du travail, compétitivité des entreprises, etc. Vous mettez en doute le fait que l'on puisse le faire avec nous en disant "regardez-vous au cdH, finalement, à vous seuls, vous représentez la couleur violette puisque vous pouvez avoir les contradictions chez vous".

Je voudrais vous donner un exemple et vous inviter à un peu de littérature très actuelle. Regardez, lisez l'accord que vient d'obtenir M. Balkenende, premier ministre chrétien démocrate, dans un pays proche, avec l'accord unanime de tous les partenaires sociaux des Pays-Bas, vous verrez quelle ligne politique ils mènent là-bas. C'est une ligne politique claire en matière d'initiatives pour doper la création d'emplois. C'est une ligne politique où l'on ose prendre des mesures parfois radicales, y compris dans des secteurs comme les soins de santé, etc. Lisez cet accord!

01.131 Alain Courtois (MR): Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, je serai bref. Quand je dis que je serai bref, je le serai! Je tiens mes engagements car je me rends compte que nous sommes dans les extra-time, monsieur le président, pour parler en termes footballistiques et comme les joueurs nous allons bientôt avoir besoin de masseurs. Soyons sérieux.

Mes chers collègues, je vais vous parler de la justice et de l'arriéré judiciaire, entre autres, et des efforts du gouvernement faits en matière de justice.

Certes, une augmentation de 71 millions d'euros pour le budget de la Justice est une augmentation tellement sensible que le MR s'en félicite. J'ajouterai quand même que cette augmentation fait déjà suite à une croissance qui avait été abordée sous la législature précédente, puisque le budget 2003 a lui-même déjà été augmenté de 35 millions d'euros par rapport au budget initial. Il y a de l'espoir tant pour les justiciables, pour le monde judiciaire, pour le personnel du monde judiciaire que pour les magistrats. Mais l'espoir ne suffit pas et nous voulons maintenant la réalisation de résultats tangibles et le plus rapidement possible à bref délai.

En effet, voici des années que l'on consulte, que l'on concerte, que l'on rencontre, que l'on dialogue, que l'on réfléchit et vous n'êtes pas sans savoir, j'en suis certain, qu'un certain nombre de rapports, avis et propositions sont, un peu partout, prêts à être concrétisés. Il est temps qu'ils le soient, parce qu'ils feront bientôt partie de l'arriéré judiciaire. Par conséquent, il est temps de passer aux actes, de passer de la réflexion à l'action. C'est sûr, le chantier est vaste et l'on ne pourra vraisemblablement pas tout faire en une législature.

Mais il est des secteurs qui sont prioritaires et sur lesquels nous voulons quand même insister. Tout d'abord, le secteur pénitentiaire. L'enveloppe budgétaire servira à financer l'accord intervenu avec le secteur pénitentiaire. Cet accord était indispensable, puisqu'il s'agissait d'améliorer la condition de travail, d'efficacité des agents de l'administration pénitentiaire. Cette enveloppe servira aussi à financer la place du corps de sécurité qui sera chargé de transférer les détenus des prisons vers les palais de justice. Voilà qui n'est pas anecdotique puisque cela vise une bonne centaine d'agents. Nous voulons insister sur le fait qu'il convient d'être attentif à la situation des audiences correctionnelles. Aujourd'hui, il est indispensable que des représentants des forces de l'ordre y soient présents lorsque sont prononcées des peines de prison.

01.131 Alain Courtois (MR): MR is tevreden over de toename van de justitiebegroting met 71 miljoen, die bovenop de toename met 35 miljoen tijdens de vorige regeerperiode komt. Er is dus hoop, maar hoop alleen is niet voldoende: de woorden moeten plaats ruimen voor daden.

De begrotingsmiddelen zullen worden aangewend om de uitvoering van het broodnodige akkoord met het gevangenispersoneel te financieren, maar ook om het honderden man sterke veiligheidskorps dat zal instaan voor het gevangenenvervoer, op te richten. Daarnaast zal de aanwezigheid van vertegenwoordigers van de politie tijdens de correctionele zittingen vereist blijven.

Om de gerechtelijke achterstand, die in een rechtsstaat onaanvaardbaar is, te kunnen inlopen, moeten er meer magistraten komen: momenteel zijn 205 betrekkingen vacant. Is de personeelsformatie nog wel toereikend? Waarom zouden de toegevoegde rechters tijdelijk moeten blijven? Waarom roept men geen mobiele rechters in het leven?

Het tekort aan magistraten in Brussel is in belangrijke mate te verklaren door de wet van 1935, die bepaalt dat twee derde van de magistraten tweetalig moet zijn, terwijl een magistraat enkel in de taal van zijn diploma kan zetelen.

Het is ook van essentieel belang

Deux. L'arriéré judiciaire. Tout le monde est d'accord pour dire que l'arriéré judiciaire dans ce pays a atteint une telle ampleur que cela devient indécent pour une démocratie et que le troisième pilier de l'Etat doit certainement être conforté. Aussi, nous devons tout faire pour que cet arriéré judiciaire arrive enfin à terme.

Nous savons que nous ne trouverons pas les solutions tout de suite mais nous pouvons néanmoins mettre quelques petites interrogations sur papier.

L'arriéré judiciaire, cela signifie d'abord une augmentation sensible du nombre de magistrats. A œ propos, il faut savoir qu'il y a, à l'heure actuelle, 205 places vacantes de magistrats pour l'ensemble des juridictions belges; c'est un chiffre important dans une démocratie comme la nôtre. Si l'on sait que ces 205 places sont vacantes par rapport aux cadres qui ont été fixés, on peut se poser la question de savoir qui a fixé ces cadres, dans quelles circonstances et s'il ne conviendrait pas de les réadapter aux nécessités du service.

En ce qui concerne l'augmentation du nombre de magistrats, nous demandons pourquoi il faut conserver le caractère temporaire des magistrats de complément alors qu'ils devraient, au contraire, être revus dans un autre cadre; à cet égard, nous pensons aux juges mobiles que l'on pourrait utiliser pour résorber l'arriéré judiciaire de manière ponctuelle, c'est-à-dire au moment où des magistrats sont absents pour cause d'empêchement légitime, de maladie, etc.

On ne peut pas poser le problème de l'augmentation du nombre de magistrats dans le cadre de l'arriéré judiciaire sans parler de la situation à Bruxelles, qui est particulièrement préoccupante. Il manque encore 23 juges sur 105 au siège du tribunal de première instance de Bruxelles, 34 magistrats sur 92 au parquet, 9 juges de complément sur 50 et 3 substituts de complément sur 34 et ce, toujours dans les cadres fixés et à propos desquels je vous disais qu'il serait peut-être utile de se poser la question de savoir s'ils correspondaient encore aux nécessités du service.

Bref, pourquoi un manque aussi criard à Bruxelles? Parce que le grand problème, c'est la loi du 15 juin 1935 qui exige que 2/3 des magistrats de Bruxelles soient bilingues. Nous rappelons encore une fois que cette situation est totalement absurde puisque tout le monde sait que les magistrats ne peuvent siéger que dans la langue de leur diplôme.

C'est la raison pour laquelle le MR a fait certaines propositions, notamment de réduire à un quart le nombre de magistrats bilingues à Bruxelles.

Arriéré judiciaire: c'est aussi, dans le cadre de l'augmentation du nombre de magistrats, apporter un soutien technique aux magistrats à l'heure actuelle. Depuis 1997, on a mis en place de nouveaux acteurs dans le monde judiciaire: les référendaires et les juristes de parquet. Ils contribuent certainement à améliorer de manière qualitative et quantitative le travail des magistrats, et la productivité des juridictions, mais on constate qu'une attention croissante doit quand même leur être accordée dans le sens où ils n'ont pas de carrière intéressante; ces gens sont démotivés parce qu'il n'y a pas de formation et que la stabilité de l'emploi ne leur est pas garantie.

Arriéré judiciaire: c'est nomination de plus de magistrats, mais c'est aussi, il ne faut pas le mésestimer, un manque de moyens matériels tout à fait flagrant dans toutes nos juridictions. La conséquence en est des problèmes de performance, d'efficacité, de démotivation du

dat de magistrats une technique ondersteuning krijgen. Sinds 1997 zorgen de referendarissen en de parketjuristen voor een verbetering van het werk van de magistraten en van de productiviteit van de gerechten. Het lijkt ons wenselijk dat hun interessante loopbaanmogelijkheden worden geboden en dat hun stabiliteit is gegarandeerd.

De achterstand in gerechtszaken is ook het gevolg van ontoereikende materiële middelen waardoor de efficiency wordt bemoeilijkt, de mensen gedemotiveerd raken en het imago van het gerecht bij de burgers wordt aangetast.

De derde oplossing voor de gerechtelijke achterstand bestaat erin mogelijkheden te zoeken om conflicten te beslechten vóór het tot een proces komt.

Men moet de burger wijzen op de mogelijkheden die hem worden geboden. De balies hebben wat dat betreft al heel wat actie ondernomen, maar worden daarin onvoldoende gesteund.

Voorts moeten de partijen, vóór elk rechtsgeding, de mogelijkheid krijgen om een beroep te doen op gerechtelijke én buitengerechtelijke bemiddeling.

Ook de werking van de justitiehuisen dient te worden verbeterd. Op de begroting moeten er middelen worden uitgetrokken om hun taken uit te breiden. De MR stelt ook met voldoening vast dat de regering zich eindelijk om het lot van de slachtoffers bekommert. Wij hopen dat men die bekommernis zal kunnen terugvinden in de keuzes die zullen worden gemaakt op begrotingsvlak.

Zoals de regering ook heeft aangekondigd moet er werk worden gemaakt van de hervorming van een aantal overbodige en verouderde procedures.

De regering heeft de nadruk gelegd op een justitieapparaat dat de huidige uitdagingen aankan en de noden van de rechtzoekenden en

personnel judiciaire et des magistrats. En outre, ne perdons pas de vue que c'est le justiciable qui se trouve face à l'ensemble des moyens aujourd'hui insuffisamment accordés au pouvoir judiciaire.

de gerechtelijke wereld in acht neemt. Ik wens de regering veel succes.

Je ne donnerai pas d'exemples précis, ce qui serait trop long, mais rien que l'ensemble de l'informatisation au greffe à l'heure actuelle mérite un coup d'accélérateur. Je ne vous parle pas des difficultés à obtenir des cartouches d'encre ou des ramettes de papier.

Troisième axe dans le cadre de la lutte contre l'arriéré judiciaire: développer à tout prix les possibilités de solutionner les conflits en amont des procédures juridictionnelles, agir afin que le justiciable évite les tribunaux pendant qu'il en est encore temps.

Il nous faut insister sur deux points: le premier, c'est l'information. Nous pensons à renforcer l'information, à rappeler aux citoyens toutes les possibilités qui lui sont offertes pour leur permettre d'accéder à la connaissance de leurs droits, pour leur permettre d'accéder à des solutions avant d'en arriver aux tribunaux. Des campagnes d'information systématiques devraient être organisées à cet égard. On sait que les barreaux ont déjà pris un certain nombre d'initiatives à cet effet, mais nous pensons qu'elles ne sont pas encore suffisamment soutenues.

Il faut informer qu'il y a d'autres moyens que les tribunaux.

Il faut développer des moyens, des procédures de médiation, M. Fournaux y a fait allusion, la médiation judiciaire et surtout la médiation extra-judiciaire. Bref, il faut développer toute une procédure qui permette au justiciable de recourir à une médiation généralisée, procédure souvent plus simple, peu coûteuse, rapide et définitive. Toujours dans le même axe d'information, dans le même axe de favoriser la médiation, judiciaire ou extra-judiciaire, il y a l'amélioration du fonctionnement des maisons de justice. Ce sont des maisons d'accueil, bien sûr. Ce sont aussi des maisons qui doivent permettre l'information. Je dirais que les missions d'accueil des victimes, de médiation sociale, d'aide juridique doivent encore être renforcées dans ces maisons de justice en leur donnant des moyens budgétaires pour réaliser les missions pour lesquelles elles ont été instituées.

Je fais une parenthèse importante en signalant que le groupe MR se réjouit particulièrement de constater que le gouvernement s'intéresse enfin au sort des victimes et souhaite leur conférer une meilleure écoute et un meilleur accueil si j'entends bien les propos même du premier ministre. Nous espérons que ce vœu se matérialise dans les choix budgétaires de la ministre de la Justice.

Enfin, cela a été souligné par le premier ministre hier, il faut réformer les procédures inutiles et vieillottes et améliorer la chasse au langage d'hier. Voilà l'arsenal, effectivement, dans un budget important donné à la justice, voilà ce qu'il faut atteindre. Le tout est de cibler les choses les plus importantes, cibler certainement les administrations pénitentiaires, cibler certainement l'aide aux justiciables, l'information aux justiciables, cibler le nombre de magistrats qui doivent être considérés, cibler la situation à Bruxelles.

Le gouvernement a mis l'accent et les moyens sur une justice répondant enfin aux défis d'aujourd'hui, aux demandes du justiciable et aux signaux d'alarme trop longtemps jamais écoutés mais longtemps répétés par le monde judiciaire.

C'est vrai que la route sera longue.

On démarre mais ne nous arrêtons pas sur le chemin.

Bonne route au gouvernement en matière de justice.

01.132 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, normaliter had ik twee uiteenzettingen voorbereid, één over werkgelegenheid en een ander over buitenlands beleid. Ik heb het u gemakkelijk gemaakt, mijnheer de voorzitter. Ik voeg de twee min of meer samen met de klemtoon op buitenlands beleid.

De **voorzitter:** Als het een inkorting is, doet u de Kamer een plezier.

01.133 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Zeker, maar ik heb mezelf natuurlijk een beetje uit de markt geprijsd door mijn toespraak naar dit late uur te laten verschuiven. Ik heb nog een kleine schare fans die mij wil aanhoren. Dat verzacht het leed een beetje.

Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, er is een zeer goede reden om die twee onderwerpen waarvoor ik mij aanvankelijk apart had ingeschreven, samen te voegen. Alle pogingen, alle hele en halve maatregelen ten spijt om de werkgelegenheid aan te zwengelen, zijn minstens onrechtstreeks door het buitenlands beleid van deze afgelopen legislatuur – zeker op het einde, naar aanleiding van de Irak-kwestie – in het gedrang gebracht, meer bepaald door de uitspraken van de minister van Buitenlandse Zaken.

Mijnheer de voorzitter, ik mag u citeren uit een goede bron. Toen vorige week het Comité I inzake de Veiligheid van de Staat haar vergadering heeft gehouden, werd plotseling met betrekking tot Ford Genk beweerd dat de dienst Veiligheid van de Staat reeds eind juni op de hoogte was van het feit dat Ford Genk ofwel zou worden gesloten of minstens zwaar zou worden getroffen als gevolg van de houding van ons land ten aanzien van de Irak-kwestie. Mijnheer de voorzitter, u moet toen het volgende hebben gezegd. Corrigeer mij als ik u fout zou citeren. Ik citeer: "Wanneer ik Guy Verhofstadt en Louis Michel waarschuw voor hun houding ten aanzien van een machtige bondgenoot en handelspartner zoals de Verenigde Staten, dan glijdt dat er vanaf zoals van toile cirée". Zwijgen is toestemmen, neem ik aan, mijnheer de voorzitter.

De **voorzitter:** Als u mij provoceert zal ik u zeggen dat ik op zeker ogenblik verslag heb uitgebracht van de reis die ik met onder meer de heer Van der Maelen en anderen heb gemaakt in de Verenigde Staten van Amerika begin maart. De heer Annemans was er ook bij. In het bijzonder met betrekking tot de genocidewet werden wij werkelijk op de vingers gekeken door het Amerikaanse zakenleven. Het ging ook om specifieke gevallen, niet zodanig Irak en geen woord over Ford. De sfeer van de Amerikaanse zakenwereld was voor ons op dat ogenblik niet gunstig. Ik heb dat uiteraard overgemaakt.

01.134 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik wil daar zelfs aan toevoegen dat wij daar spitsroeden hebben moeten lopen. Ik zie ons daar nog altijd zitten in een kelder van het Pentagon op veredelde keukenstoelen (...) ontvangen als Belgen.

De **voorzitter:** Laat ons zeggen dat uw Kamervoorzitter nog een aantal contacten had die toch een ander niveau hadden.

01.135 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Dank u, voorzitter, dat ontkracht dus allerminst het feit dat de houding van België in bepaalde dossiers in de Verenigde Staten niet bepaald wordt desmaakt. Uw

01.133 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): J'avais préparé des interventions distinctes sur l'emploi et la politique extérieure mais je les ai jointes, et cela pour la bonne raison que l'économie belge a beaucoup souffert de la politique extérieure déplorable du ministre Michel. A la suite de la publication de l'information selon laquelle la fermeture de Ford Genk a été en partie inspirée par l'attitude de la Belgique pendant la guerre en Irak, le président de la Chambre Herman De Croo a relevé que ses remarques antérieures sur l'image négative dont la Belgique fait l'objet aux Etats-Unis "ont glissé sur l'indifférence de MM. Michel et Verhofstadt comme sur une toile cirée".

Le **président:** J'ai fait rapport d'un voyage effectué aux Etats-Unis en mars dernier pour fournir des précisions sur la loi de compétence universelle à des membres éminents de la société américaine. L'attitude du monde des affaires américain était en effet défavorable à la Belgique.

01.135 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): L'attitude de la Belgique n'a pas plu et M. De Croo l'a bien

houding – het is misschien wat laat om vleiende woorden te spreken – is dan toch ook een blijk van gezond verstand. Men heeft meteen aangevoeld en begrepen dat wij niet meer zo goed gezien zijn in de Verenigde Staten. Dat is normaal denk ik. De Verenigde Staten staan niet meteen bekend als een land dat gespeend zou zijn van enig chauvinisme, of de democraten dan wel de republikeinen er aan de macht zijn, of de duiven dan wel de haviken er aan de macht zijn. Men is maar beter voorzichtig met een wereldmacht en met een belangrijke handelspartner zoals de Verenigde Staten. Of er nu duiven of haviken aan de macht zijn, men is er niet mee gediend wanneer deze vogels door een kiekeien worden terechtgewezen. Zeker in een tijdvak waarin de haviken aan de macht zijn in de Verenigde Staten en waarin zij stevig gesteund worden door het gros van de bedrijfswereld is het goed op eieren te lopen wanneer men zo'n natie benadert met zo kapitaalkrachtige bedrijven. Ik denk trouwens dat het niet toevallig is – en het wordt hier vaak in de pers aangehaald – dat president Bush de grootste verkiezingskas in de Amerikaanse electorale geschiedenis aan het bijeenhalen is. Dat is precies dank zij de steun van het Amerikaanse bedrijfsleven, dank zij de steun van Amerikaanse investeerders. Wanneer men dan achteraf komt zeggen dat men totaal geen rekening moet houden met de psychologie van die Amerikaanse bedrijfsleider die blijkbaar toch aan de kant staat van de Amerikaanse president, dan schort er toch iets aan de logica van de federale regering.

Wanneer het gaat over grote investeerders, zoals Ford, dan zijn het heus niet alleen investeerders in de Verenigde Staten. Het gaat ook om investeerders in Europa, in België en in Vlaanderen.

Ik ga niet zo ver om te stellen dat de beslissing van Ford om 3.000 jobs te schrappen en een gigantische investering van 900 miljoen euro in te trekken rechtstreeks afhankelijk is geweest van onze houding in de Irak-kwestie of van de houding van Louis Michel in deze kwestie. Uiteraard spelen de conjunctuur en de overproductie een rol.

Mijnheer de voorzitter, ik ben er echter wel van overtuigd – niemand zal mij van het idee kunnen afbrengen – dat de weinig scrupuleuze manier waarop de Ford-top woordbreuk pleegde – dat was het inderdaad – werd ingegeven door de houding van België in de Irak-kwestie. Ford is het minst diligent geweest ten opzichte van zijn vestiging in Genk. Ze liet ook de vestiging in Genk als enige twijfelen aan haar voortbestaan. In de Verenigde Staten wist men nochtans precies welke vestigingen zouden sluiten en welke open zouden blijven. In Europa wist men dat ook voor de vestigingen in Saarlouis, Dagenham, Valencia en ook voor Kutcheli in Turkije. De Europese of niet-Amerikaanse vestigingen van Ford kregen allen zekerheid, behalve Genk. Genk heeft slechts zekerheid tot 2006. Achteraf is de hele kwestie van de dienst Veiligheid van de Staat, die op de hoogte was van maatregelen geïnspireerd door de houding van België in de Irak-kwestie, nog eens bevestigd door onder andere Thomas Leysen van Umicore en door de ex-topman van Ford, de heer Dierickx.

Het volgende is vorige week al aan bod gekomen in de commissie, maar ik wil toch een concrete vraag richten tot de eerste minister. Hij sneerde toen immers naar de oppositie dat de investeringen van de Verenigde Staten sinds kort enorm zouden toegenomen zijn als gevolg van een mij onbekende beslissing. Ik heb echter nog steeds geen cijfers van hem gekregen. Ik zou ze graag hebben en hoop dat de collega-ministers die vraag dan ook zullen overbrengen.

De heer Verhofstadt blufte met heel wat cijfers over de gestegen Amerikaanse investeringen. Ik heb die echter nog niet gezien. Ik hoorde

compris. Les Etats-Unis sont un pays chauvin qu'il faut traiter avec prudence. Le Président Bush a accédé au pouvoir grâce aux contributions électorales des entreprises. Aujourd'hui encore, sa caisse électorale est alimentée par le biais du monde économique.

Je n'affirme pas que les licenciements chez Ford Genk soient à mettre en corrélation directe avec la politique étrangère de la Belgique mais ce facteur a joué un rôle. Ainsi, l'attitude de Ford qui revient brutalement sur ses engagements est sans doute inspirée par notre attitude dans la question irakienne. De toutes les implantations de Ford, c'est Genk qui a été traitée avec le moins de bienveillance. La seule certitude est que l'usine sera maintenue jusqu'en 2006.

M. Verhofstadt a affirmé que les investissements américains en Belgique ont augmenté significativement au cours des derniers mois. Je n'ai toujours obtenu aucun chiffre à cet égard. En contrepoint à sa fanfaronnade, je pense que la Belgique va sans doute subir d'autres pertes si elle persiste à défier les Etats-Unis. Les nouveaux membres de l'Union européenne font preuve d'une grande loyauté envers les Etats-Unis. Si notre politique extérieure n'a pas été néfaste, elle n'a certainement pas été positive.

La politique étrangère de Louis Michel influe d'ailleurs négativement sur nos relations avec de nombreux pays. Nous avons du mal à croire que cette politique puisse reposer sur des motivations éthiques : c'est tout bonnement grotesque. Songez au Népal. Et je crains le pire quand j'entends le premier ministre annoncer à cette Assemblée la poursuite de cette politique éthique. Par ses déclarations intempestives, le ministre Michel compromet nos relations diplomatiques et commerciales.

hem hier gisteren op het spreekgestoelte wel herhalen, alweer met een opgestoken vingertje naar de Verenigde Staten, dat wie een oorlog wint zonder steun van de internationale gemeenschap, de vrede kan verliezen. Ik wil de bal terugkaatsen naar hem. Hij heeft zijn leven blijkbaar niet gebeterd. Het antwoord zou snel kunnen volgen. Ik kan het u woordelijk geven en ik hoop dat de Verenigde Staten hem niet met daden zullen beantwoorden. Het antwoord zou wel eens kunnen luiden dat wie zijn machtige bondgenoten te veel op de zere tenen trapt, wel eens meer zou kunnen verliezen dan hem lief is.

Ik wijs er trouwens op dat de landen die tot de EU zullen toetreden, zoals Polen en Hongarije, in Irak wel zeer trouw meewerken met een internationale troepenmacht. Het zijn precies die landen waarvan we allemaal vrezen dat onze bedrijven ernaar zouden uitwijken. Het zou dus wel eens kunnen dat het binnenloodsen van die landen in de EU misschien in de eerste plaats op middellange termijn ten goede zou komen aan de Verenigde Staten en niet aan Europa. Ik hoop van harte van niet. Wanneer we echter de Verenigde Staten tegen de schenen blijven stampen, zou het wel eens kunnen dat België wederom in de klappen deelt.

Zelfs als men het er niet mee eens zou zijn dat de houding van Louis Michel en het buitenlands beleid van de afgelopen vier jaar, waarover ik het nog even wil hebben, een nefaste invloed hebben gehad op de buitenlandse betrekkingen met diverse landen en de laatste tijd in het bijzonder met de Verenigde Staten, kan men toch niet beweren dat die hele heisa met de Verenigde Staten ons goed zou hebben gedaan.

Wanneer ik hoor dat de houding van België geïnspireerd is door ethische motieven, dan is dat helemaal een uitspraak van heb ik jou daar. Een mens zou er nog zijn draad bij kwijtraken wanneer hij een toespraak moet geven. Wanneer men Louis Michel namelijk gedurende die vier jaar bezig heeft gezien, kan men niet zeggen dat hij België een goede reputatie heeft bezorgd in het buitenland en zeker niet dat daaraan ethische motieven ten grondslag hebben gelegen. Dat gaat te ver. Dat is te hilarisch.

Ik krijg een beetje schrik wanneer premier Verhofstadt zegt dat dit beleid – zagezegd ethisch geïnspireerd – zal worden voortgezet gedurende deze legislatuur. Ik ben eerlijk gezegd van oordeel dat premier Verhofstadt de zure oprispingen en onderbuikgevoelens van zijn minister van Buitenlandse Zaken verwacht met rationele en ethische overwegingen. Ik vermoed dat hij durf en moed verwacht met dwaasheid en roekeloosheid.

Over het ethisch uitgangspunt van het buitenlands beleid zal ik zeer kort zijn. Het werd in het verleden voldoende besproken. Ik zal het woord echter zeer schroomvallig uitspreken; ik hoef maar te verwijzen naar de Nepal-kwestie.

Guy Verhofstadt houdt misschien zijn hart vast wanneer wij het hebben over binnenlandse verkiezingen omdat de sp.a van Stevaert de grootste partij in Vlaanderen dreigt te worden en omdat de groei van het Vlaams Blok blijkbaar toch niet gestuit is. De leden van het Vlaams Blok houden echter hun hart vast wanneer er verkiezingen zijn in het buitenland. Wij houden ons hart vast wanneer Louis Michel zijn mond gaat opendoen over verkiezingen in het buitenland, bijvoorbeeld Amerikaanse presidentsverkiezingen en Oostenrijkse parlementsverkiezingen. Door het opzetten van zijn mond creëert hij meteen een zodanige wind in de richting van onze handelspartners dat een heleboel Vlaamse jobs en duurzame handelsrelaties op de tocht komen te staan. Wij houden ons hart vast wanneer Louis Michel zijn

mond opendoet en zijn politiek correcte ideeën spuit naar het buitenland zodra een of andere verkiezingsuitslag hem alweer niet bevalt.

Dus, mijnheer Van der Maelen, hier geen Schumi Vande Lanotte, hier geen Lance Vandenbroucke Armstrong, neen, hier weliswaar een vedette, maar van een ander slag: op Buitenlandse Betrekkingen hebben wij een Louis de Funès Michel. Dat buitenlands beleid is door de minister van Buitenlandse Zaken geen hoogvlieger, integendeel. Zijn gebrek aan zelfperceptie is schromelijk recht evenredig met zijn diplomatieke onbehouwenheid. Op dit nachtelijk uur is er wel plaats voor enige humor. Daarom citeer ik tot besluit de heer Michel uit Humo van 18 maart 2003, even voor de verkiezingen: "Ik ben dol op karikaturen. Ik knip ze uit en bewaar ze: Royer, Linus en Krol, en daar komen nu die Amerikaanse prenten bij, zoveel te beter zou ik zeggen. Weet u, als ik naar karikaturen kijk, krijg ik sympathie voor mezelf. Dan denk ik: wat een aardige kerel. Echt waar. De mensen moeten mij graag hebben als ze me zo neerzetten".

Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, ik denk dat de mensen in Amerika Louis Michel misschien wel graag zien, maar dan niet in zijn rol van minister van Buitenlandse Zaken, maar wel als stand up comedian in Broadway of op de strip in Las Vegas. Zo zouden wij hem misschien ook graag zien, want dan zou betekenen dat Louis Michel geen minister van Buitenlandse Zaken van België meer is. Dat zou vooral Vlaanderen en de Vlaamse jobs ten goede komen. Daar ben ik van overtuigd.

U hebt het wel begrepen: deze regering krijgt niet het vertrouwen van het Vlaams Blok, vooral niet op het vlak van Buitenlandse Zaken.

01.136 Melchior Wathelet (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, mon intervention portera sur deux points bien précis: d'abord, sur l'amnistie fiscale et ensuite, sur la politique de la justice.

En ce qui concerne l'amnistie fiscale, la première chose qui nous frappe, c'est un certain nombre de questions qui restent en suspens. Je vais vous les énumérer.

La première est de connaître le montant que va effectivement rapporter cette amnistie fiscale. Des estimations diverses sont disponibles, mais il faut bien admettre, ce que fait aisément la majorité, qu'il y a tout de même une certaine incertitude quant au produit de l'amnistie fiscale.

Il y a toutefois diverses choses dont on est sûr. Premièrement, l'amnistie fiscale va coûter, quoi qu'il en soit, 75 millions d'euros au gouvernement fédéral. Ces 75 millions devront être payés aux régions. Voilà au moins une dépense dont on est sûr. Deuxièmement, il est assez extraordinaire de constater que le produit de l'amnistie fiscale, qui était initialement estimé à 500 millions d'euros, passe, après un avis négatif du Conseil d'Etat, à 850 millions d'euros. Enfin un avis du Conseil d'Etat qui rapporte de l'argent au gouvernement fédéral. Troisièmement, le produit de l'amnistie fiscale sera uniquement le produit des sanctions, étant donné qu'il n'y aura plus de rapatriement dans l'économie belge.

La deuxième question que l'on se pose porte sur les deux taux applicables: l'un de 6%, l'autre de 9%. Le taux de 6% sera appliqué lorsque les montants auront été investis au moins trois ans dans notre économie. Or, qu'est-ce qu'un montant non investi dans l'économie? Un

01.136 Melchior Wathelet (cdH): De fiscale amnestie laat een aantal vragen open.

Ten eerste hoeveel zal deze maatregel opbrengen? Drie gegevens kennen we al: een kost van 75 miljoen euro op het federale vlak; ingevolge het advies van de Raad van State werd de 500 miljoen euro opgetrokken tot 850 miljoen euro; ten slotte is het product van deze operatie afkomstig van de sancties aangezien het kapitaal niet langer moet worden gerepatriëerd.

Ten tweede heeft men het over een tarief van 6 of 9% naargelang de kapitalen al dan niet sinds ten minste drie jaar in de economie werden geïnvesteerd. Maar wat betekent dat: in de economie investeren?

Ten derde, hoe zit het met het onderscheid tussen de fraudeurs? De fraudeurs in België zullen minder goed worden behandeld dan degenen die in het buitenland

compte d'épargne, c'est de l'argent investi dans l'économie. Ne serait-ce donc qu'un bas de laine? Ne serait-ce que cela qui est visé par les termes "non investis dans l'économie"? Et dans ce cas, encore faut-il prouver que cet argent arrive de l'étranger.

Nos interrogations restent donc ouvertes sur ce point. Que veut-on dire par "argent investi dans l'économie"? Le propre de l'argent ne serait-il pas d'être investi dans l'économie? La question reste posée.

Troisième question: que va faire le gouvernement concernant la discrimination, qui reste bien présente, entre les fraudeurs? En effet, vous n'êtes pas sans savoir – et l'avis du Conseil d'Etat le souligne – que les fraudeurs qui ont fraudé en Belgique sont moins bien traités que ceux qui ont fraudé à l'étranger. Donc, si vous avez fraudé, j'espère que vous l'avez fait à l'étranger. Monsieur Langendries, mon cher chef de groupe, - puisque l'expression est d'usage aujourd'hui - j'espère que vous et moi avons fraudé à l'étranger! Nous aurons tous deux l'administration fiscale sur le dos. Ils peuvent d'ailleurs venir voir, il n'y a pas de problème. Je les invite volontiers.

Subsiste donc toujours cette question de la discrimination. Les personnes qui ont fraudé en Belgique sont susceptibles de se voir appliquer le régime normal, qui implique des sanctions pouvant aller jusqu'à 300% de la somme fraudée. En contre-partie, les personnes ayant fraudé à l'étranger pourront, elles, bénéficier de l'amnistie fiscale.

Quatrième question: quelle va être la tâche du centre de traitement des informations financières (CTIF)? En effet, ce sont eux qui vont devoir évaluer si l'argent dont la banque belge fait la déclaration est ou non de l'argent qui provient d'une filière de blanchiment. En d'autres mots, est-ce de l'argent très, très noir?

Et là, une nouvelle question se pose. Si cet argent était placé sur le compte d'une banque intra-européenne, qui est soumise aux mêmes réglementations que les banques belges en matière de blanchiment, n'y a-t-il pas une obligation de confiance et de respect mutuels entre les établissements bancaires belges et les autres établissements bancaires européens. Doit-on étendre cette confiance mutuelle aux autres établissements bancaires, hors Union européenne, mais qui feraient partie de l'accord (Liechtenstein, Suisse ou autre Etat de ce type)?

Dernière question: l'Union européenne fait quand même, dans cette opération d'amnistie fiscale, une croix sur de possibles droits de douane. En effet, il n'y aura plus sur cet argent noir, produit d'un travail noir, non déclaré, placé à l'étranger, un examen approfondi puisqu'il y aura l'amnistie. La personne devra simplement montrer sa déclaration libératoire unique et payer ses 6%. Mais on ne grattera plus! Or, cet argent noir est peut-être le produit d'opérations transfrontalières sur lesquelles il y avait un droit de douane, qui aurait dû être rétrocédé aux institutions européennes, à l'Union européenne.

L'Union européenne est-elle d'accord de faire une croix sur cette possible perception d'argent? Autorise-t-elle la Belgique à agir de la sorte?

Manifestement le gouvernement se pose également ces questions. C'était l'amnistie fiscale – phase 1 –, ensuite on est passé au rapatriement avec investissement dans l'économie belge – phase 2 –, puis rapatriement avec investissement non plus dans l'économie belge, car on ne peut pas, mais dans l'économie en général – phase 3 – et, phase 4. il n'y a plus de rapatriement du tout! On voit que cela évolue.

hebben gefraudeerd.

Ten vierde, wat zal de taak zijn van de CFI? Evalueren of het geld al dan niet afkomstig is van een witwasoperatie? Of het om heel zwart geld gaat? Als dat geld bij een Europese bank werd gedeponneerd, of bij een bank buiten de Europese Unie maar in een land dat het akkoord heeft onderschreven, moet men dan niet uitgaan van een gewettigd vertrouwen?

Is de Europese Unie bereid België vrij te stellen van de douanerechten die konden worden ontdoken omdat dit geld misschien het resultaat is van grensoverschrijdende verrichtingen?

De regering stelt zich ook die vragen. Achtereenvolgens had men het over amnestie, repatriëring naar België, repatriëring met investering in de economie en vervolgens moest het geld helmaal niet naar België terugkeren. Wanneer komt er een definitieve tekst?

Al die vragen nopen ons ertoe de regering niet ons vertrouwen te schenken, want dat zou een volmacht inhouden, zowel ten aanzien van het bedrag als van het mechanisme. Te meer daar het hier om een stelsel gaat dat onaanvaardbaar is. Het stelsel is nutteloos, het zal niet zoveel opbrengen als wordt gehoopt. Het is evenmin efficiënt aangezien er al een stelsel bestaat dat werkt. Het is immoreel want het gaat om mensen die alle soorten belastingen hebben ontdoken. Bovendien moet amnestie gepaard gaan met maatregelen die voorkomen dat die ontduiking mogelijk blijft. Het bestaan van effecten aan toonder noch de uitwisseling van informatie tussen de banken worden onmogelijk gemaakt. In *The Financial Times* staat te lezen dat België zich verzet tegen elke toegang tot bankgegevens.

A quand le texte final? A quand la mesure finale? Ou à quand la dernière modification?

Ce sont toutes ces questions qui nous obligent à ne pas pouvoir vous donner notre confiance sur cette opération d'amnistie fiscale. En effet vous nous demandez en quelque sorte un chèque en blanc.

Chèque en blanc quant au montant. Vous annoncez 850 millions d'euros mais même si l'on peut comprendre que c'est le chiffre que vous devez avancer pour avoir des comptes en équilibre, personne ne peut manifestement donner une estimation correcte. Je reste persuadé – et ne me faites pas dire ce que je n'ai pas voulu dire – qu'il est vrai que ce doit être une estimation. On n'a jamais effectué ce type d'opération; elle est prévue pour l'année prochaine, je veux donc bien croire que c'est une estimation. Mais il reste une objection plus fondamentale: le chèque en blanc se situe également au niveau du mécanisme. On ne sait toujours pas très bien ce que cela va être.

Par conséquent, sur ce point, nous ne pouvons vous donner notre confiance. D'autant plus que, plus fondamentalement, nous ne pouvons accepter ce système. Nous l'avons dit à de nombreuses reprises, c'est un système des trois "i": inutile – car nous pensons que cela ne va pas du tout rapporter ce que vous prétendez –, inefficace – un système de rapatriement de capitaux existe, un système de "régularisation" avec des sanctions proportionnées existe, il fonctionne! –, et enfin, la critique la plus fondamentale, c'est un système immoral – parce que l'on va cautionner des personnes qui ont éludé tous les types d'impôts: IPP, précompte mobilier, cotisations sociales, TVA, droits de douane, succession, "tout, tout en met". Nous ne pouvons l'accepter.

Pour nous, le principe d'amnistie devrait au moins être accompagné de mesures pour le futur, des mesures qui donneront moins envie de frauder dans le futur! Or, on voit que l'on ne remet pas en question les titres au porteur! Ce serait pourtant une bonne manière de pouvoir lutter contre la fraude fiscale, en tout cas contre la possibilité de mettre son argent à l'étranger!

On ne remet pas non plus en question l'échange d'informations entre les banques. Or, ce serait la meilleure manière de lutter contre la fraude fiscale.

Dans le "Financial Times" du 10 octobre, il était clairement écrit que la Belgique s'opposait à un plus grand accès et à un accès plus en profondeur aux informations entre les établissements bancaires.

Si on n'apporte pas de solution pour le futur, pourquoi se permet-on de faire une amnistie?

Comme le ministre des Finances l'avait stigmatisé dans une interview, soit on est pour - et autant que cela rapporte -, soit on est contre les trois "i", ce qui résout le cas ici. On va encore nous dire que nous sommes des pessimistes, que l'on est toujours morose. Non. En matière de justice - M. Courtois vient de le souligner -, nous ne pouvons que nous réjouir de l'augmentation budgétaire même si elle n'est pas suffisante.

01.137 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le président, je voudrais intervenir sur la première partie du discours de M. Wathelet.

Monsieur le président, vous avez pris la peine d'organiser le débat en prévoyant une discussion générale puis une discussion par thème. Il

01.137 Pierre-Yves Jeholet (MR): Wat het eerste deel van de toespraak van de heer Wathelet betreft, vind ik het spijtig dat de minister van Financiën niet

est dommage que M. Wathelet et les membres de son groupe n'aient pas profité de la présence du ministre des Finances pour lui poser toutes ces questions. Mais il est vrai que, comme il l'a dit, il y aura des débats parlementaires.

Le **président**: Je ne pouvais pas prévoir. M. Wathelet était inscrit dans la rubrique "justice-police et problématique des étrangers". Mais tout ce qui est dit ici figurera dans le compte rendu.

01.138 Melchior Wathelet (cdH): Je voudrais rassurer M. Jeholet. Il fallait, en effet, donner un thème.

Le thème principal était la justice. Or, il se fait qu'ici, un thème vient s'y greffer: l'amnistie fiscale. Il fallait choisir.

Il n'était pas nécessaire de faire deux interventions. De toute façon, monsieur Jeholet, j'en ai parlé avec le ministre des Finances pas plus tard qu'aujourd'hui. Nous avons eu un aparté de type plus informel et j'ai également pu lui poser les questions que je rappelle ici. Aussi, ne vous inquiétez pas! Vous pouvez être tout à fait rassuré; il m'a donné un certain nombre d'informations, mais il me semble que ces questions, qui sont à mon avis pertinentes, pouvaient être répétées et inscrites dans les documents parlementaires.

En matière de justice, nous nous réjouissons de l'évolution budgétaire. Elle s'achemine dans le bon sens. Ce n'est pas suffisant, mais il y a une évolution, une prise en considération et c'est tant mieux. Mais cela ne se limite pas à cela. La position de la ministre de la Justice va dans le sens d'une concertation. On a tellement reproché au précédent ministre de la Justice de ne pas le faire que cela nous paraît être une bonne chose. Une prise en considération des acteurs de terrain et c'est tant mieux! Donc, on va dans la bonne voie.

La déclaration gouvernementale contient également un certain nombre de priorités. On sait que le budget de la Justice est dans un tel état qu'il va falloir faire des choix et ils sont là. Ils ne sont peut-être pas ceux que l'on aurait faits, mais il y a au moins une volonté de faire des choix et de déterminer clairement les priorités:

1. Accès à la justice.
2. L'arriéré.
- Nous sommes d'accord sur ces deux là en tout cas.
3. Politique pénitentiaire.
4. Détention préventive.
5. Peines alternatives.
- Les priorités sont fixées.

Mais dans l'intervalle, ne perdons pas notre temps! Il faut se concerter et travailler tant avec les acteurs du terrain qu'avec ceux du monde judiciaire. Entre-temps, madame la ministre, nous avons déjà redéposé un certain nombre de propositions de loi de la précédente législature. Elles sont déjà déposées sur le bureau du Sénat et de la Chambre. Elles concernent les arriérés, les expertises, les nominations de magistrats et ne nécessitent pas d'énormes frais. Ce sont de petites retouches de notre système judiciaire qui peuvent nous faire progresser.

Je cite quelques exemples. En matière d'arriéré, notamment, la nomination des magistrats, les organisations des audiences, le pouvoir de direction des magistrats lors des audiences, le remplissage des cadres. Ce sont toutes des mesures que nous avons déjà déposées. Et nous disons à la ministre: servez-vous en, on ne vous demande pas d'accepter le texte tel quel. Travaillons-les. biffez-les. changez-les.

aanwezig was.

01.138 Melchior Wathelet (cdH): Mijn betoog moest een thema krijgen en ik heb het vooral over Justitie gehad.

Maar ik heb daarover reeds informeel met de minister van Financiën gesproken. De heer Jeholet mag op beide oren slapen.

Wij verheugen ons over de verhoging van de begroting voor Justitie. Het is uiteraard niet genoeg - het is nooit genoeg - maar men doet alvast een loffelijke poging.

De beleidskeuzes uit de regeringsverklaring gaan ook al de goede kant op : een toegankelijker gerecht (rechtshulp en juridische bijstand, een degelijke vergoeding voor advocaten, enz.), de gerechtelijke achterstand (vooral in Brussel), het gevangenisbeleid, de voorlopige hechtenis en de alternatieve straffen. Dat zijn duidelijke keuzes, waar wij geheel achter staan.

Wij willen met de minister samenwerken. Wij hebben voorstellen ingediend betreffende de bemiddeling, de gerechtelijke achterstand, de benoeming van magistraten en de deskundigen. Als u van die teksten gebruik maakt, zelfs met de nodige wijzigingen, zullen we erop vooruitgaan. Wij zullen ook ons best doen om een "modelleerling" te zijn.

modifiez-les, améliorez-les – on ne demande que cela -, mais, bon sang, servez-vous de cette base de travail.

Je pense qu'il y a manifestement une conscientisation en matière de justice. Dans l'intervalle, il faut commencer le travail dès aujourd'hui. Au sujet des prisons, les textes sont déposés également. Nous nous réjouissons de l'intervention de M. Courtois qui, manifestement, délivre le même message: servons-nous des textes qui sont disponibles. Vous avez également rappelé l'importance de la médiation, dont Richard Fournaux, qui est ici présent, a montré en ces heures très tardives qu'il était un vaillant supporter. Il reste avec nous pour soutenir encore une fois ce projet. Le MR a aussi déposé quelque chose. Donc, travaillons-y, faisons quelque chose. C'est dans la bonne direction. Et nous nous réjouissons de pouvoir profiter de cet intervalle qui, nous l'espérons, portera ses fruits.

Comme vous le voyez, M. le premier ministre n'est pas là, mais nous pouvons être de temps en temps des élèves modèles. Je vous remercie.

Le **président**: Merci, monsieur Wathélet.

Je m'interrogeais sur l'absence du premier ministre. Et je me rappelle que ce matin 16 octobre a lieu la réunion préparatoire à celle qui se tiendra dès l'aube avec les chefs d'Etat et de gouvernement.

01.139 Rudy Demotte, ministre: Monsieur le président, par respect pour le débat parlementaire, j'ai voulu écouter et faire une somme des questions essentielles qui ont été posées mais, vu l'heure tardive, je n'ai pas envie de me livrer à un exercice qui nous retiendrait beaucoup plus longtemps. Toutefois, par politesse, je répondrai quand même à quelques questions importantes, à commencer par une question qui fut posée il y a un certain nombre d'heures maintenant et qui portait sur l'opportunité d'organiser les dialogues de la santé si tout était cadencé dans le budget.

Il a été dit, lors des dialogues de la santé, que nous ne préjugions pas de l'année 2004, connaissant les marges budgétaires qui étaient les nôtres. Nous restons pleinement en cohérence avec les propos que nous avons tenus. Cela étant dit, quelques pistes sont encore à approfondir.

Le deuxième élément - et je répondrai pour Mme Simonis - concerne les états généraux de la famille. Ils doivent être aussi ce que l'on va faire par rapport au monde indépendant, c'est-à-dire l'opportunité de tracer les pistes dans lesquelles on va pouvoir, dans les quatre années à venir, trouver des solutions à des problèmes aigus. L'un d'entre eux a été soulevé par plusieurs dames de cette assemblée mais je dis tout de suite, par solidarité avec les dames de cette assemblée, que tous les hommes, qui sont sur les bancs ce soir et qui sont restés jusqu'à cette heure avancée, sont d'avis aussi qu'un fonds des créances alimentaires est une chose absolument indispensable. Ce l'est d'autant plus que, comme tout le monde, je peux rencontrer des situations dramatiques qui s'expriment souvent dans les moments les plus extrêmes, quand on n'a plus aucun recours non seulement dans le chef des femmes mais aujourd'hui d'hommes également - ils sont très rares et minorisés mais cela existe - qui se trouvent dans les mêmes conditions, dépourvus de moyens avec des enfants à charge.

Dans ce contexte-là, la solution idéale eût été que nous puissions procéder à des avances de fonds. Cette solution aurait fait le consensus. à la différence qu'il fallait trouver pour cela de l'ordre de 3.5

01.139 Minister Rudy Demotte: Ik wilde naar alle vragen luisteren en er als geheel op antwoorden. Uit beleefdheid zal ik de belangrijke vragen beantwoorden.

Wat de "gezondheidsdialogen" betreft, willen we niet vooruitlopen op wat er in 2004 zal gebeuren maar we bestuderen bepaalde denkpistes.

Wat de "Staten-generaal van het gezin" betreft, moeten we oplossingen voor acute problemen zoeken. Een Fonds voor alimentatievorderingen is onontbeerlijk voor vrouwen en mannen (die zijn er ook) die geen bestaansmiddelen hebben en kinderen ten laste hebben. De beste oplossing zou het toekennen van voorschotten zijn maar dit zou 3,5 miljard euro kosten, wat momenteel een irreële uitdaging is. Medio 2004 overwegen we een redelijk systeem op te starten.

Wat het tabakfonds betreft, werd lang geleden een akkoord gesloten. Het akkoord werd ondertekend maar het fonds is er nooit gekomen. Het zal half juli van start gaan en ik heb dus de helft van het bedrag gekregen.

milliards d'euros, ce qui était, dans les circonstances budgétaires actuelles - reconnaissons-le - une gageure presque intenable.

L'alternative qui va débiter à partir de juillet 2004 va permettre au moins de lancer le système et, j'espère, de l'apprécier et de le faire évoluer vers un système beaucoup plus ample que je viens d'exprimer en termes idéaux.

En ce qui concerne le fonds "tabac", il avait été prévu depuis un certain temps déjà. Un accord a été signé entre les Communautés et l'Etat fédéral, la négociation n'est même plus utile. Malgré une loi qui fait référence à ce fonds, il n'a jamais vu le jour.

Est-il suffisant? Des négociations sont encore nécessaires à ce stade et nous allons débiter à partir de juillet. Nous allons donc travailler sur un demi-exercice budgétaire, ce qui explique que nous avons mis exactement en provision la moitié du budget prévu au départ. Je pense que nous avons agi là de manière parfaitement cohérente.

Je voudrais encore revenir sur le statut social des indépendants.

01.140 Muriel Gerken (ECOLO): A propos du fonds "tabac", il est vrai qu'un accord a été signé mais le Conseil d'Etat a dit que ce fonds ne pouvait fonctionner tel qu'il était prévu car ce sont des matières qui vont être concrétisées dans les entités fédérées et il faut donc qu'il y ait une part de financement, même minimale, des entités fédérées en plus de la part fédérale. C'est là qu'il faut revoir cet accord de coopération.

01.141 Rudy Demotte, ministre: Mme Gerken a parfaitement raison, monsieur le président. Nous allons travailler à cela d'ici juillet. Il fallait d'abord provisionner le montant, ce que je viens de faire.

A propos de la protection sociale des indépendants, il est temps de sortir de la pensée du XIXe siècle par rapport aux indépendants. Cette pensée est de considérer qu'il s'agit de travailleurs qui ne sont pas tout à fait comme les autres. Or, je pense que le statut social des indépendants est, dans le monde moderne, une nécessité. Je suis moi-même, par ma famille flamande, petit-fils d'un ouvrier mineur de Brakel, et par ma famille francophone, d'un indépendant.

J'ai connu deux situations extrêmes, dans deux conditions sociales qui se rejoignent parce que l'une et l'autre souffraient des mêmes difficultés de la vie. Je pense que si nous pouvons aujourd'hui, par la sécurité sociale, rapprocher les statuts en s'en donnant les moyens, c'est une chose qui correspond parfaitement à l'air du temps.

S'approprier ce débat en qualité de libéraux, de socialistes, d'écologistes ou de sociaux-chrétiens me paraît inapproprié. Donc je préférerais dire que c'est aujourd'hui l'objet d'un consensus social extrêmement fort sur lequel on pourrait bâtir quelque chose. Pourquoi n'a-t-on pas commencé tout de suite? Est-ce parce que les méchants socialistes, qui n'aimeraient pas, par principe, les indépendants, auraient bloqué à l'intérieur du gouvernement les montants à délivrer? Je dis tout de suite que c'est un préjugé parce que la vérité n'est pas celle-là. Nous avons simplement, sur un certain nombre de questions techniques extrêmement complexes, reconnu tous ensemble et au consensus, que nous ne pouvions pas implémenter les systèmes dans l'immédiat et qu'il nous fallait un peu de temps. Mais d'autres solutions ont été cousues pour que les indépendants, et dans certaines

01.140 Muriel Gerken (ECOLO): De Raad van State heeft beklemtoond dat dit Fonds niet enkel gaat over federale materies maar ook over die van de deelgebieden. Het aandeel van de deelgebieden moet dus worden herzien.

01.141 Minister Rudy Demotte: U hebt volkomen gelijk.

Wat het sociaal statuut van de zelfstandigen betreft is het tijd dat we afstappen van de opvatting die leefde in de XIXe eeuw en waarbij men dacht dat de zelfstandigen geen gewone werknemers waren. Ikzelf ben een kleinzoon van enerzijds een arbeider en anderzijds van een zelfstandige. Ik begrijp dus die situatie. Daarover moet een stevige sociale consensus tot stand komen. Waarom hebben we daar geen werk van gemaakt? Meteen is dat niet mogelijk, maar we zijn op de goede weg. Wij denken terzake niet aan een "ideologische blokkage".

Wat het akkoord artsen-ziekenfondsen betreft, moeten de nodige middelen worden gevonden om het project dat door mijn voorganger, de heer Vandenbroucke, in de steigers werd gezet te verwezenlijken. Daartoe hebben we 45 miljoen euro extra nodig. We moeten

circonstances les salariés aussi, bénéficient de quelques avantages sociaux liés aux marges qui se dégagent par le fait que nous ne pouvions pas implémenter immédiatement les systèmes. Je souligne tout de suite à l'encre – encre à laquelle vous donnerez la couleur que vous voulez – que nous avons souhaité que l'on réserve les moyens qui avaient été a priori prévus dans notre budget pour donner encore plus de puissance, l'an budgétaire prochain, dans la mise en œuvre des systèmes de protection sociale. Ce choix-là n'a pas été fait, mais en tout cas ne croyez pas qu'il s'agit d'un blocage idéologique sur cette matière, ce serait se tromper et ce serait tromper les autres.

Je termine sur quelques éléments plus ponctuels.

La question de l'accord medicomut. Nous avons bien sûr eu deux soucis: bien payer les prestataires de soins et ceux qui donnent la qualité de notre système. Là, nous avons réservé des moyens qui mettent en œuvre, dans l'année qui vient, une disposition, négociée par mon prédécesseur Frank Vandenbroucke, qui avait averti ne pas encore avoir garanti les moyens. A présent, nous allons aller au bout de la logique initiée avec 45 millions d'euros réservés et nous irons au-delà puisque 40 autres millions sont là.

Il nous faut à présent négocier l'affectation de ces millions supplémentaires. En effet, des efforts peuvent être réalisés dans divers domaines. Nous n'avons pas intérêt à attenter à la liberté thérapeutique, mais nous avons un intérêt collectif à faire en sorte que le système soit soutenable, pour éviter qu'à un moment donné, on ne puisse plus payer les prestations de base. C'est là que l'intelligence humaine trouvera, à mon sens, les voies du compromis.

Pour terminer, un dernier élément sur le déficit hospitalier; tout le monde pense à cette matière très délicate. Le rapport Tasiaux met en exergue un déficit profond, essentiellement lié à des problèmes de coût de personnel. Qu'avons-nous fait? Nous avons répondu à cela de manière immédiate par une revalorisation. Certes, elle constitue un premier pas, mais elle représente déjà de l'ordre de 34,6 millions d'euros, auxquels nous pouvons encore ajouter des moyens qui ont été donnés pour aider les contractuels subventionnés des hôpitaux: c'est 7,7% d'augmentation, soit encore de l'ordre de quelques millions d'euros; je donnerai le détail lors de la discussion budgétaire en commission.

Nous avons donc fait des efforts. Dans le secteur psychiatrique aussi: dans les hôpitaux et institutions psychiatriques, on n'avait pas de médiateur. Aujourd'hui, des médiateurs sont accessibles à ce milieu hospitalier.

Je ne détaillerai pas la somme de petites mesures supplémentaires, notamment en matière d'acquisition de matériel médical, qui rendront service à ces mêmes institutions.

Je crois que ce budget, que nous allons bientôt discuter dans le détail, a des accents qui tiennent compte des prestataires, des institutions mais surtout de l'intérêt final de la société qui est de maintenir le système dans ses balises.

De **voorzitter**: Door de onderbrekingen van vele collega's werden een aantal zaken verduidelijkt. Het is natuurlijk aan de Kamer om morgen te oordelen.

De bespreking van de verklaring van de regering is gesloten.
La discussion de la déclaration gouvernementale est close.

samenwerken om te verhinderen dat we die basisverstrekkingen niet langer zouden kunnen betalen.

De ziekenhuizen kampen met grote tekorten wegens de personeelskosten. De sector kreeg 34,6 miljard euro vers geld. Ook de begroting voor het contractuele ziekenhuispersoneel werd met 7,7% opgetrokken. Tevens zal de psychiatrische sector meer middelen krijgen. In die begroting worden sociale accenten gelegd: er wordt rekening gehouden met het ultieme belang, namelijk het maatschappelijke belang, zij het binnen duidelijk omschreven grenzen.

De stemming over de vertrouwensmotie zal morgen plaatsvinden. De leden die zulks wensen krijgen drie minuten spreektijd voor hun stemverklaring.

Ik dank het personeel, de ministers en de collega's voor deze late avond.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée à 01.15 heures. Prochaine séance le 17 octobre 2003 à 14.15 heures.

De vergadering wordt gesloten om 01.15 uur. Volgende vergadering 17 oktober 2003 om 14.15 uur.